

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission



**RAPPORT SEMESTRIEL D'EXECUTION
DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE**

Juin 2011

SOMMAIRE

RESUME ANALYTIQUE.....	4
1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	9
1.1 PRODUCTION	9
1.2 PRIX ET INFLATION	10
1.3 EVOLUTION DES TAUX D'INTERET ET DES MARCHES DE CHANGE.....	11
1.4 EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES.....	11
2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES.....	14
2.1 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN.....	14
2.1.1. PRODUCTION	14
2.1.2. PRIX ET INFLATION.....	17
2.1.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	17
2.1.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	19
2.1.5. SITUATION MONETAIRE	20
2.1.6. ETAT DE LA CONVERGENCE	20
2.1.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	21
2.2 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO.....	23
2.2.1. PRODUCTION	23
2.2.2. PRIX ET INFLATION.....	26
2.2.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	27
2.2.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	28
2.2.5. SITUATION MONETAIRE	29
2.2.6. ETAT DE LA CONVERGENCE	29
2.2.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	30
2.3 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE.....	33
2.3.1 PRODUCTION	33
2.3.2 PRIX ET INFLATION.....	37
2.3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	37
2.3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	39
2.3.5 SITUATION MONETAIRE	40
2.3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE	41
2.3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	42
2.4 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE-BISSAU ...	44
2.4.1. PRODUCTION	44
2.4.2. PRIX ET INFLATION.....	45
2.4.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	46
2.4.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	47
2.4.5. SITUATION MONETAIRE	48
2.4.6. ETAT DE LA CONVERGENCE	48
2.4.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	49
2.5 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI	51
2.5.1. PRODUCTION	51
2.5.2. PRIX ET INFLATION.....	53
2.5.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	53
2.5.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	55
2.5.5. SITUATION MONETAIRE	56
2.5.6. ETAT DE LA CONVERGENCE	56
2.5.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	57
2.6. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER	59
2.6. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER . Erreur ! Signet non défini.	
2.6.1. PRODUCTION	59
2.6.2. PRIX ET INFLATION.....	62

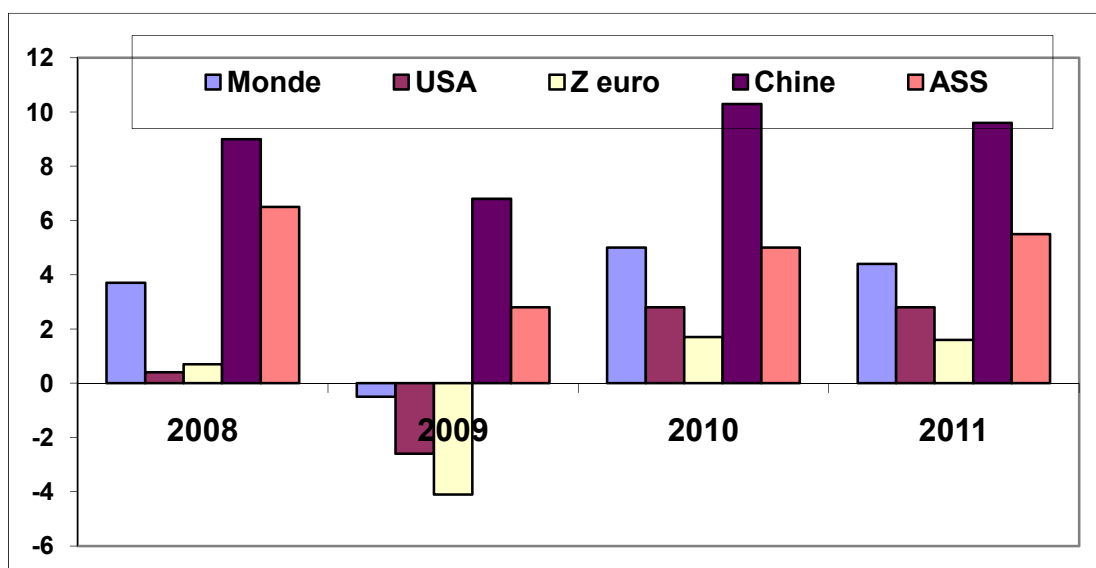
2.6.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	62
2.6.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	64
2.6.5.	SITUATION MONETAIRE	65
2.6.6.	ETAT DE LA CONVERGENCE	65
2.6.7.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	66
2.7.	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL	68
2.7.1.	PRODUCTION	68
2.7.2.	PRIX ET INFLATION	71
2.7.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	72
2.7.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	73
2.7.5.	SITUATION MONETAIRE	73
2.7.6.	ETAT DE LA CONVERGENCE	74
2.7.7.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	75
2.8.1.	PRODUCTION	77
2.8.2.	PRIX ET INFLATION.....	79
2.8.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	80
2.8.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	81
2.8.5.	SITUATION MONETAIRE	82
2.8.6.	ETAT DE LA CONVERGENCE	82
2.8.7.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	83
3.	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION EN 2010.....	85
3.1	PRODUCTION	85
3.2	PRIX ET INFLATION	86
3.3	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	86
3.4	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	88
3.5	SITUATION MONETAIRE	90
3.6	ETAT DE LA CONVERGENCE	90
3.7	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	92
4.	ORIENTATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR LES ETATS	
	MEMBRES DE L'UNION AU TITRE DE L'ANNEE 2012.....	95
4.1.	POURSUIVRE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES.....	95
4.2.	PROMOUVOIR LA CREATION D'EMPLOIS	97
4.3.	ASSURER LA MAÎTRISE DE L'INFLATION.....	99

RESUME ANALYTIQUE

La reprise de l'économie mondiale, amorcée en 2010 devrait se confirmer en 2011, reflétant ainsi l'incidence positive des politiques de soutien à la croissance et le redressement de la demande intérieure. En effet, le taux de croissance de l'activité économique passerait de -0,6% en 2009 à 5,0% en 2010 et 4,4% en 2011. L'activité serait soutenue par la demande privée de plus en plus robuste. Les économies émergentes ou en développement, avec un taux de croissance de 7,3% en 2010 et 6,5% en 2011, constituent la principale locomotive. En Afrique subsaharienne, la reprise est également effective. Le taux de croissance serait de 5,5% en 2011 contre 5,0% en 2010. Les principaux pays propulseurs sont l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Ethiopie, le Rwanda, l'Angola et le Ghana, devenu pays producteur de pétrole.

Toutefois, des défis majeurs demeurent et le redressement reste inégal. La croissance économique reste lente dans les économies avancées, soit 2,5% en 2011, notamment dans la zone euro (1,6%), et la création d'emplois demeure modeste. La persistance de tensions sur les marchés de la dette souveraine dans la zone euro, particulièrement en Grèce, au Portugal et en Espagne, continuera également de plomber l'activité économique dans cette zone.

Graphique : Evolution du taux de croissance économique



En dépit des signes d'un raffermissement global de l'économie mondiale, il y a des inquiétudes sérieuses par rapport à la surchauffe enregistrée dans certains secteurs, en particulier ceux des produits alimentaires et de l'énergie, et qui tend à exercer des pressions sur les prix et, par conséquent, sur la sécurité alimentaire. Cette situation consécutive aux intempéries qui ont affecté les récoltes en Australie, en Inde, en Chine et en Europe de l'Est, constitue une menace, principalement pour les pays africains au Sud du Sahara, très vulnérables, et les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient qui subissent déjà, en grande partie, les conséquences sociopolitiques directes des pressions inflationnistes. Les prix des produits alimentaires sont maintenant proches du sommet atteint en juin 2008, au plus fort de la crise

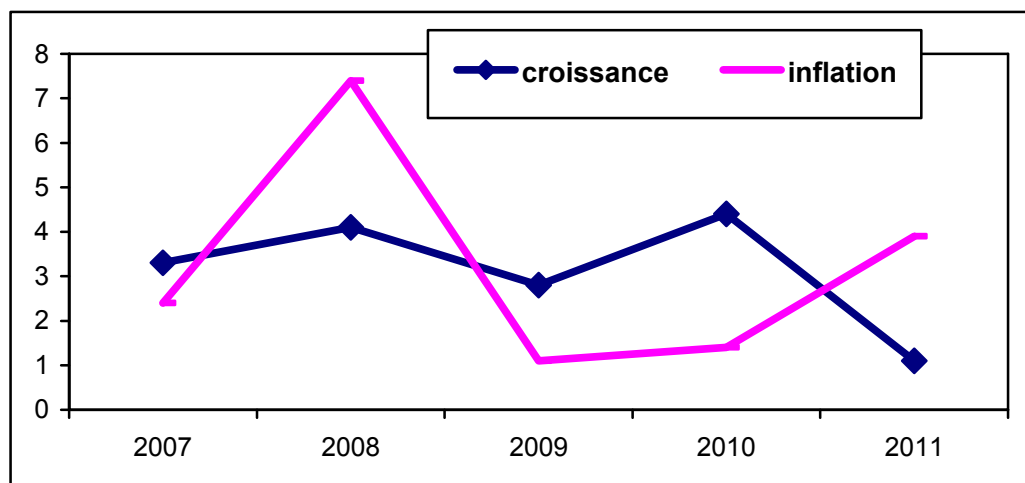
alimentaire. Dans la zone euro le taux d'inflation s'établirait à 2,3% en 2011 et dans les pays africains au Sud du Sahara, il s'établirait à 7,8 %.

Pour les Etats membres de l'Union, 2010 apparaît globalement comme une année satisfaisante en termes de performances macroéconomiques. En effet, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 4,5% contre 2,8% en 2009, en relation, principalement, avec les bonnes performances de la production vivrière, de la vigueur de la production minière et la baisse de l'inflation. Le Burkina Faso et le Niger ont enregistré des taux de croissance supérieurs à 7,0%, en dépit des effets des perturbations climatiques.

Par contre, l'année 2011 serait très difficile. Les performances de l'Union seraient moins bonnes que celles de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne. En effet, du fait du poids de la Côte d'Ivoire dans l'économie de l'Union, la crise politique post électorale a des répercussions sur plusieurs économies nationales. Les pays les plus affectés révisent leurs prévisions de croissance à la baisse. Ainsi, le Burkina s'attend à une croissance de 5,2% contre une prévision initiale de 6,0% dans le programme pluriannuel de convergence 2011-2015. Le Mali envisage réaliser un taux de croissance du PIB de 5,3% et le Niger, un taux de croissance de 3,2% au lieu de 4,4% prévu dans le programme de convergence adopté en décembre 2010.

La croissance économique de l'Union, projetée à 4,6% en 2011, est désormais donc hors de portée. Il est donc attendu une perte de croissance importante en 2011 en rapport avec une récession de 6,3% en Côte d'Ivoire. Dans l'attente d'une évaluation rigoureuse de l'impact de la crise dans ce pays, le taux de croissance de l'Union pourrait se situer autour de 1,2%¹ en 2011.

Graphique : Evolution du taux d'inflation dans l'Union*



* Le taux de l'inflation pour 2011 est le glissement du 1^{er} trimestre de l'année

Au niveau des prix, en dépit de la bonne campagne agricole 2009-2010, la hausse des prix persiste. En effet, en glissement annuel au premier trimestre, le taux d'inflation annuel est ressorti à 3,9% contre -0,2% pour la même période en 2010. Les tensions inflationnistes proviennent, essentiellement, de l'emballement des prix

¹ Projection DSM/DPE sur la base de l'hypothèse des IBW lors de la mission de mai 2011 dans ce pays.

des produits alimentaires et des carburants importés. La perspective du respect de la norme communautaire de 3% au maximum par an pour le taux d'inflation annuel moyen serait difficile à réaliser en l'absence de mesures d'atténuation appropriées. Afin de contenir les tensions sociales. Le Burkina Faso, a déjà réagi promptement à travers des mesures de soutien des prix des produits de première nécessité, notamment le riz.

La situation des finances publiques s'est améliorée en 2010 en rapport notamment avec la bonne orientation des recettes fiscales qui ont représenté 16,0% du PIB contre 15,6% en 2009. Cette progression est liée à la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale. De fait, les indicateurs budgétaires ont dégagés un profil satisfaisant. En particulier, trois Etats membres ont pu respecter les quatre critères de premier rang. Il s'agit du Bénin, du Mali et du Niger.

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 5,0% pour représenter 23,3% du PIB contre 23,6% en 2009. Cette progression a été portée essentiellement par les dépenses courantes qui ont augmenté de 5,8%. L'évolution des dépenses courantes est imputable à la hausse de la masse salariale liée aux recrutements effectués et au paiement d'indemnités aux fonctionnaires dans plusieurs Etats membres. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont baissé de 0,5%, suite à la contraction de la composante financée sur ressources externes.

A l'opposé, en 2011, la situation des finances publiques s'annonce difficile dans l'Union en rapport avec la situation de crise en Côte d'Ivoire, qui a engendré au cours des quatre premiers mois de l'année, la cessation provisoire des activités dans les entreprises commerciales et financières ainsi que des comportements de prudence dans le paiement des impôts en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, le Burkina Faso a été secoué entre mars et juin 2011, par une crise sociale, suite aux mutineries répétées des corps militaires et paramilitaires. Pour assurer une résolution rapide de la crise, outre le resserrement du Gouvernement, il y a eu des aménagements budgétaires rendus nécessaires par la prise en charge de mesures d'urgence liés aux événements survenus dans le pays. Les nouvelles dépenses liées aux mesures sociales et à la réparation des dégâts sont estimées à 26,43 milliards dans l'avant projet de loi rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2011. Cela annonce des tensions sur le trésor public en 2011.

Au total, au niveau de l'Union, le déficit global devrait se dégrader en ressortant à 4,6% contre 2,9% en 2010.

Dans le contexte actuel de récession en Côte d'Ivoire en 2011, de fortes tensions inflationnistes et de nouvelles pressions sur les dépenses dans certains Etats membres, les perspectives de convergence de l'Union pourraient être compromises, notamment au niveau du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Ce dernier accuse, par ailleurs, un retard pour l'atteinte du point d'achèvement afin de bénéficier d'un traitement de fonds de la dette publique et de disposer d'une marge budgétaire pour assurer les investissements conséquents dans les secteurs prioritaires.

Toutefois, la concrétisation dans les meilleurs délais des appuis budgétaires annoncés par les partenaires au développement, la reprise des activités dans les secteurs de production et de services et la perception effective des signes d'une réconciliation nationale effective devraient favoriser le redressement rapide de la situation en Côte d'Ivoire. Cela permettra à l'Union de renouer dès 2012 avec une accélération de la croissance économique et une amélioration des indicateurs budgétaires.

L'analyse des comptes extérieurs en 2010 fait ressortir un profil globalement moins favorable qu'en 2009. L'excédent du solde global des échanges a connu une baisse significative en passant de 539,9 milliards en 2009 à 317,8 milliards en 2010. Cette évolution résulte notamment du recul des aides budgétaires et d'une progression des importations des biens et services, imputable à l'alourdissement de la facture pétrolière et alimentaire, conjugué à l'accroissement des acquisitions des biens d'équipement et intermédiaires. Toutefois, cette tendance a été atténuée par un accroissement des exportations et des revenus, ainsi qu'une amélioration du compte de capital et d'opérations financières.

Les perspectives d'évolution des échanges extérieurs font état d'une poursuite de la dégradation du compte courant, toutefois compensée par un afflux de financements extérieurs. Globalement, les échanges extérieurs se solderaient par un excédent de 244,0 milliards, en baisse de 73,8 milliards par rapport à 2010.

U niveau de la situation monétaire, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 317,8 milliards. L'encours du crédit intérieur est ressorti en hausse 20,4%, sous l'effet conjugué de l'accroissement de 10,5% des crédits octroyés au secteur privé et de la dégradation de 840,6 milliards de la Position nette des gouvernements vis-à-vis du système bancaire. Les crédits à l'économie ont été orientés essentiellement vers les secteurs tels que l'énergie, l'agro-industrie, les télécommunications, les mines et le commerce. En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 15,4%, pour s'établir à 12 293,4 milliards au 31 décembre 2010.

Tenant compte de l'environnement récent en Afrique du Nord et au Moyen –Orient, des tensions inflationnistes fortes actuelles et les risques sociaux associés à la précarité de la situation de l'emploi, les orientations de politique économique au titre de l'année 2012, sont axées, en dehors de l'assainissement des finances publiques, sur la promotion de l'emploi et l'atténuation des tensions inflationnistes générées par les produits alimentaires et le pétrole.

INTRODUCTION

Le présent rapport procède à l'évaluation des performances économiques et financières des Etats membres de l'Union en 2010 et les perspectives au titre de l'année 2011 en rapport avec l'évolution de la conjoncture nationale et internationale. Enfin, il formule des recommandations et propose des orientations de politique économique pour l'année 2012 aux Etats membres de l'Union.

Le rapport s'articule autour des points suivants :

- l'environnement international ;
- la situation économique et financière des Etats membres de l'Union ;
- la situation économique et financière de l'Union ;
- les orientations de politique économique pour l'année 2012.

S'agissant des propositions d'orientation, outre la question de l'assainissement des finances publiques qui est au cœur du mécanisme de la surveillance multilatérale, elles sont également relatives à la promotion de l'emploi et à la maîtrise de l'inflation.

Les données statistiques utilisées dans le cadre de ce travail, sont arrêtées au 07 juin 2011. Elles sont fournies par les Etats membres conformément à la Directive n°01/96/CM, du 15 janvier 1996, relative à la mise en œuvre de la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques, au sein des Etats membres de l'UEMOA.

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL²

L'activité économique mondiale a été marquée en 2010 par un redressement après la récession enregistrée en 2009. En effet, en 2010 le PIB mondial a progressé de 5% contre -0,6% en 2009, adossée à une dynamique particulièrement vigoureuse dans les économies émergentes. Ce redressement s'explique par une poursuite du dynamisme des économies émergentes et une reprise modérée des pays développés. La reprise dans les économies avancées est liée à la mise en œuvre des mesures de relance notamment au Japon, au regain de la consommation privée mais également grâce à la poursuite de politiques monétaires accommodantes et à la reprise des entrées de capitaux dans les pays avancés.

En 2011, le redressement de l'activité économique devrait se poursuivre avec un taux de croissance de 4,4%. Le PIB réel devrait progresser d'environ 2,5% dans les pays avancés et de 6,5% dans les pays émergents et en développement, soit un ralentissement modeste par rapport aux taux de croissance atteints en 2010. Cette perspective est en partie, liée à l'amélioration observée sur les marchés financiers, au dynamisme de l'activité dans de nombreux pays émergents et en développement, ainsi qu'au regain de confiance dans les pays avancés, en dépit de la nouvelle volatilité résultant des craintes relatives aux perturbations de l'offre de pétrole.

1.1 PRODUCTION

Aux Etats- Unis: l'économie des États-Unis poursuit son redressement, à la faveur de la détente des conditions financières qui soutiennent la demande privée finale face à la hausse des cours des matières premières. Le taux de croissance a été de 2,8% contre -2,6% en 2009.

Les estimations tablent sur une croissance de l'économie américaine de 2,8% en 2011, grâce à l'affermissement progressif de la demande privée finale, ce qui compenserait la diminution graduelle des effets de relance de la politique budgétaire fédérale.

Dans la zone Euro: la région a été caractérisée en 2010 par une croissance en hausse de 1,7% contre une baisse enregistré de 4,1% en 2009.

Pour 2011, les perspectives tablent sur un taux de 1,6%. Dans la zone, les fragilités financières pourraient freiner la croissance, ce qui justifierait une normalisation plus lente. A cela il convient d'ajouter la hausse des cours du pétrole.

En effet, pour la plupart des pays européens, il reste prioritaire d'affermir la viabilité de la dette publique. En 2011, les plus grands pays (Allemagne, Espagne, France et Royaume-Uni) vont mettre en œuvre des trains de mesures en vue de réduire leurs déficits. Les emprunteurs souverains qui ont subi la pression des marchés (Grèce, Irlande et Portugal) poursuivront de vastes efforts d'assainissement précoce.

² Sources : FMI, AFRISTAT, EUROSTAT, OCDE, Banque Mondiale, Etats membres de l'UEMOA

Dans les pays émergents d'Asie: la croissance a été de 9,4% en 2010. En 2011, la croissance devrait y être la plus rapide et ils continueraient à tirer vers le haut l'économie mondiale. En effet l'agitation qui règne dans la région, l'envolée des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires, le développement des infrastructures et l'accroissement des investissements des entreprises devraient accélérer la croissance qui s'établirait à 7,9%

En Amérique Latine: la région est sortie de la récession mondiale en réalisant un taux de croissance de 6,1% en 2010 après une contraction de 1,7% observée en 2009. La vigueur de la demande émanant de la Chine et le dynamisme des cours des matières premières continuent à sous-tendre ces bonnes performances. Plus récemment, il y a aussi eu un rebond des exportations vers d'autres destinations. Les projections situent la croissance de la région à un niveau moyen de 4,7% en 2011

En Afrique Subsaharienne: En 2010, l'Afrique subsaharienne a connu une croissance vigoureuse, celle-ci passant à 5% contre 2,8% en 2009. Le rythme de progression de la demande intérieure resté vigoureux, le rebond des échanges commerciaux et des cours des matières premières, et des politiques macroéconomiques plus appropriées ont contribué à ce résultat.

En 2011, la région devrait connaître un vif redressement notamment en raison de la hausse de la demande mondiale sur le marché, la croissance prévue étant de 5,5%. Toutefois, quelques incertitudes pèsent sur ces prévisions : un ralentissement en Europe, une envolée plus marquée que prévu des cours alimentaires et pétroliers et les incertitudes politiques du fait des élections prévues.

1.2 PRIX ET INFLATION

En 2010, l'inflation est en hausse partout dans le monde et les tensions inflationnistes s'accroissent sur fond de politiques macroéconomiques accommodantes. Dans les pays avancés, l'inflation passe de 0,1% en 2009 à 1,6% en 2010. Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation a été de 6,2% en 2010 contre 5,2% en 2009. En 2011, il est prévu une hausse sensible, le taux prévu serait respectivement de 2,2% et 6,9% pour les pays avancés et pour les pays émergents.

Aux Etats- Unis: l'année 2010 a été marquée par une inflation de 1,6% une baisse des prix de 0,3% observée en 2009. En 2011, l'inflation devrait demeurer sous contrôle, avec une progression des prix de 2,2%.

Dans la zone Euro: l'augmentation des prix est de 1,6% en 2010 contre 0,3% en 2009 et résulte principalement de l'accroissement des prix de l'énergie et des produits alimentaires. La Grèce est le pays ayant connu l'inflation la plus forte notamment en raison de la crise, soit 4,7% en 2010. Une amélioration devrait se faire sentir en 2011 avec un taux d'inflation prévu de 2,5%. Dans la zone euro, l'inflation devrait continuer d'augmenter en 2011 et serait de 2,3%.

Dans les pays émergents d'Asie: en 2010, sous l'effet de la hausse des cours internationaux des matériaux de base, l'inflation s'est accélérée dans toute la région et a été de 5,5%. L'Inde a eu la plus forte montée des prix, le taux d'inflation pour 2010 étant de 13,2% contre 3,3% en Chine.

Au vu du rythme de croissance accélérée dans les pays de la région continuent, de l'amélioration de leur système de production, et des conditions monétaires favorables, l'inflation en 2011 devrait continuer à augmenter et est prévue à 5,7%.

En Amérique Latine: En 2010, le taux d'inflation annuel a été de 6%. En 2011 la vigueur de la croissance dans la région devrait s'accompagner d'une hausse de l'inflation, le taux d'inflation pour 2011 prévu serait donc de 6,7%.

En Afrique Subsaharienne: En 2010, le taux d'inflation annuel s'est inscrit continûment à la baisse durant le premier semestre, pour se stabiliser à environ 6% dès le second semestre. L'année 2010 a été marquée au final par un taux d'inflation de 7,5%. Le taux le plus élevé a été de 17,8% en Sierra Leone. Cependant la résilience qui se manifeste dans la région est défavorable aux prix et devrait entraîner une montée de l'inflation. En 2011, le taux d'inflation serait de 7,8%. La Guinée serait la plus touchée par la hausse des prix et devrait passer de 15,5% en 2010 à 19,6% en 2011 en termes d'inflation.

1.3 EVOLUTION DES TAUX D'INTERET ET DES MARCHES DE CHANGE

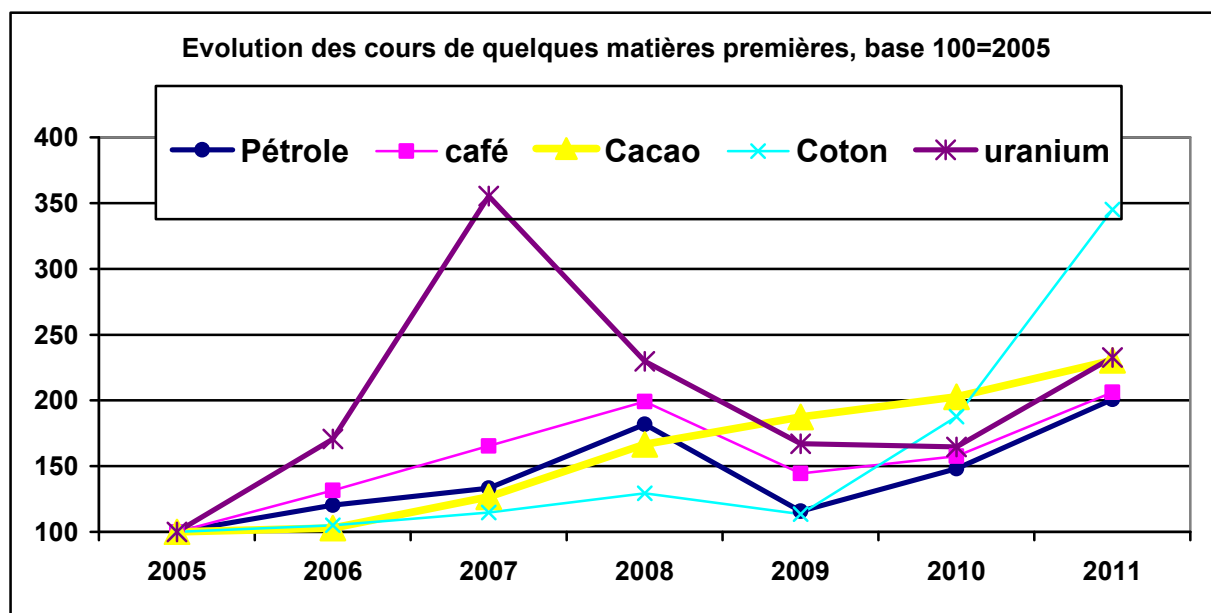
L'année 2010 a été caractérisée par des taux directeurs exceptionnellement bas. Les taux directeurs de beaucoup de pays sont descendus à leur niveau le plus bas enregistré depuis de nombreuses années, et la croissance réelle de la masse monétaire est supérieure au pic atteint avant la crise même si la croissance du crédit privé se redresse plus lentement en raison des inquiétudes liées au risque de crédit. L'année 2011 serait caractérisée par la possibilité d'un relèvement des taux directeurs et des taux d'intérêts face à la poussée de l'inflation et la montée de l'incertitude politique et afin d'éviter la surchauffe. Les taux directeurs seront aussi poussés à la hausse par le contexte d'augmentation des taux d'intérêt mondiaux et des primes de risque sur les emprunts souverains. Les marchés devraient majorer aussi leurs taux prêteurs davantage.

Sur le marché des changes en 2010, le premier semestre 2010 a été marqué par une hausse du dollar vis-à-vis des autres monnaies et le second semestre a démarré avec une baisse de celui-ci, avant de reprendre l'appréciation, avec en particulier une grande volatilité contre l'euro notamment en raison des difficultés budgétaires dans la zone euro issues de la crise de la dette souveraine. En 2011, la formule appropriée consisterait à maintenir une politique monétaire accommodante, accompagnée de mesures propres à donner une assise plus solide aux finances publiques.

1.4 EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES

Les cours des matières premières ont retrouvé rapidement leurs niveaux élevés, en raison de facteurs structurels, cycliques et particuliers sur les marchés. Dans

l'ensemble les cours des matières premières exportées par les Etats membres de l'UEMOA ont bénéficié de cette embellie.



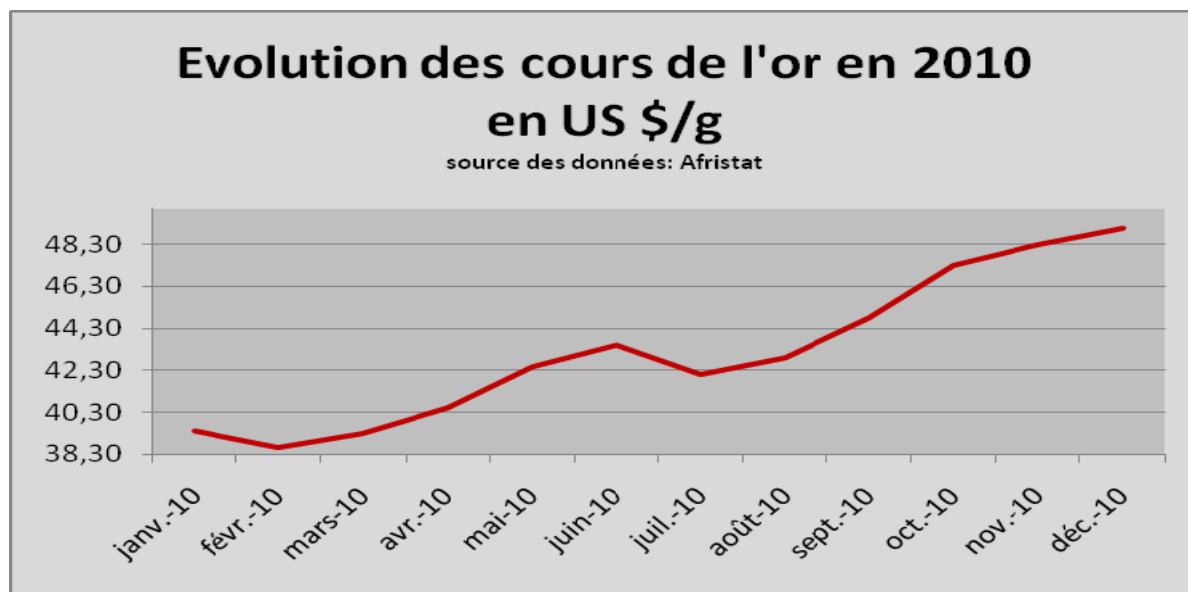
Source : A partir de données de données de World Economic Outlook, avril 2011.

Le cacao: le cours du cacao à été marqué par une baisse au cours de l'année 2010, celui-ci passant de 3 527\$/tonne en janvier 2010 à 3 047\$/tonne en décembre 2010. Le cours moyen sur l'année 2010 est de 3 180\$/tonne. Par rapport à 2009, le cours a en moyenne progressé de 8,2%. Cette progression se poursuivrait en 2011 avec une hausse attendue de 13,7%.

Le café: en 2010, le cours moyen du café enregistré a été de 3 070\$/tonne. Respectivement les cours moyens de café robusta et de café arabica ont été de 1 854\$/tonne et 4 286\$/tonne. La hausse du cours du café robusta a été en moyenne de 9,1% en 2010. Il est attendu une progression de 30,8% en 2011.

Le coton: le cours moyen de l'année 2010 a été de 2 283,3\$/tonne, le cours passant de 1 707\$/tonne en janvier à 3 709\$/tonne en décembre. Sur l'ensemble de l'année la hausse a été de 65% comparé à 2009. Cette tendance se poursuivrait en 2011 avec une hausse attendue de plus de 80%.

L'or: la volatilité des scénarios sur les perspectives économiques mondiales a perturbé le cours du métal précieux, celui-ci passant de 39,4\$/g en janvier 2010 à 49,05\$/g en décembre 2010. Sur l'année 2010, le cours moyen de l'or enregistré a été de 43,18\$/g.



Le pétrole: Les cours du pétrole brut ont continué à augmenter pour s'établir à 144,43\$/baril en décembre 2010 contre un cours à 97,04\$/baril en janvier de la même année. Parmi les facteurs explicatifs, figure la réaction plus faible que prévu de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les troubles au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis janvier 2011. Si la réaction de l'offre se matérialise, elle devrait contenir de nouvelles pressions à la hausse sur les prix. La hausse moyenne a été de 27,8% en 2010, comparé à 2009. La progression se poursuivrait en 2011 et pourrait atteindre 35,6%.

Les phosphates: le cours moyen de l'année 2010 a été de 124,2\$/tonne, le cours passant de 97,5\$/tonne en janvier à 155\$/tonne en décembre.

L'uranium: le cours moyen de l'année 2010 a été de 101,4\$/kg, le cours passant de 96,58\$/tonne en janvier à 133,85\$/kg en décembre. Toutefois, comparé à 2009, le cours a en moyenne baissé de 1,6% en 2010. Une forte reprise est attendue en 2011 avec une hausse de 41,5%.

L'huile de palme: le cours moyen de l'année 2010 a été de 900,75\$/tonne, le cours passant de 795\$/tonne en janvier à 1 228\$/tonne en décembre. Sur l'ensemble de l'année le cours a progressé de 33,5%. Une hausse du même ordre est attendue pour 2011.

L'huile d'arachide: le cours moyen de l'année 2010 a été de 1403,8\$/tonne, le cours passant de 1314\$/tonne en janvier à 1 753\$/tonne en décembre.

La noix de cajou: le cours observé durant le second semestre de l'année 2010 a été de 670 \$/tm.

2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES

2.1 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN

En 2010, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 2,6% contre 2,7% en 2009. Cette décélération est essentiellement imputable au repli de l'activité du secteur secondaire. L'activité s'est déroulée dans un contexte marqué par une maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 2,1% contre 2,2% en 2009. En 2011, il est attendu un taux de croissance économique de 3,8%.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une amélioration du déficit du solde global qui est ressorti à 1,6% du PIB contre de 4,9% en 2009 en relation avec la hausse des recettes budgétaires et la baisse des dépenses. En 2011, le déficit global représenterait 1,9% du PIB.

S'agissant des comptes extérieurs, leur évolution a enregistré une amélioration. En effet, le déficit du compte courant s'est situé à 8,4% du PIB contre 9,9% en 2009, en relation principalement avec la réduction du déficit commercial. En 2011, le déficit du compte courant est attendu à 7,7%.

Quant à la situation monétaire, elle s'est caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets et une baisse du crédit intérieur. La masse monétaire s'est accrue de 7,3% pour atteindre 1 276,1 milliards à fin décembre 2010.

En matière de convergence, les quatre critères de premier rang ont été respectés en 2010. S'agissant des critères de second rang, aucun critère n'a été respecté.

2.1.1. PRODUCTION

Le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 2,6% en 2010 contre 2,7% en 2009. Ce ralentissement de la croissance est lié à la contre performance du secteur primaire.

En effet, dans le secteur primaire, l'activité s'est accrue de 1,4% contre 2,5% en 2009. Ce ralentissement est dû à la production cotonnière qui a reculé d'environ 14,0% en passant de 158 847 tonnes pour la campagne 2009/2010 à 137 000 tonnes pour la campagne 2010/2011. Cette contre-performance est due à l'utilisation d'intrants agricoles (produits phytosanitaires et semences) de mauvaise qualité, aux inondations et aux poches de sécheresse. Par contre, la production vivrière a enregistré de bons résultats imputables en liaison essentiellement, avec les différentes mesures prises par le Gouvernement pour relancer le secteur agricole. Il s'agit, notamment, de la mise à la disposition des paysans d'intrants spécifiques pour la production vivrière, de la mise en place d'équipements agricoles au profit des producteurs et du renforcement de l'encadrement de ces derniers.

Quant au secteur secondaire, il a enregistré une progression de 3,4% après celle de 3,2% en 2009, en relation avec la hausse de 1,9%, des activités des BTP, soutenues essentiellement par le dynamisme du secteur privé et dans une moindre mesure par

les travaux de construction d'infrastructures dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance.

Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée s'est inscrite en hausse de 3,2% contre 2,6% en 2009. Cette performance est principalement liée à la hausse du commerce, en particulier du commerce extérieur, soutenu par les activités de réexportations vers le Nigéria. En ce qui concerne les services non marchands (prestations de l'administration publique), ils sont en hausse de 4,3% en 2010 contre 4,7% un an plus tôt.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 0,5 point, 0,5 point et de 1,6 point.

Du côté de la demande, la croissance économique a été principalement tirée par la consommation finale en hausse de 3,0% en 2010 contre 3,2% un an plus tôt, en liaison avec l'accroissement enregistré aussi bien par sa composante privée que publique. En effet, la consommation privée a progressé de 3,0% en 2010 comme en 2009. Quant à la consommation publique, elle a progressé de 2,9 contre 4,6%.

La formation brute de capital fixe (FBCF) s'est contractée de 4,1% en 2010 contre une augmentation de 4,1% en 2009, en liaison avec la baisse de l'intensité d'exécution des grands travaux d'infrastructures économiques et sociales programmés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. En effet, la FBCF publique a reculé de 15,1% en 2010 contre une hausse de 21,6% un an plus tôt. S'agissant de la FBCF privée, elle a enregistré une hausse de 2,6% en 2010 contre une diminution de 10,3% un an plus tôt.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations ont enregistré une hausse de 11,4% par rapport à 2009. Cette augmentation est liée, notamment à celle d'huile de palme et de noix d'anacarde dont la demande extérieure a progressé respectivement de 50,9% et de 80,4%. Les importations tirées, essentiellement, par les importations de produits alimentaires et les biens énergétiques, ont enregistré une hausse de 7,4%.

Au total, les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 2,5 points, -0,6 point et 0,7 point.

Le taux d'épargne intérieure brute est passé de 11,6% en 2009 à 11,5% en 2011 et le taux d'investissement global s'est établi à 21,0% contre 22,2% un an plus tôt.

Les prévisions pour 2011 indiquent un taux de croissance de 3,8%. Cette évolution de la croissance serait soutenue par les secteurs primaire et tertiaire. Ainsi, la croissance dans le secteur primaire se situerait à 3,3% contre 1,4% en 2010, en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA).

Quant au secteur secondaire, il progresserait de 5,9% sous l'impulsion des activités de l'industrie manufacturière, des BTP et de la branche « Eau et énergie ». Le regain d'activité dans l'ensemble du secteur serait soutenu par des actions telles que

l'accroissement des capacités de production de l'énergie électrique et le renforcement des infrastructures de base.

S'agissant du secteur tertiaire, sa valeur ajoutée augmenterait de 3,6% en 2011. Cette évolution serait imputable au dynamisme des activités dans le « Commerce » et dans les « Transports et Télécommunications », sous l'impulsion de la poursuite des réformes structurelles visant l'amélioration de la production dans les secteurs des services.

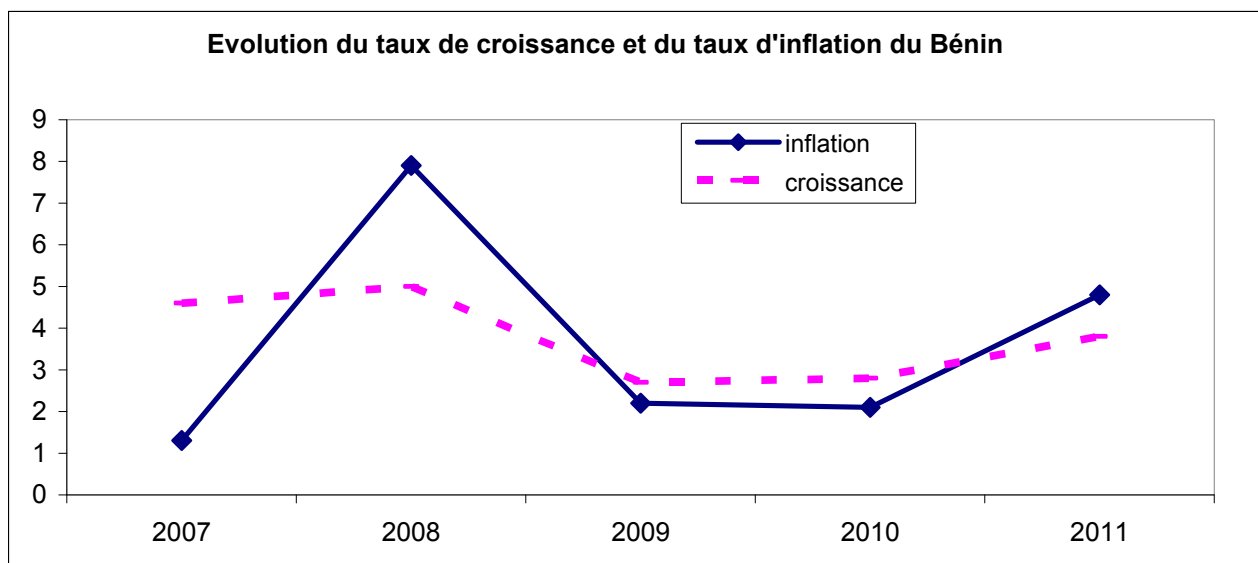
Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient, respectivement, de 1,2 point, 0,8 point et de 1,8 point.

Du côté de la demande, la croissance serait soutenue principalement par la consommation finale et la formation brute du capital fixe (FBCF). En effet, la consommation finale progresserait de 3,1% en 2011, en liaison avec la hausse des revenus des ménages. En effet, la consommation finale des ménages progresserait de 3,2% et celle de l'administration de 2,8%. Quant à la FBCF, elle augmenterait de 3,2%, soutenue par la FBCF privée qui progresserait de 3,6%. La FBCF publique serait en augmentation de 3,0% sous l'impulsion de la poursuite de l'exécution des grands travaux d'infrastructures économiques et sociales.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations baisseraient de 5,6% par rapport à 2010. Ce recul serait imputable, notamment à la baisse de la production de coton durant la campagne précédente. Les importations enregistreraient une hausse de 13,4% soutenues par la progression de biens de consommation intermédiaire et d'investissement.

Au total, les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs à la croissance du PIB seraient, respectivement, de 2,6 points, 0,5 point et 0,7 point.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'établirait à 11,9% et le taux d'investissement global se situerait à 21,4% contre 21,0% un an plus tôt.



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement des quatre premiers mois de 2011

2.1.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen est passé de 2,2% en 2009 à 2,1% en 2010. Cette décélération est consécutive aux baisses enregistrées au niveau de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » pour 5,1%, de la branche « Transport » pour 0,7%. Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti à 0,5 % en 2010 contre 2,4 % en 2009.

Au cours des quatre premiers mois de 2011, en glissement annuel la hausse du niveau des prix a été beaucoup plus accentuée qu'à la même période de 2010. Le taux d'inflation est de 4,8% contre 0,2% sur les quatre premiers mois de 2010 en liaison, notamment, avec la hausse de 8,9% des prix des produits alimentaires. Si cette tendance se poursuit, la norme communautaire de 3% ne serait pas respectée en 2011.

2.1.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 2010, les opérations financières de l'Etat ont été caractérisées par une hausse des recettes et une baisse des dépenses, en rapport avec la mise en œuvre des mesures relatives à l'assainissement des finances publiques.

Les recettes totales ont enregistré une hausse de 4,7% pour représenter 18,6% du PIB nominal contre 18,5% un an plus tôt. Cette progression est imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'aux recettes non fiscales.

En effet, les recettes fiscales ont progressé de 5,1% contre une baisse de 2,3% en 2009. Cet accroissement est dû aux diverses mesures prises par les régies financières. Elles concernent notamment la lutte permanente contre la fraude et les décisions de mise à la consommation systématique de certains produits tels que les huiles végétales, le riz, le sucre, et les pâtes alimentaires. Ces performances

s'expliquent également par le renforcement des capacités des principaux centres de contrôle et de perception des taxes. La généralisation de l'informatisation des services à travers la mise en place d'un système intégré de gestion des impôts et taxes, la création d'un CIME à Parakou et la généralisation de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont été en hausse de 2,3% pour représenter 2,4% du PIB comme en 2009. Cette hausse des recettes non fiscales se justifie, entre autres, par les performances enregistrées au niveau d'une part, des revenus des entreprises et des domaines en raison d'une amélioration de la situation financière de quelques sociétés telles que le Port Autonome de Cotonou (PAC) et la Société Béninoise de Manutention Portuaire (SOBEMAP) et, d'autre part, des droits et frais administratifs, en rapport avec l'avènement de la taxe relative à la marine marchande. En ce qui concerne les dons, ils se sont inscrits en baisse de 37,8% et ont représenté 1,5% du PIB contre 2,5% un an plus tôt.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont enregistré un recul de 12,8% pour s'établir à 21,6% du PIB contre 25,9% en 2009. Cette situation est induite par la baisse de 41,4% des dépenses en capital. Ce repli s'explique par le déclin notamment de 54,3% des investissements financés sur ressources propres. Par contre, les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 2,5% sous l'impulsion, essentiellement, de la masse salariale qui a progressé de 5,7%.

Au total, le déficit global hors dons s'est établi à 3,1% du PIB contre 7,4% en 2009. Quant au déficit global, il est ressorti à 1,6% du PIB contre 4,9% en 2009.

En 2011, les recettes budgétaires totales progresseraient de 7,8% pour représenter 18,7% du PIB contre 18,6% en 2010. Cette évolution se justifierait par la progression de 9,9% des recettes fiscales liée à la poursuite des réformes mises en œuvre pour renforcer les capacités de recouvrement des régies financières ainsi que le renforcement des dispositifs contre la fraude fiscale.

S'agissant des recettes non fiscales, elles régresseraient de 6,6% pour représenter 2,1% du PIB. Quant aux dons, ils s'inscriraient en hausse en ressortant à 2,4% du PIB contre 1,5% un an plus tôt.

Les dépenses totales et prêts nets enregistreraient une hausse de 14,1% pour s'établir à 23,0% du PIB contre 21,6% en 2010. En effet, les dépenses courantes devraient croître de 9,8%, du fait notamment, de la progression de 88,7% des paiements d'intérêts et de 13,1% de la masse salariale. Les dépenses en capital augmenteraient de 31,5% contre une baisse de 41,4% un an plutôt. Les investissements sur ressources propres augmenteraient de 31,4% après la forte baisse enregistrée en 2010 pour représenter 3,8% du PIB.

Au total, le déficit global hors dons s'établirait à 4,3% du PIB et le déficit global représenterait 1,9% du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours rapporté au PIB nominal s'est établi à 25,5% contre 23,5% en 2009. Le service dû de la dette extérieure

rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 3,7% contre 3,1% en 2009. En 2011, l'encours de la dette totale rapporté au PIB nominal s'établirait à 23,5%.

2.1.4 COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde de la balance des paiements ressort en excédent de 82,6 milliards, après le déficit de 48,9 milliards en 2009, reflétant la réduction du déficit courant et l'accroissement des entrées nettes de capitaux.

Le déficit des transactions courantes est estimé à 272,4 milliards en 2010 contre 306,4 milliards une année plus tôt. Cette évolution résulte de l'amélioration du solde commercial liée à un accroissement des exportations plus élevé que celui des importations, conséquence des effets de promotion d'autres filières d'exportation, telles que les noix d'anacarde (appui de la fondation Bill Gates).

Le déficit du compte courant, hors dons, se situe à 9,3% du PIB contre 11,4% en 2009.

Le déficit des transactions courantes a été couvert par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui est ressorti à 355,0 milliards en 2010 contre 260,2 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte de l'accroissement des flux de capitaux privés, atténué par le repli des flux des financements en faveur du secteur public.

En 2011, le solde de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 8,4 milliards, en baisse de 74,2 milliards par rapport au niveau estimé en 2010. Cette évolution résulterait d'une diminution de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, nettement supérieure à l'amélioration du compte des transactions courantes.

Le déficit des transactions courantes devrait se situer à 265,3 milliards contre une estimation de 272,4 milliards en 2010, soit une amélioration de 7,1 milliards, attribuable à la réduction du déficit commercial. Les déficits des services et des revenus devraient se creuser et l'excédent des transferts nets baisser de 8,9 milliards. L'évolution de la balance commerciale résulterait de la hausse des exportations du coton fibre, de la noix d'anacarde et des réexportations vers le Nigeria, partiellement atténuée par la hausse des importations. S'agissant de la baisse des transferts courants, elle résulterait essentiellement du recul attendu des autres transferts privés.

Le déficit du compte courant, hors dons, se situerait à 8,7% du PIB contre 9,3% en 2010.

Le déficit des transactions courantes serait couvert par des entrées nettes au titre du compte de capital et d'opérations financières, qui se situerait à 273,7 milliards contre 355,0 milliards un an plus tôt. La baisse de ces flux serait liée pour l'essentiel au recul des flux des autres capitaux privés, dont les effets ont été atténués par l'augmentation des dons projets.

2.1.5 SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 728,6 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 82,6 milliards par rapport à la même période de l'année 2009.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 593,7 milliards à fin décembre 2010, en baisse de 5,6 milliards ou 0,9% par rapport à fin décembre 2009. La position nette créditrice du Gouvernement s'est établie à 164,1 milliards à fin décembre 2010 contre 99,2 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 64,9 milliards. Cette évolution traduit l'effet de la hausse des dépôts de l'Etat auprès des banques.

L'encours des crédits au secteur privé a progressé de 59,3 milliards ou 8,5%, pour ressortir à 757,8 milliards, en liaison notamment avec l'augmentation de 56,5 milliards des crédits ordinaires. La hausse des crédits ordinaires est essentiellement induite par les mises en place de crédits en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, des télécommunications, des BTP, du commerce général et des services.

La masse monétaire a augmenté de 87,2 milliards ou 7,3% sur la période sous revue, pour s'établir à 1 276,1 milliards en décembre 2010, sous l'effet de la progression de 9,4% des dépôts en banque. Elle est également soutenue par la hausse de 2,3% de la circulation fiduciaire.

2.1.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est établi à 2,0% contre -1,6% en 2009 en relation avec la hausse des recettes budgétaires et la baisse des dépenses. En 2011, le solde budgétaire de base s'établirait à 0,7% du PIB.
- **Le taux d'inflation annuel moyen** a été de 2,1% contre 2,2% en 2009. Cette évolution de l'inflation est principalement liée à la baisse sur les prix des produits pétroliers et des produits alimentaires. Si la tendance observée les quatre premiers mois de 2011 se poursuit, la norme communautaire de 3% ne serait pas respectée.
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 25,5% contre 23,5% en 2009. En 2011, ce ratio s'établirait à 23,5%.
- **Les arriérés de paiement :**
 - **non-accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la période de la gestion courante** a été respectée en 2010 et le serait en 2011;

- **non-accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la période de la gestion courante** a été respectée en 2010 et le serait en 2011.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** a été de 45,4% contre 45,1% en 2009. En 2011, il est projeté à 46,7%.
- **Le ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 19,2% contre 44,3% en 2009. Il serait de 23,0% en 2011.
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics rapporté au PIB nominal** est ressorti à -9,3% en 2010 contre -11,4% en 2009. En 2011, ce ratio ressortirait à -8,6% ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est situé à 16,2% contre 16,1% en 2009. En 2011, ce critère atteindrait 16,6%.

2.1.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'activité économique a été marquée par un ralentissement du rythme de la croissance en rapport avec les contreperformances enregistrées au niveau de la filière cotonnière et du secteur secondaire. Ces résultats reflètent la fragilité de la base productive du pays. Ils interpellent les Autorités béninoises à approfondir la diversification de l'économie. Sur le plan des finances publiques, nonobstant la hausse des recettes fiscales, il a été procédé à une forte compression des dépenses en capital au profit des paiements d'intérêt et de la masse salariale. Les autorités béninoises devraient accorder une attention particulière à la qualité de l'assainissement des finances publiques, qui devrait s'effectuer sans compromettre la réalisation d'une croissance forte et durable. A cet effet, les dispositions devraient être prises en vue de :

- prendre les mesures appropriées pour accroître la production vivrière en vue de maîtriser l'évolution des prix des produits alimentaires ;
- prendre des mesures appropriées pour relancer la production cotonnière et diversifier la production agricole de rente ;
- poursuivre les efforts de recouvrement des recettes budgétaires et la lutte contre la fraude ;
- assurer une maîtrise des dépenses courantes, notamment, celles relatives à la masse salariale.

BENIN:

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1. INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	4,4	2,0	-1,6	2,0	0,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	1,3	7,9	2,2	2,1	4,8
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	14,4	17,1	23,5	25,5	23,5
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	32,0	35,6	45,1	45,4	46,7
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	30,6	33,9	41,8	43,4	44,5
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	21,0	20,6	44,3	19,2	23,0
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	20,0	19,6	41,1	18,4	21,9
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-10,0	-9,1	-11,4	-9,3	-8,6
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	16,9	17,2	16,1	16,2	16,6
2- TAUX DE CROISSANCE	4,6	5,0	2,7	2,6	3,8

2.2 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO

En 2010, la croissance de l'activité économique est ressortie à 7,9% contre 3,2% en 2009 essentiellement portée par les secteurs primaire et secondaire. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à -0,7% contre 2,6% en 2009. En 2011, le taux de croissance du PIB réel serait de 5,2%. Les tensions 'inflationnistes pourraient resurgir en l'absence de mesures gouvernementales.

La situation des finances publiques a été marquée par une détérioration des soldes budgétaires. Le déficit global s'est aggravé en s'établissant à 5,6% du PIB en 2010 contre 4,8% en 2009. Il représenterait 3,2% du PIB en 2011.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant, s'est situé à 4,3% du PIB en 2010 contre 4,9% en 2009. En 2011, ce déficit ressortirait à 5,5 du PIB.

La masse monétaire a été caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'accroît de 19,2%, pour s'établir à 1 319,5 milliards.

S'agissant des indicateurs de convergence, quatre (04) critères ont été respectés en 2010 comme en 2009. Parmi les critères de premier rang, celui relatif au solde budgétaire de base n'a pas été respecté. Au titre des critères de second rang, seul le critère relatif au ratio des investissements publics financés sur ressources propres, a été respecté.

2.2.1. PRODUCTION

L'activité économique en 2010 a progressé de 7,9% contre 3,2% en 2009. Elle a été tirée principalement par les secteurs primaire et secondaire. Au niveau du secteur primaire, la valeur ajoutée a enregistré une progression de 7,8% contre une baisse de 5,0% en 2009. En effet, au terme de la campagne agricole 2010-2011, la production céréalière s'est élevée à 4,6 millions de tonnes. Elle a enregistré une hausse de 25,5% comparativement à la campagne précédente, du fait des bonnes conditions climatiques et des mesures d'incitation à la production telles que la mise à disposition des producteurs des équipements agricoles et des intrants (fumure organique, semences améliorées, engrais, etc.), la formation des ménages agricoles et des agents des Unités d'Appui Technique (UAT) intervenant dans les filières sorgho, maïs, niébé, soja et arachide.

S'agissant de la production de coton, elle a enregistré une baisse de 18,5% en s'établissant à 338.000 tonnes. Cette baisse est due au déficit pluviométrique au cours du mois de juin qui a entraîné des semis tardifs, suivis des inondations en septembre 2010.

Dans le sous-secteur de l'élevage, la croissance a été de 2,4%. Cette performance a été induite par la poursuite des actions menées par le Gouvernement sur le plan alimentaire et sanitaire (campagnes prophylactiques, insémination artificielle, etc.).

En ce qui concerne le secteur secondaire, la valeur ajoutée a progressé de 19,1% en 2010, en liaison avec le regain du dynamisme des sous-secteurs des industries extractives et l'égrenage de coton. En effet, dans le sous-secteur des industries extractives, la production d'or est passée de 12,1 tonnes en 2009 à 23,1 tonnes en 2010, enregistrant une hausse de 68,6%. Cette situation s'explique principalement par le démarrage de l'exploitation de la plus grande mine d'or du Burkina Faso (Essakane) aux côtés des cinq autres mines déjà en exploitation (Mana, Youga, Kalsaka, Taparko et Belahouro).

Pour ce qui est du sous-secteur de l'égrenage de coton, sa valeur ajoutée a progressé de 23,3% en 2010 en liaison avec les bonnes récoltes enregistrées durant la campagne 2009-2010 contre -29,6% en 2009.

Quant au secteur tertiaire, il a enregistré une croissance réelle de 3,7% en 2010 contre 2,8% en 2009. Ce secteur a bénéficié des retombées des événements tels que le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie (SITHO), la Semaine Nationale de la Culture (SNC), l'organisation de l'élection présidentielle et du cinquantenaire de l'indépendance du Burkina Faso.

Cette accélération du rythme de la croissance a été portée par les services marchands qui ont progressé de 3,9% en 2010 en relation avec la hausse, notamment de 6,1% de la branche « Commerce », 4,8% de la branche « Transports » et de 3,8% pour les « Postes et Télécommunications ». Quant aux services non marchands, l'augmentation de leur valeur ajoutée a été de 3,4% en 2010 contre 0,8% un an plus tôt.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été de 2,2 points, 4,1 points et de 1,6 point respectivement.

Du côté de l'emploi, la consommation finale a connu une hausse de 3,7% soutenue essentiellement par la consommation finale privée qui s'est accrue de 5,4%.

S'agissant de la formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est inscrite en hausse de 9,9% en 2010 contre 0,8% un an plus tôt. Cette croissance est imputable à la FBCF publique qui a enregistré une progression de 33,4% reflétant ainsi les efforts de l'Etat dans la poursuite des investissements réalisés dans le cadre des grands travaux d'infrastructures sociales. Quant à la FBCF privée, elle a augmenté de 1,4% en 2010 contre une baisse de 4,8% en 2009.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations se sont accrues de 21,1% en 2010. Cette hausse est liée à l'exportation de l'or. Les importations ont augmenté de 10,1% contre une diminution de 3,5% une année plus tôt. Cette progression a été induite par la hausse des importations des biens d'équipement et des produits pétroliers.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été respectivement de 4,8 points, 3,0 points et 0,1 point.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'est établi à 7,5% et le taux d'investissement global s'est situé à 28,3% contre 21,0% un an plus tôt.

En 2011, la croissance du PIB réel s'établirait à 5,2% sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs. Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 3,8% en relation avec les bonnes conditions climatiques attendues, l'encadrement des producteurs, les mesures gouvernementales pour fournir, à bonne date, les intrants et le relèvement du prix du coton aux producteurs. Cependant, les mises à sac des magasins et des boutiques perpétrées par les soldats lors des diverses mutineries laissent entrevoir un taux de croissance économique en deçà des prévisions.

Dans le secteur secondaire, la croissance s'établirait à 5,4%, portée essentiellement par les industries extractives (+12,1%), les industries manufacturières (2,3%) et les BTP (1,7%). En effet, les activités dans les BTP continueraient par se raffermir en liaison avec la réalisation de grands chantiers, notamment la ZACA ainsi que des constructions de routes, du barrage de Samandéni et l'extension des aménagements du barrage de Bagré. A ces constructions, il faut adjoindre celles des infrastructures socioéconomiques (écoles, hôpitaux, centres de santé) et les différents chantiers des entreprises privées et des ménages. En outre, le secteur secondaire devrait bénéficier des activités de la nouvelle usine de filature qui sera installée dans la région des Hauts Bassins dont l'exploitation est prévue pour la campagne 2011/2012.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, il croîtrait de 6,0% sous l'impulsion de sa composante marchande qui augmenterait de 5,4% et dont la dynamique de croissance serait imputable principalement au commerce, aux transports et télécommunications. Cette croissance serait soutenue également par les résultats des réformes en cours pour la consolidation du climat des affaires, notamment la simplification des formalités de création d'entreprises et l'allègement de la fiscalité pour les créateurs d'entreprises conformément aux recommandations du cadre annuel de concertation Gouvernement/secteur privé. Du côté des transports et télécommunications, l'activité progresserait à la faveur de la poursuite de la politique de libéralisation du secteur des télécommunications. Toutefois, les actes de violence liés aux mutineries des soldats depuis mars 2011 sur l'ensemble du territoire pourraient ralentir les activités dans le commerce et le tourisme.

Les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient respectivement de 1,1 point, 1,3 point et 2,8 points.

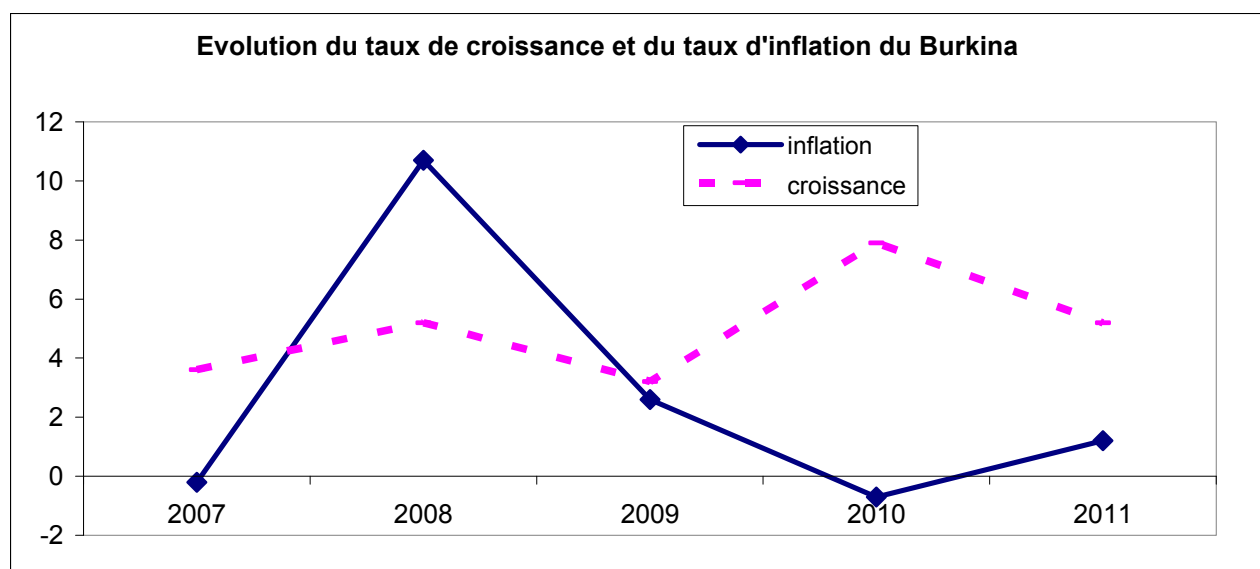
Du côté de la demande, la croissance du PIB serait soutenue par la consommation finale et la FBCF. La consommation finale s'inscrirait en hausse de 15,7% en 2011 contre 3,7% en 2010. Cette augmentation serait tirée essentiellement par la composante privée en hausse de 19,8%. Quant à la FBCF, elle progresserait de 3,4% sous l'impulsion de la FBCF privée en hausse de 6,4%, la FBCF publique étant en recul de 3,0%.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations croîtraient de 27,6% en 2011. La hausse serait liée à l'exportation de l'or qui enregistrerait de bonnes perspectives de production. Les importations augmenteraient de 43,9% contre une hausse de 10,1% une année plus tôt. Cette hausse s'expliquerait par l'importation de

produits pétroliers, des biens intermédiaires et des machines destinées à l'extraction minière.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ressortiraient à 4,0 points à 1,8 point et -0,6 point, respectivement.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'établirait à 7,0% et le taux d'investissement global se situerait à 23,0% contre 28,3% un an plus tôt.



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement des quatre premiers mois de 2011

2.2.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à -0,7% contre 1,4% en 2009. Cette situation s'explique par une décélération de 1,3%, du prix des fonctions «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » contre une hausse de +4,6% en 2009. Quant à la fonction « transports », son indice moyen s'est inscrit en baisse de 1,7% en raison de la réduction du prix à la pompe des hydrocarbures intervenue en janvier 2010. Par contre, l'indice moyen de la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » est en légère hausse de 0,9%, en liaison avec l'augmentation de 2,3% des prix des produits énergétiques. Le taux d'inflation sous-jacente a reculé de 1,1 % contre une hausse de 3,1% en 2009.

En glissement annuel au cours des quatre premiers mois de 2011, le taux d'inflation est remonté à 1,2% contre une diminution de 0,2% à la même période de 2010. Cette hausse s'explique essentiellement par celle des produits alimentaires de 5,2%. Toutefois, les perspectives de bonnes récoltes céréalières durant la campagne 2011-2012 permettent d'envisager que le critère sur l'inflation serait respecté à fin 2011.

2.2.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 2010, la situation des finances publiques a été marquée par une progression de 26,4% des recettes budgétaires, représentant 15,6% du PIB contre 13,7% en 2009. Les recettes fiscales ont augmenté de 14,4% en 2010, en rapport avec la campagne nationale sur le civisme fiscal, le renforcement du contrôle, la lutte contre la fraude et la poursuite de l'approche « unité de recouvrement ». Quant aux recettes non fiscales, elles sont ressorties à 2,6% du PIB contre 1,1% en 2009. Cette progression est, en grande partie, expliquée par le renouvellement des licences des sociétés de télécommunications. Les recettes liées aux licences se sont établies à 61,8 milliards. Enfin, les dons ont représenté 4,6% du PIB en 2010 contre 5,9% en 2009.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 17,1% pour représenter 25,7% du PIB contre 24,4% en 2009. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des dépenses en capital. En effet, ces dernières ont progressé de 16,1% du fait essentiellement des dépenses en capital financées sur ressources intérieures, qui ont crû de 37,3%. Quant aux dépenses courantes, elles ont augmenté de 6,4%. Elles ont été tirées par la progression de 7,6% de la masse salariale, en relation avec la poursuite de la régularisation des avancements, la prise en compte des intégrations et des engagements statutaires ainsi que l'incidence financière des nouvelles mesures du régime indemnitaire applicable aux magistrats.

Au total, le déficit budgétaire global hors dons s'est élevé à 10,1% du PIB en 2010 contre 10,7% en 2009. Quant au déficit global, il est passé de 4,8% en 2009 à 5,6% en 2010.

En 2011, les recettes budgétaires augmenteraient de 2,9% pour représenter 14,1% du PIB contre 15,6% en 2010. Cette hausse serait soutenue par la progression de 8,1% des recettes fiscales en relation avec la poursuite des actions du Gouvernement dans le cadre de la réforme de la politique fiscale adoptée en octobre 2008 qui doit permettre de simplifier le dispositif fiscal, moderniser la gestion de l'administration fiscale et favoriser la croissance économique. Les recettes non fiscales enregistreraient une baisse de 22,9%. Les dons progresseraient de 30,7% pour représenter 5,2% du PIB contre 4,6% en 2010.

Les dépenses totales et prêts nets régresseraient de 0,3% pour représenter 22,5% du PIB contre 25,7% en 2010. Les dépenses courantes augmenteraient de 5,6%, soutenue par la masse salariale qui progresserait de 5,8%. Cette progression s'expliquerait par la poursuite de la régularisation des avancements, la prise en compte des intégrations et des recrutements. Les intérêts de la dette reculeraient de 1,6%. S'agissant des dépenses en capital, elles progresseraient de 6,5%.

Au total, le déficit budgétaire global hors dons s'élèverait à 8,4% du PIB contre 10,1% en 2010. Quant au déficit global, il passerait de 5,6% en 2010 à 3,2% en 2011. Cette situation pourrait s'aggraver au terme de l'année en relation avec les mesures prises par le gouvernement pour remédier aux conséquences néfastes de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire, notamment les difficultés de fourniture d'énergie électrique. Il s'agit, par exemple, des acquisitions de groupes électrogènes, de la hausse des subventions à octroyer à la société nationale d'électricité (SONABEL) et à la société nationale des hydrocarbures (SONABHY) afin d'atténuer

les effets de la crise ivoirienne sur la fourniture de l'énergie électrique et celle des produits pétroliers.

En ce qui concerne la dette publique, son encours total s'est établi à 29,1% du PIB contre 26,3% en 2009. Le service de la dette publique a représenté 4,4% des recettes budgétaires totales contre 4,3 % en 2009. En 2011, l'encours de la dette publique totale s'établirait à 30,4% du PIB contre 29,1% en 2010. Le service de la dette publique représenterait 4,4% des recettes budgétaires totales.

2.2.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

En 2010, la balance des paiements affiche un solde global excédentaire de 83,9 milliards, en recul de 140,8 milliards par rapport à l'année précédente, à la suite de la détérioration du solde du compte de capital et d'opérations financières, partiellement compensée par la réduction du déficit du solde courant.

Le déficit du compte courant a baissé de 36,4 milliards, pour ressortir à 143,0 milliards. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'amélioration du solde commercial, induite par un accroissement des exportations plus important que celui des importations. La hausse des exportations résulte de la bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation.

Hors dons, le déficit du compte courant se situe à 8,8% du PIB en 2010 contre 10,6% en 2009.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est ressorti à 227,4 milliards, en régression de 43,9% par rapport à 2009, sous l'effet d'une détérioration simultanée des transferts de capital (-25,7%) et des opérations financières (-52,9%). L'évolution du solde des transferts de capital s'explique par la diminution des ressources financières rentrant dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté et la réhabilitation des infrastructures socio-économiques détruites par les inondations du 1er septembre 2009. La baisse des opérations financières est le fait principalement des remboursements effectués par le secteur privé (-142,2 milliards).

En 2011, la balance des paiements ressortirait excédentaire de 30,0 milliards contre 83,9 milliards un an plus tôt. Cette tendance résulterait d'une aggravation du déficit du compte courant modéré par l'amélioration de compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant devrait se creuser pour ressortir à 255,2 milliards en 2011, contre 143,0 milliards en 2010, en raison essentiellement de la détérioration de la balance des biens et services, atténuée par une hausse des transferts courants. Le solde commercial subirait l'influence d'un accroissement des importations nettement supérieur à celui des exportations. En ce qui concerne la hausse des transferts courants, elle serait en ligne avec l'accroissement attendu des aides publiques hors subventions budgétaires. Hors dons, le déficit du compte courant ressortirait à 8,7% du PIB en 2011 contre 8,8% en 2010.

Les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital ressortiraient à 285,2 milliards. Par rapport aux estimations de 2010, elles seraient en hausse de 25,4%, en raison principalement d'un accroissement des dons projets.

2.2.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 84,0 milliards, d'une année à l'autre pour s'établir à 647,5 milliards à fin décembre 2010.

L'encours du crédit intérieur, en ressortant à 787,3 milliards à fin décembre 2010, a enregistré une hausse annuelle de 144,7 milliards ou 22,5%. La position nette débitrice du Gouvernement s'est détériorée de 46,1 milliards, pour s'établir à 16,7 milliards à fin décembre 2010, en liaison essentiellement avec le repli des dépôts de l'Etat dans les banques, conjugué à l'accroissement de ses engagements vis-à-vis de ces dernières et d'un recours plus accru au concours du FMI. L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 770,6 milliards, en hausse de 14,7% par rapport à décembre 2009, en liaison avec la progression de 17,0% des crédits ordinaires, les crédits de campagne étant en net repli de 53,4%. L'évolution des crédits ordinaires est imputable aux nouvelles mises en place de concours bancaires en faveur des sociétés minières et cotonnières ainsi qu'aux crédits accordés aux entreprises intervenant dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services.

La masse monétaire s'est accrue de 19,2%, pour s'établir à 1.319,5 milliards, portée par la hausse de 30,4% des dépôts en banques, dont l'impact a été atténué par le repli de 14,6% de la circulation fiduciaire.

2.2.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** en 2010 est ressorti à -0,6% du PIB contre -1,3% en 2009 pour un objectif de -1,8% inscrit dans le programme 2010-2014. Cette amélioration est liée à l'évolution favorable des recettes fiscales et la maîtrise des dépenses courantes. En 2011, ce ratio s'établirait à 0,1% du PIB.
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est établi en 2010 à -0,7% contre 2,6% en 2009. Cette situation a été favorisée par le recul des prix observé, essentiellement au niveau des prix des fonctions « Transport » (-1,7%) et « Communication » (-14,4%). Au regard de la tendance observée sur les quatre premiers mois de l'année 2011, la norme communautaire de 3% pourrait être respectée.

- **Le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal** a représenté 29,1% du PIB en 2010 contre 26,3% en 2009 pour un objectif de 27,1% inscrit dans le programme 2010-2014. En 2011, ce ratio s'établirait à 30,4% du PIB.
- **Les arriérés de paiement :**
 - **non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010 ;
 - **non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** s'est établi à 43,5% contre 46,2% un an plus tôt pour un objectif initial de 47,3%. Le non respect de ce critère en 2010 s'explique par la poursuite du programme de recrutement des fonctionnaires de l'Etat. Ce ratio s'établirait à 42,5% en 2011.
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** a atteint 57,2% contre 47,6% en 2009 pour un objectif de 45,6 % inscrit dans le programme 2010-2014. En 2011, ce ratio serait de 43,1%
- **Le ratio du solde extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal** s'est établi à -6,7% en 2010 contre -8,3% en 2009 pour un objectif de 13,1% du programme pluriannuel 2010-2014. En 2011, le déficit serait de 8,1%.
- **Le taux de pression fiscale** a été de 13,0% en 2010 contre 12,6% en 2009 pour un objectif de 12,1% retenu dans le programme pluriannuel 2010-2014. La pression fiscale s'établirait à 12,3% en 2011.

En 2010, le Burkina Faso a respecté quatre (04) critères de convergence comme en 2009. Au titre des critères de premier rang, le critère clé n'a pas été respecté. En ce qui concerne les critères de second rang, seul le critère relatif aux investissements publics financés sur ressources internes a été respecté.

2.2.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La situation économique du Burkina Faso se caractérise en 2010 par un regain de l'activité en relation avec le dynamisme des secteurs primaire et secondaire. Dans le domaine des finances publiques, la mobilisation davantage de ressources semblent encore insuffisante pour prendre en charge l'accroissement des dépenses courantes. En 2011, cette situation pourrait se dégrader au regard des conséquences de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire et des événements récents consécutifs aux mutineries.

Afin d'améliorer les performances macroéconomiques du Burkina Faso, les Autorités sont invitées à :

- consolider la sécurité et la paix sociale ;
- prendre les mesures nécessaires pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la disponibilité de l'énergie électrique ;
- poursuivre l'assainissement de la filière coton, en vue de la rendre plus attractive au producteur, de relever son niveau de production et de renforcer sa compétitivité ;
- poursuivre les efforts visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales ;
- renforcer la maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale et les transferts et subventions.

BURKINA FASO

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	-1,8	-2,1	-1,3	-0,6	0,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	-0,2	10,7	2,6	-0,7	1,2
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	1,5	6,7	3,1	-1,1	0,6
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	22,9	23,4	26,3	29,1	30,4
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	46,3	44,7	46,2	43,5	42,5
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	39,1	39,3	37,7	36,8	36,0
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	35,2	43,7	47,6	57,2	43,1
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	29,7	38,4	38,9	48,5	36,5
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-11,2	-14,1	-8,3	-6,7	-8,1
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	12,5	12,1	12,6	13,0	12,3
2 – Taux de croissance	3,6	5,2	3,2	7,9	5,2

2.3 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE

L'activité économique a enregistré en 2010, un taux de croissance de 2,4% contre 3,8% en 2009. Cette décélération s'explique par les difficultés d'approvisionnement en énergie électrique constatées au premier trimestre, les baisses observées au niveau des principales productions de l'agriculture d'exportation et de l'extraction minière ainsi que la crise politique survenue en fin d'année. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de faibles tensions inflationnistes. Le taux d'inflation est ressorti à 1,8% contre 1,0% en 2009. En 2011, l'économie ivoirienne est marquée par la crise postélectorale qui a dégénéré en conflit armé au cours des quatre premiers mois. Le taux de croissance ressortirait à -6,3%.

La situation des finances publiques est caractérisée par un déficit budgétaire global, représentant 1,9 % du PIB contre un excédent de 0,7% en 2009, en rapport avec la progression des dépenses. En 2011, le solde global serait de -8,5% en liaison avec la baisse des recettes.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le solde courant extérieur s'est situé à 4,0% du PIB contre 4,6% du PIB en 2009, en relation avec une régression des exportations plus importante que la diminution des importations. Cette tendance à la baisse se poursuivrait en 2011 avec un excédent représentant 3,0% du PIB, en rapport avec un accroissement des importations et une contraction des exportations.

S'agissant de la situation monétaire, elle a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets et un accroissement du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 17,8% en s'établissant à 4136,4 milliards à fin décembre 2010.

En matière de convergence, cinq critères dont trois de premier rang ont été respectés en 2010. Le critère de premier rang non respecté est celui relatif à la non accumulation d'arriérés. Ceux de second rang respectés portent sur le solde extérieur courant et le taux de pression fiscale.

2.3.1 PRODUCTION

En 2010, la croissance économique est ressortie à 2,4% contre 3,8% en 2009. Elle a été principalement tirée par le bon comportement des BTP et de la branche agroalimentaire.

Le secteur primaire a enregistré une hausse de 0,5% contre 6,4% en 2009. Cette décélération s'explique par les baisses observées au niveau des principales productions de l'agriculture d'exportation. Les récoltes de café et de cacao ont connu respectivement un recul de 34,8% et 0,2% en raison, d'une part, du vieillissement des vergers et d'autre part, du délaissement de certaines plantations au profit des cultures vivrières et de l'hévéa. La culture de la canne à sucre a aussi régressé de 5,6% du fait des grèves de personnel sur certains sites d'exploitation et des problèmes techniques. Par contre, les autres spéculations à savoir, le coton (25,7%), l'anacarde (8,7%), le caoutchouc (14,0%), la banane (30,6%) et l'ananas (0,9%) ont affiché de bonnes performances

De même, la production de la branche agriculture vivrière a augmenté de 3,3% en rapport avec les actions de développement des produits vivriers, notamment les investissements dans la production rizicole.

En ce qui concerne l'extraction minière, elle a globalement baissé de 17,6%. La production de pétrole brut a régressé de 21,5% en raison de l'arrêt de l'exploitation de certains puits lié à des travaux de maintenance. De même, la production d'or a enregistré un repli de 28,0% justifié principalement par les mouvements de revendication des populations riveraines des zones d'exploitation. En revanche, la production de gaz naturel a augmenté de 8,2%, grâce aux investissements réalisés et à la forte demande nationale pour l'alimentation des centrales thermiques à des fins de production d'électricité.

Quant au secteur secondaire, sa valeur ajoutée a augmenté de 4,7% contre une baisse de 1,5% en 2009. Cette évolution s'explique notamment, par la hausse de 27,2% de la production de la branche BTP en liaison avec la mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté et la réalisation d'un certain nombre de travaux publics dont la réhabilitation de l'hôtel Ivoire et de l'autoroute du nord. L'agroalimentaire a connu également une progression de 13,4% du fait de la reprise de la commercialisation des produits alimentaires dans les zones Centre Nord Ouest (CNO), le recul de la contrebande, l'entrée en exploitation d'une minoterie, le développement de la production des aliments de volaille et la reconquête des marchés des pays voisins. La production de l'industrie du bois a été aussi en hausse de 24,0%, en rapport avec le renforcement des investissements réalisés et la croissance de la demande intérieure et régionale. L'accroissement des activités manufacturières ainsi constaté s'est réalisé grâce à une augmentation de la production d'énergie commerciale (électricité et eau) de 1,8%.

Par contre, la production des produits pétroliers a diminué de 14,7%. Cette évolution est imputable à la dégradation de la marge de raffinage et à l'arrêt de certaines unités de raffinage.

S'agissant du secteur tertiaire, sa croissance s'est établie à 2,7%. Elle a été impulsée par le dynamisme constaté au niveau de toutes les branches, notamment le commerce qui a progressé de 2,6% ainsi que les télécommunications et les transports qui ont, respectivement, crû de 5,5% et 0,8%.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 0,2 point, 1,0 point et 1,2 point.

Au niveau de la demande, la croissance du PIB a été soutenue par la consommation et les investissements. La consommation finale s'est accrue de 4,5% sous l'impulsion de ses deux composantes. Ainsi, la consommation privée a augmenté de 5,3% et la consommation publique de 3,3% reflétant l'amélioration du contexte sociopolitique constatée jusqu'à la survenance des tensions électorales. De même, les investissements ont progressé de 4,9% sous l'effet des deux composantes que sont l'investissement public (4,7%) et l'investissement privé (4,3%).

Au plan des échanges extérieurs, les exportations ont régressé de 1,4%, en rapport avec la baisse des volumes vendus de cacao, de café et de pétrole brut. Dans le

même temps, les importations ont connu un ralentissement de leur rythme de croissance consécutif à l'évolution de l'activité économique dans son ensemble. Elles ont augmenté de 3,5% contre 5,2% en 2009.

Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs ont été, de 2,9 points, 1,8 point et -2,3 point, respectivement.

En terme nominal, le taux d'investissement se situerait à 8,5% contre 8,3% en 2009 et le taux d'épargne intérieure brute ressortirait à 20,8% contre 22,5% un an auparavant.

Pour l'année 2011, le taux de croissance de l'activité économique était projeté à 4,0% sous l'hypothèse d'une normalisation définitive de la situation sociopolitique et de l'atteinte de point d'achèvement de l'initiative PPTÉ.

La situation de crise politique a contrarié la réalisation de ces hypothèses. L'économie ivoirienne s'est retrouvée, au cours des quatre premiers mois de l'année, dans une situation de conflit armé et de pillages. Les différents secteurs de production de l'économie seraient, par conséquent, fortement affectés. Suivant les premières projections arrêtées, l'évolution du PIB réel serait de -6,3%.

Le secteur primaire afficherait une régression de sa production de 0,3%. Il subirait les effets de la crise du fait de l'abandon des plantations dans certaines zones en raison du climat d'insécurité et des difficultés d'acheminement des produits destinés à l'exportation en rapport avec l'embargo sur les ports d'Abidjan et de San Pedro. Ainsi, la production de l'agriculture d'exportation s'inscrirait en baisse de 6,7%. Le café (-57,3%), la banane (-20%), l'ananas (-20%) et l'huile de palme (-16,8%) seraient les spéculations les plus affectées. La production de cacao bien que bénéficiant d'une bonne tenue de la pluviométrie diminuerait également de 5,3% en relation avec les difficultés structurelles de la filière.

Par contre, l'agriculture vivrière progresserait de 3,0%. Cette évolution serait liée à une bonne pluviométrie et de la poursuite de l'exécution de certains projets notamment, le projet rizicole.

Dans la même période, l'extraction minière enregistrerait une baisse de 7,7%. La production pétrolière diminuerait de 14,7% et celle relative au gaz se rétracterait aussi de 11,0%. Cette situation s'expliquerait principalement par la non réalisation des investissements prévus en faveur de ces différents produits. En plus, la priorité serait d'abord accordée à l'évacuation des importants stocks réalisés au courant de la période de la crise. Par contre, la production aurifère augmenterait de 38,4% en liaison avec la mise en exploitation de la nouvelle mine d'or de Tongon à Korogho.

Pour ce qui est du secteur secondaire, l'activité économique serait en baisse de 8,4%. La destruction et le pillage des usines ainsi que la rupture des échanges avec l'extérieur au cours du premier trimestre de l'année, constituent les principales contraintes qui ont conduit à l'arrêt des activités dans plusieurs entreprises, dont celles évoluant dans les domaines de l'agroalimentaire. Ainsi, suivant les projections de l'année, les productions des industries de l'agroalimentaire s'inscriraient en baisse

de 10%. De même, les BTP régresseraient de 20,0% en rapport avec l'arrêt des travaux des grands chantiers de l'Etat, notamment la construction du pont de Jacquville et de l'autoroute du nord. Dans la même période, les difficultés de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) se répercuteraient sur la production des produits pétroliers qui s'amoinerait de 2,3%. Cependant, les mesures prises pour renforcer la capacité de production en énergie électrique contribueraient à conforter la branche énergie (eau électricité) par une hausse de 4,7%.

Au niveau du secteur tertiaire, l'impact de la crise se traduirait par un recul des activités économiques de 13,4% en rapport avec les graves conséquences du conflit armé, notamment la dégradation de la situation sécuritaire du pays. Les activités de transports seraient en baisse de 9,5%. Elles seraient particulièrement marquées par les événements relatifs à la crise durant le premier trimestre, et portant sur le boycott des ports d'Abidjan et de San-Pedro par les navires de l'Union européenne et les difficultés à opérer des échanges de marchandises par route ou par voie ferroviaire avec les autres pays de l'Union. De même, les branches des télécommunications, du commerce et des autres services ressentiraient les effets de la crise. Elles enregistreraient des baisses, respectivement, de 2,0%, 9,4% et 10,1%. Ces résultats s'expliqueraient principalement par les répercussions de la fermeture de l'Agence Nationale de la BCEAO, la suspension des activités de plusieurs banques commerciales au cours du premier trimestre et la forte chute des flux touristiques.

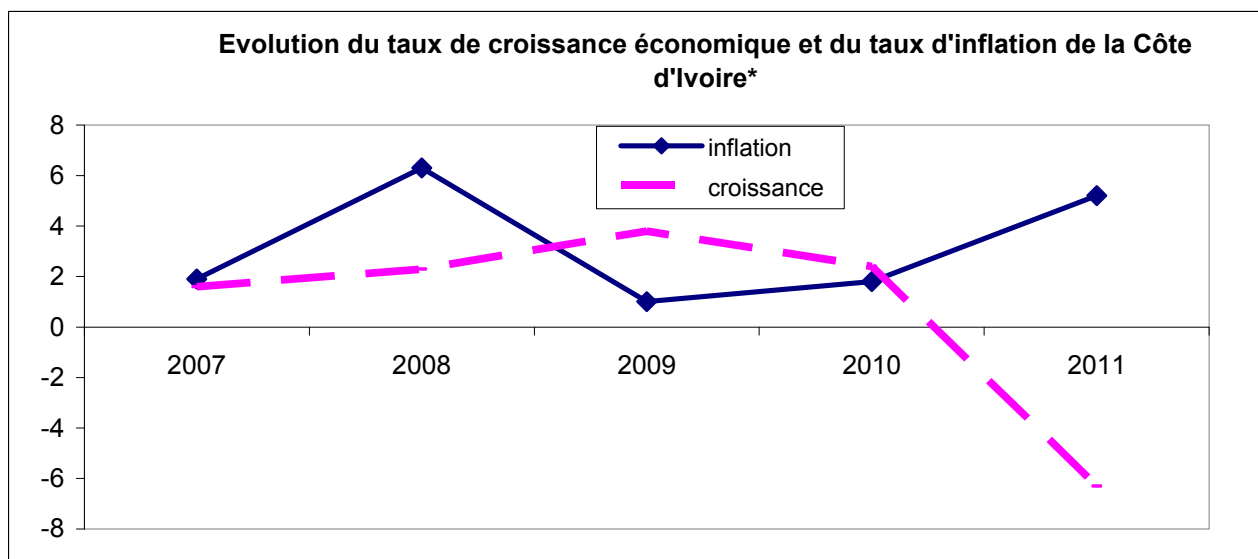
Les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient de -0,1, -1,8 et -4,4, respectivement.

Du côté de la demande, la consommation finale et les investissements seraient en repli. L'insécurité et la morosité de la situation économique faisant suite aux conflits armés justifient la prudence des agents économiques. La consommation privée se rétracterait de 6,5% et la consommation publique régresseraient de 6,7%. Quant aux investissements, ils seraient en diminution de 15,4% tant au niveau de la composante publique (13,9%) que privée (16,1%). Ce recul serait lié à l'attentisme des opérateurs privés, à la fermeture de certaines entreprises et au ralentissement des grands chantiers de l'Etat.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations ainsi que les importations seraient affectées par l'isolement économique qu'a connu la Côte d'Ivoire durant la période de crise. Elles baisseraient de 2,3% et 8,6%, respectivement.

Au total, les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs s'établiraient à -1,8 point, -2,4 points et -2,1 points, respectivement.

En terme nominal, le taux d'investissement se situerait à 7,6% tandis que le taux d'épargne intérieure brute ressortirait à 23,9%.



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement du premier trimestre 2011

2.3.2 PRIX ET INFLATION

En 2010, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par de faibles tensions inflationnistes. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 1,8% contre 1,0% en 2009, du fait d'une évolution sensible observée au niveau de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », et d'une baisse des prix constatée au niveau de la plupart des autres fonctions. Quant au taux d'inflation sous-jacente, il a été de 0,5% contre 0,8% en 2009.

En 2011, en glissement annuel sur les trois premiers mois de l'année la hausse des prix a été de 5,2% contre -0,2% dans la même période en 2010. Cette situation s'explique principalement par l'augmentation des produits alimentaires de 14,1% contre 1,8% sur les trois mois de 2010. Si cette tendance se poursuit la norme communautaire de 3% ne serait pas respectée.

2.3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont progressé de 5,8% pour représenter 19,2% du PIB contre 18,9% en 2009. Elles ont été marquées par une augmentation de 7,4% des recettes fiscales, liée principalement à l'impact des réformes de l'Administration fiscale et au bon recouvrement effectué sur les impôts directs, notamment les impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux. Le taux de pression fiscale s'est établi à 17,0% contre 16,5% en 2009. Par contre, les recettes non fiscales ont enregistré un recul de 3,5%.

De même, les dons ont baissé considérablement après la situation exceptionnelle de 2009 liée aux appuis reçus dans le cadre du processus de sortie de crise et du

traitement de la dette. Ils sont ressortis à 0,9% du PIB nominal contre 2,9% l'année précédente. Ce fléchissement concerne aussi bien les dons projets que les dons programmes.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 9,0% pour représenter 22,0% du PIB contre 21,1% en 2009. Cette évolution a été portée par l'accroissement des dépenses courantes de 8,2% en liaison avec une hausse de la masse salariale de 7,4%. Les dépenses d'investissement, ont crû plus faiblement, soit de 4,2%. Cette évolution s'explique par la diminution des dons qui ont entraîné une réduction des dépenses en capital financées sur ressources extérieures de 13,0%. En revanche, les dépenses en capital financées sur ressources intérieures, particulièrement orientées vers la construction et la réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base, ont augmenté de 11,9%.

Au total, le déficit global hors dons a représenté 2,8% du PIB contre 2,2% en 2009. Dans la même période, le solde global est ressorti à -1,9% contre un excédent de 0,7% en 2009.

En 2011³, la situation des finances publiques se caractériserait par une aggravation des déficits budgétaires. Le déficit global hors dons ressortirait à 8,8% du PIB et le solde global rapporté au PIB se situerait à -8,5%.

Les recettes totales diminueraient de 33,2% pour représenter 17,6% du PIB contre 19,2% en 2010. Cette évolution s'expliquerait notamment, par la baisse des recettes fiscales de 34,4%, induisant un recul considérable du taux de pression fiscale de 17,0% en 2010 à 15,3%, lié à la morosité de l'activité économique dans tous les secteurs et aux efforts que fournirait le Gouvernement pour soutenir la relance économique et soulager les ménages. Ainsi, les dispositions seraient prises pour assurer la stabilité des prix des produits pétroliers. Le paiement de la vignette et de la patente transport serait suspendu en 2011. De même, la patente commerce de 2011 bénéficierait d'un abattement de 50%. Par ailleurs, les recettes non fiscales régresseraient de 23,4% et se situeraient à 1,7% du PIB.

Quant aux dons, ils s'inscriraient en baisse en ressortant à 0,3% du PIB contre 0,9% en 2010. Les dons projets seraient renforcés progressivement afin de soutenir les efforts jusqu'ici consentis pour réduire la pauvreté. Les dons programme devraient aider à apurer les arriérés de la dette et à accompagner l'Etat dans son processus de normalisation de la situation politique et économique.

La prise en charge des questions sécuritaires et des autres exigences permettant une reprise progressive des activités économiques se traduirait par une hausse des dépenses totales rapportées au PIB nominal de 21,7% en 2010 à 26,5%. Cette tendance de progression serait particulièrement soutenue par les dépenses courantes qui se situeraient à 21,7% du PIB contre 17,2% en 2010. Cette hausse serait principalement imputable aux dépenses urgentes relatives à la prise en charge des mesures portant sur la gratuité des soins jusqu'en fin mai, l'exécution du programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire, la formation

³ La situation des finances publiques en 2011 est bâtie sur la période du 26 avril (date de réouverture de l'Agence principale de la BCEAO à Abidjan) à fin décembre. Les opérations financières de l'Etat exécutées avant cette date sont en cours de validation.

d'une nouvelle armée, le service civique, les élections législatives, le redéploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire, la subvention au secteur de l'électricité et la poursuite de la mise en application du programme de lutte contre la pauvreté. Dans la même période, la masse salariale représenterait 57,5% des recettes fiscales contre 41,5% en 2010, étant donné les recrutements programmés en faveur des secteurs sociaux et les contraintes liées au redéploiement de l'administration.

S'agissant des dépenses d'investissements, elles ressortiraient à 3,6% du PIB contre 3,1% en 2010. Elles seraient principalement consacrées à la réhabilitation des services administratifs et des infrastructures de base ainsi qu'aux grands travaux d'investissement. Le renforcement des dépenses en capital financées sur ressources intérieures de 13,4% des recettes fiscales à 17,2% se justifierait notamment, par la prise en charge du Programme Présidentiel d'Urgence. Ledit programme évalué à 45 milliards, porterait sur des investissements dans les secteurs prioritaires.

Pour ce qui est de la dette, l'encours de la dette publique en 2010 est estimé à 7 672,0 milliards FCFA dont 5 666,7 milliards pour la dette extérieure et 2005,3 milliards pour la dette intérieure. Par rapport au PIB, il représente 67,6% contre 63,3% en 2009. Du fait de la crise, le pays a accumulé des arriérés en fin 2010. Pour la dette intérieure, le Gouvernement en collaboration avec la BCEAO a émis de nouveaux bons du trésor en remplacement de ceux échus entre décembre 2010 et mai 2011. Concernant la dette extérieure, l'Etat ivoirien a pu signer des accords de restructuration de la dette avec la majeure partie de ses créanciers des clubs de Paris et de Londres.

Pour l'année 2011, le besoin de financement du pays pour faire face aux conséquences de la crise nécessite la mobilisation de concours financiers supplémentaires. Ainsi, l'encours de la dette publique pourrait se situer à 78,2% en fin 2011. Toutefois, le rétablissement d'un bon climat politique et social permettrait l'atteinte du point d'achèvement et par conséquent, le traitement de fonds de la dette.

2.3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde de la balance des paiements présente un excédent de 203,9 milliards en 2010, après une réalisation de 128,3 milliards en 2009. Cette performance est attribuable à la réduction du déficit du compte du capital et des opérations financières, l'excédent du compte des transactions courantes ayant affiché une baisse.

L'excédent du compte des transactions courantes est ressorti à 520,5 milliards, en repli de 243,3 milliards par rapport à 2009, à la suite essentiellement de la baisse de l'excédent du solde commercial et de l'aggravation du déficit des transferts courants. L'évolution de la balance commerciale est en ligne avec une régression des exportations (235,8 milliards) plus importante que la diminution des importations (211,0 milliards). Quant aux transferts courants, leur détérioration s'explique essentiellement par la baisse significative des aides budgétaires, après le niveau exceptionnellement élevé de 261,5 milliards atteint en 2009, en raison des appuis

reçus dans le cadre du processus de sortie de crise. Rapporté au PIB, l'excédent du compte courant, hors dons, est ressorti à 4,0% contre 4,6% en 2009.

Le déficit du compte de capital et d'opérations financières est passé de 618,1 milliards en 2009 à 311,4 milliards en 2010, soit une amélioration de 49,6%. Cette évolution découle essentiellement de la hausse des émissions de titres publics et de l'accroissement des flux nets des capitaux privés.

Le solde de la balance des paiements devrait présenter un excédent de 80,0 milliards au titre de l'année 2011, après celui de 203,9 milliards estimé en 2010. Cette dégradation serait essentiellement imputable à la réduction de l'excédent du compte courant, nonobstant la baisse du déficit du compte de capital et des opérations financières.

Le compte des transactions courantes afficherait un excédent de 366,9 milliards, en baisse de 153,6 milliards par rapport à 2010, sous l'effet d'un recul de l'excédent du solde commercial et de l'aggravation du déficit des services et transferts nets. L'évolution de la balance commerciale serait influencée par un accroissement des approvisionnements en produits pétroliers et en biens d'équipement et intermédiaires, dans un contexte d'effondrement des ventes du cacao, nonobstant la bonne tenue des exportations du pétrole.

La dégradation de la balance des services et du solde des transferts courants contribuerait également à l'évolution défavorable du solde courant. S'agissant en particulier des transferts courants, leur détérioration serait en ligne avec le recul des aides budgétaires, qui traduirait la fin du processus de sortie de crise.

L'excédent du compte courant, hors dons, se situerait à 3,0% du PIB contre 4,0% en 2010.

Le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait un déficit de 286,9 milliards contre 311,4 milliards en 2010. Le recul de ce déficit découlerait de la hausse des investissements directs étrangers et des tirages sur prêts publics dans le sillage de la normalisation du climat sociopolitique.

2.3.5 SITUATION MONETAIRE

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est améliorée de 203,9 milliards, pour s'établir à 1.353,1 milliards à fin décembre 2010, imputable à la hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, ceux des banques s'étant repliés.

L'encours du crédit intérieur s'établirait à 2.852,3 milliards à fin décembre 2010, enregistrant une progression de 349,9 milliards ou 13,8% par rapport à son niveau de décembre 2009. La position nette débitrice du Gouvernement, s'est établie à 847,0 milliards, en dégradation de 225,1 milliards, sous l'effet de la hausse des concours des banques à l'Etat consécutifs à leurs souscriptions aux émissions de titres publics. L'encours des crédits à l'économie s'est chiffré à 2.005,0 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 6,4% par rapport à son niveau de 1.884,5 milliards atteint à fin décembre 2009. Cette progression des concours bancaires traduit la hausse de 6,3% des crédits ordinaires et l'accroissement de 7,7% des crédits de

campagne. L'évolution des crédits ordinaires est essentiellement imputable aux nouvelles mises en place en faveur des entreprises intervenant dans les secteurs de l'agro-industrie, des hydrocarbures, des télécommunications et de l'énergie.

La masse monétaire s'est inscrite en hausse de 17,8%, pour s'établir à 4.136,4 milliards à fin décembre 2010. Cette hausse de la liquidité globale est imputable aux dépôts en banques qui ont progressé de 17,1% et à la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 20,9%.

2.3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** se situe à 0,2% contre 2,6% en 2009 du fait principalement de l'accroissement des dépenses. En 2011, ce ratio se situerait à -6,6% en raison de la baisse des recettes.
- **Le taux d'inflation annuel moyen** est ressorti à 1,8% contre 1,0% en 2009. La faible progression des prix observée au niveau des produits alimentaires et énergétiques explique cette évolution. En 2011, en glissement annuel sur les trois premiers mois de l'année la hausse des prix a été de 5,2% contre -0,2% dans la même période en 2010. Si cette tendance se poursuit la norme communautaire de 3% ne serait pas respectée.
- **L'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 67,6% contre 63,3% en 2009. En 2011, il se situerait à 78,2% étant donné la nécessité de disposer de financements supplémentaires pour pallier les effets de la crise.
- **Les arriérés de paiement**
 - **non-accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère n'a pas été respecté en 2010. Les arriérés accumulés s'élèvent à 183,6 milliards. En 2011, ce critère pourrait être respecté.
 - **non-accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère n'a pas été respecté en 2010. Les arriérés accumulés s'élèvent à 75,5 milliards. En 2011, il pourrait en être de même avec une accumulation de 263,1 milliards.

Critères de second rang

- **Le ratio masse salariale sur les recettes fiscales** s'est stabilisé à 41,5% comme en 2009. En 2011, il se situerait à 57,5% en liaison avec les

recrutements envisagés et les redéploiements de personnel dans l'administration suite à la crise.

- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales** se situe à 13,4% contre 12,9% en 2009. Le faible niveau observé de ce critère est lié à l'insuffisance des ressources intérieures. En 2011, ce ratio ressortirait à 17,2% en liaison avec le renforcement des dépenses d'investissements en vue de consolider la paix et de relancer l'économie.
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** est ressorti à 4,0% contre 4,6% en 2009, en rapport avec l'importante progression des importations. En 2011, il se situerait à 4,3%.
- **Le taux de pression fiscale** est passé de 16,5% en 2009 à 17,0%. Cette évolution s'explique, en partie, par l'impact des réformes fiscales et par les efforts de recouvrement des régies financières. En 2011, il se situerait à 15,3% du fait de la baisse des recettes liée à la contraction généralisée de l'activité économique.

L'analyse de l'état de convergence de l'économie ivoirienne en 2010 montre que cinq critères dont trois de premier rang ont été respectés. Le critère de premier rang non respecté est celui relatif à la non accumulation d'arriérés. Pour les critères de second rang, ceux concernant le déficit extérieur courant hors transferts publics et la pression fiscale ont été respectés.

2.3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation du programme 2011-2015 de la Côte d'Ivoire présageait de bonnes perspectives au plan macroéconomique et une amélioration des performances en matière de convergence. Toutefois, ces prévisions ont été totalement remises en cause par la situation de crise, qui a prévalu au premier trimestre de l'année 2011. Les conséquences de cette situation d'exception ont été néfastes aussi bien pour les entreprises que pour les ménages. La priorité actuelle des Autorités ivoiriennes est orientée vers des actions de réconciliation, de reconstruction et de relance de l'économie. Pour ce faire, il conviendrait de :

- consolider la stabilité sociopolitique par le renforcement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire, la restauration de la confiance des citoyens et des acteurs économiques ;
- créer les conditions d'une reprise économique par le renforcement de la bonne gouvernance ;
- assurer la reprise du programme économique et financier afin d'aboutir au point d'achèvement de l'Initiative PPTTE qui servira de déclic pour un traitement de fond de la dette publique;

- accélérer la mise en œuvre des réformes, notamment au niveau des filières de production (café-cacao, ananas, banane, cajou) et des secteurs des hydrocarbures et de l'électricité ;
- réorganiser les administrations, notamment en vue d'une mobilisation rapide et d'une utilisation efficace des ressources extérieures allouées à la reconstruction ;
- mobiliser les régies financières pour la reprise du recouvrement des recettes et assurer la maîtrise et l'efficacité des dépenses ;
- poursuivre les efforts pour apurer les arriérés, notamment intérieurs, en vue de favoriser la relance du secteur privé.

COTE D'IVOIRE

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	0,5	1,2	2,6	0,2	-6,6
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	1,9	6,3	1,0	1,8	5,2
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	81,2	71,9	63,3	67,6	78,2
Arriérés de paiement :	278,6	345,2	144,2	259,1	263,1
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	3,3	43,1	2,9	183,6	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	275,3	302,1	141,3	75,5	263,1
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	43,6	43,8	41,5	41,5	57,5
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	43,4	40,9	36,2	40,8	57,4
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	12,8	14,9	12,9	13,4	17,2
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	12,7	13,9	11,2	13,2	17,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-1,3	0,6	4,6	4,0	4,3
Taux de pression fiscale (en %) (norme>=17%)	15,6	15,6	16,5	17,0	15,3
2- Taux de croissance	1,6	2,3	3,8	2,4	-6,3

2.4 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE-BISSAU

En 2010, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 3,5% contre 3,0% en 2009. Cette croissance, qui s'explique par les performances de l'ensemble des secteurs de l'économie, s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes modérées. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti en 2010 à 2,2% contre -1,6% en 2009. En 2011, le taux de croissance économique s'établirait à 4,3% sous l'impulsion de tous les secteurs.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une réduction de l'excédent du solde global qui est ressorti à 1,2% du PIB contre un excédent de 2,0% en 2009. L'évolution du solde global est imputable principalement à une baisse des dons en liaison avec la suspension des appuis budgétaires de l'Union européenne. En 2011, le déficit du solde global se situerait à 1,5% du PIB.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit extérieur courant rapporté au PIB est ressorti à 6,9% contre 5,8% en 2009, en rapport avec la réduction de l'excédent de la balance des transferts courants. En 2011, le déficit représenterait 6,7% du PIB.

S'agissant de la situation monétaire, elle a été caractérisée à fin décembre 2010 par une amélioration des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur et une progression de la masse monétaire de 24,4%, pour se situer à 118,5 milliards.

Il ressort de l'état de convergence, que la Guinée Bissau a respecté trois critères de premier rang en 2010. Le taux d'endettement est le seul critère de premier rang non respecté. Au niveau des critères de second rang, aucun critère n'a été respecté

2.4.1. PRODUCTION

Le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 3,5% contre 3,0% en 2009. Cette évolution de la croissance a été soutenue par le dynamisme de l'ensemble des secteurs de l'économie.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 2,7% en 2010 contre 2,4% l'année précédente, en rapport avec la hausse de la production vivrière dont l'effet a été atténué par le recul de la production de noix de cajou. En effet, la production de cajou a baissé d'environ 10% en liaison avec les perturbations du cycle de productions.

Le secteur secondaire a progressé également de 5,3% contre 5,0%, sous l'impulsion du dynamisme des BTP tiré par la réalisation des projets de construction des infrastructures publiques.

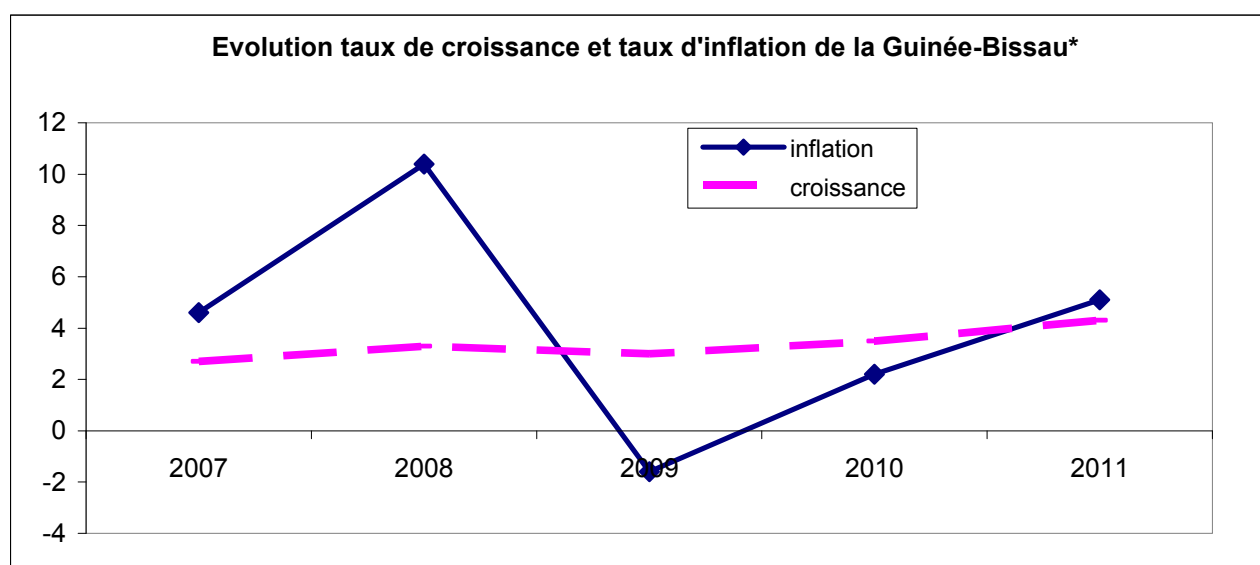
Le secteur tertiaire a connu une hausse de 3,4% en 2010 contre 2,2% en 2009. La croissance dans ce secteur a bénéficié des effets positifs des mesures d'impulsion de la production de la noix de cajou et la hausse des prix à l'exportation de ce produit. Elle a été également marquée par la progression d'activité dans le secteur des télécommunications et l'essor du secteur bancaire.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 1,1 point, 0,7 point et 1,7 point.

En 2011, les prévisions économiques tablent sur un taux de croissance de 4,3% sous l'impulsion, principalement, des secteurs primaire et secondaire. La croissance de 3,8% du secteur primaire serait soutenue, notamment, par l'exécution des projets relatifs à la sécurité alimentaire et à la réhabilitation des digues et des réservoirs de rétention des eaux pluviales. Elle résulterait également de la hausse attendue de la production de noix de cajou, en rapport avec le bon niveau des prix à l'exportation.

En ce qui concerne les secteurs secondaire et tertiaire, leurs activités progresseraient de 5,4% et 3,7% respectivement et bénéficieraient des actions d'accompagnement, notamment, la création des conditions d'un environnement propice au développement du secteur privé et la réhabilitation des infrastructures économiques, en particulier celles relatives à la modernisation de l'énergie électrique.

Les contributions des différents secteurs à la croissance seraient de 1,6 point pour le secteur primaire, de 0,7 point pour le secteur secondaire et de 2,0 points pour le secteur tertiaire.



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement des quatre premiers mois de l'année 2011.

2.4.2. PRIX ET INFLATION

En 2010, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par de faibles tensions inflationnistes avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,2% contre -1,6% en 2009. Cette évolution s'explique par la hausse enregistrée au niveau des fonctions «Articles d'habillement et chaussures » et «Transports ». Le taux d'inflation sous-jacente a été de 2,8% contre -2,2% en 2009.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de 2011, l'inflation a progressé de 5,1% contre une hausse de 0,2% un an auparavant. Cette évolution a concerné principalement les prix des produits alimentaires, des services de santé, du transport et de l'enseignement. Le niveau des prix des produits alimentaires a augmenté de 7,8%, celui des services de santé de 8,5%, celui du transport de 3% et celui de l'enseignement de 5,8%. Si cette tendance se poursuit la norme communautaire de 3% maximum ne serait pas respectée en 2011.

2.4.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une réduction de l'excédent du solde global qui est ressorti à 1,2% du PIB contre un excédent de 2,0% en 2009. Les recettes fiscales ont augmenté de 24,4% pour représenter 7,9 % du PIB contre 6,7% en 2009. Ces recettes fiscales proviennent essentiellement des droits de porte, collectés au cordon douanier. Les recettes non fiscales provenant, notamment, de la délivrance des licences de pêche ont progressé de 30,7% et ont représenté 2,7% du PIB en 2010 contre 2,2% en 2009.

Les dépenses totales et prêts nets ont baissé de 42,6% en 2010 pour représenter 12,0% du PIB nominal contre 22,3% en 2009. Cette évolution des dépenses totales est imputable essentiellement aux dépenses en capital qui baissent de 98,7% en liaison avec la chute des dépenses en capital tant au niveau de la composante interne et externe. Quant aux dépenses courantes, elles ont enregistré une hausse de 1,0% résultant d'une hausse de 30,3% de la masse salariale et d'une baisse de 77,6% du paiement des intérêts sur la dette publique.

Le déficit global hors dons s'est établi à 1,4% du PIB contre 13,3% en 2009. Cette évolution défavorable du solde global s'explique principalement par la chute des dons en rapport avec la suspension de l'appui budgétaire de l'Union européenne, notamment. En effet, les dons se sont inscrits en baisse de 81,5% en 2010 pour représenter 2,7% du PIB contre 15,3% en 2009.

En 2011, au regard de la faiblesse du taux de pression fiscale, la priorité porterait sur l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales qui dépendent pour l'essentiel des recettes douanières. A cet effet, les réformes et les mesures de mobilisation des recettes se focaliseraient sur l'amélioration de l'administration douanière.

Ainsi, la situation des finances publiques se caractériserait par une amélioration du recouvrement des recettes fiscales en liaison avec la bonne commercialisation de la noix de cajou et le regain d'activité dans le secondaire. Ainsi, les projections budgétaires font ressortir une hausse de 6,9% des recettes totales, qui s'établiraient à 49,9 milliards pour représenter 10,7% du PIB contre 10,6% en 2010. Cette évolution s'expliquerait par la hausse de 8,0% des recettes fiscales, reflétant les efforts d'élargissement de l'assiette. De même, les recettes non fiscales seraient en hausse de 3,9%, après une hausse vertigineuse de 30,7% en 2010. Elles s'établiraient à 11,9 milliards et proviendraient essentiellement de la vente des licences de pêche. Quant aux dons, ils s'inscriraient en hausse pour s'établir à 36,9 milliards soit 8,3% du PIB, traduisant la volonté des partenaires techniques et financiers de soutenir la mise en oeuvre des réformes.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 80,3% pour représenter 20,5% du PIB contre 12,1% en 2010. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des dépenses en capital et dans une moindre mesure à celle des dépenses courantes. La hausse des dépenses en capital serait essentiellement le fait des dépenses financées par les ressources externes et celle des dépenses courantes serait imputable à la masse salariale qui progresserait de 5,3% et au paiement des intérêts sur la dette publique. Ainsi, le déficit global s'établirait à 1,5% en 2011.

S'agissant de la dette publique totale, son encours s'est établi à 562,8 milliards soit 134,4% contre 141,4% en 2009. La Guinée-Bissau a atteint le point d'achèvement en décembre 2010 et devrait bénéficier des allègements au titre de l'Initiative PPTTE et de l'IADM, ce qui réduirait considérablement son ratio d'endettement.

2.4.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements ressort avec un solde global excédentaire de 12,6 milliards en 2010, contre 13,7 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte de la détérioration du déficit du compte des transactions courantes et d'une légère baisse des entrées nettes au titre du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant s'établit à 28,5 milliards en 2010 contre 22,4 milliards en 2009, en ligne essentiellement avec une diminution significative des aides budgétaires, atténuée par l'amélioration des services nets. Hors dons, il s'est situé à 9,2% du PIB en 2010 contre 13,1% un an auparavant.

Quant à l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, il est ressorti à 40,0 milliards contre 40,6 milliards l'année précédente, en raison principalement de la baisse des aides projets.

En 2011, la balance des paiements ressortirait excédentaire de 10,0 milliards contre 12,6 milliards en 2010, soit une détérioration de 20,6%, qui résulterait d'une hausse du déficit du compte courant et de la baisse de l'excédent du compte de capital et des opérations financières.

Le déficit du compte courant s'établirait, en effet, à 29,2 milliards en 2011 contre 28,5 milliards un an auparavant. Hors dons, il se situerait à 10,0% du PIB en 2011 contre 9,2% un an plus tôt.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, pour sa part, se situerait à 39,2 milliards contre 40,0 milliards l'année précédente. Ce recul serait principalement imputable à la baisse des dons projets et autres capitaux privés, les tirages publics étant prévus en hausse.

2.4.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 93,3 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 12,6 milliards par rapport à son niveau de fin décembre 2009 en liaison avec l'augmentation des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission, ainsi que ceux des banques qui se sont renforcés de 3,0 milliards et 9,7 milliards respectivement.

Le crédit intérieur a progressé de 12,6 milliards ou 65,0%, pour s'établir à 32,0 milliards à fin décembre 2010. La position nette du Gouvernement s'est dégradée, passant d'une situation créditrice de 2,7 milliards à fin décembre 2009, à une situation débitrice de 6,2 milliards à fin décembre 2010, soit une dégradation de 8,9 milliards. Cette évolution est liée à l'accroissement des engagements de l'Etat vis-à-vis des institutions monétaires.

Les crédits à l'économie se sont établis à 25,8 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 3,7 milliards sur un an, du fait des concours ordinaires octroyés à des entreprises intervenant dans le secteur de la commercialisation de la noix de cajou.

La masse monétaire s'est accrue de 24,4%, pour se situer à 118,5 milliards à fin décembre 2010. Les dépôts en banque ont augmenté de 15,5 milliards ou 39,6% La circulation fiduciaire pour sa part s'est accrue de 13,8%.

2.4.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est établi à 1,4% contre 0,9% en 2009. Pour l'année 2011, ce ratio s'établirait à 1,1% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** a été de 2,2% contre -1,6% en 2009. Le taux d'inflation sous-jacente a été de 2,8% contre -2,2% en 2009. En 2011, la norme communautaire de 3,0% maximum serait respectée. Si la tendance observée sur les quatre premiers mois de l'année 2011 se poursuit, la norme communautaire de 3% maximum ne serait pas respectée en 2011 ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 134,4% contre 141,4% en 2009. La Guinée-Bissau a atteint le point d'achèvement en décembre 2010, elle doit bénéficier des allègements au titre de l'Initiative PPTTE et de l'IADM. En 2011, le ratio se situerait à 126,2%, hors allègement ;

- **Les arriérés de paiement :**

- **la non-accumulation des arriérés de paiement intérieurs** sur la période de la gestion courante a été respectée en 2010 et le serait en 2011 ;

- **la non-accumulation des arriérés de paiement extérieurs** sur la période de la gestion courante a été respectée en 2010 et le serait en 2011.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** s'est situé à 79,2% contre 75,6% en 2009. L'évolution de ce critère reflète les efforts fournis dans la maîtrise des dépenses courantes. En 2011, il est projeté à 77,2% ;
- **Le ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 0,0% contre 5,3% en 2009. En 2011, le ratio se situerait à 3,4% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics rapporté au PIB nominal** est ressorti à -9,7% en 2010 contre -13,9% en 2009. En 2011, il s'améliorerait pour s'établir à -10,0% ;
- **Le taux de pression fiscale** se situerait à 7,9% contre 6,7% en 2009, suite à un meilleur recouvrement des recettes fiscales. En 2011, il se situerait à 8,0%.

Pour ce qui est de l'état de la convergence, la Guinée-Bissau a respecté trois critères de premier rang en 2010. Le taux d'endettement est le seul critère de premier rang non respecté. Au niveau des critères de second rang, aucun critère n'a été respecté.

2.4.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La situation économique a été marquée en 2010 par un regain d'activité avec un taux de croissance de 3,5% contre 3,0% en 2009. Cette évolution est imputable aux performances de l'ensemble des secteurs de l'économie. La situation des finances publique a été caractérisée par un meilleur niveau de recouvrement des recettes fiscales. En matière de convergence, deux critères de premier rang ont été respectés en 2010. En 2011, la reprise de l'activité amorcée un an plus tôt se poursuivrait avec un taux de croissance du PIB réel de 4,3%, sous l'impulsion de tous les secteurs. En vue de soutenir la croissance économique de manière forte et durable, les Autorités devraient prendre des dispositions pour :

- prendre des mesures nécessaires pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires ;
- accélérer la réhabilitation des infrastructures économiques, notamment celles de l'énergie et de l'eau;

- accompagner le secteur privé dans le processus d'industrialisation de l'économie, notamment la transformation de la noix de cajou ;
- renforcer les capacités des régies financières afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes budgétaires et réduire la fraude ;
- poursuivre les efforts en vue de la maîtrise de la masse salariale et prendre des mesures appropriées pour contenir les tensions inflationnistes.

GUINEE-BISSAU:

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- <u>INDICATEURS DE CONVERGENCE</u>					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	-2,8	-1,8	1,0	1,4	1,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	4,6	10,4	-1,6	2,2	5,1
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	179,3	146,1	141,4	134,4	126,2
Arriérés de paiement :	23,4	11,4	8,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	15,6	11,4	8,0	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	116,5	96,4	75,6	79,2	77,2
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	79,1	69,9	46,8	61,5	61,2
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	20,7	7,7	5,3	0,0	3,4
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	14,1	5,6	3,3	0,0	2,7
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-9,5	-7,8	-12,9	-9,0	-9,8
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	5,7	5,5	6,7	7,9	8,0
2- <u>TAUX DE CROISSANCE</u>	2,8	3,2	3,0	3,5	4,3

2.5 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI

En 2010, le taux de croissance de l'économie malienne est ressorti à 5,8% contre 4,5% en 2009. Cette performance est essentiellement imputable à une bonne campagne agricole, grâce à une pluviométrie favorable et au soutien de l'Etat aux agriculteurs par des subventions aux intrants agricoles. L'activité économique a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 1,2% contre 2,2% en 2009. En 2011, le taux de croissance pourrait se situer à 5,3%.

La situation des finances publiques a été marquée par une légère aggravation des principaux déficits budgétaires avec la forte progression des dépenses courantes. Le déficit global a été de 2,6% du PIB en 2010 contre 2,3% en 2009. En 2011, il s'établirait à 4,2% du PIB.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est légèrement creusé en passant de 7,3% du PIB en 2009 à 7,8% en 2010, en relation avec l'aggravation du déficit commercial, liée principalement au renchérissement du pétrole. En 2011, ce déficit s'établirait à 8,4% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par un repli des avoirs extérieurs nets et une progression du crédit intérieur et une hausse de la masse monétaire de 10,3% pour atteindre 1 293,7 milliards.

En matière de convergence, tous les critères de premier rang ont été respectés. Au niveau de ceux de second rang, deux ont été également respectés.

2.5.1. PRODUCTION

En 2010, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 5,8% contre 4,5% en 2009.

Cette croissance a été essentiellement tirée par les secteurs primaire et tertiaire. Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 11,5% contre 5,6% en 2009 sous l'impulsion de la production agricole en progression de 16,1%. Cette production a bénéficié de bonnes conditions climatiques et d'un meilleur accès aux intrants, du fait des subventions. Les performances ont été plus notables au niveau de la branche consolidée du riz avec une hausse de 24% par rapport à 2009. Quant à la branche consolidée du coton, elle a crû de 7,0% contre 16,8% en 2009. Les activités de la branche « élevage » ont évolué au même rythme qu'en 2009, soit 4,3%.

Au niveau du secteur secondaire, l'activité a enregistré une baisse de 2,1% en 2010 contre une hausse de 3,5% en 2009. Cette contre performance s'explique essentiellement par le recul de 14,3% de la production d'or et la baisse de 8,4% enregistrée au niveau des autres branches manufacturières. Ces replis ont été atténués par les améliorations au niveau des autres branches comme les BTP, l'agroalimentaire, l'énergie et les industries textiles.

Dans le secteur tertiaire, la croissance s'est accélérée de 4,5% contre 3,5% en 2009. Ce regain de croissance a été insufflé par les branches « transports et

télécommunications », « commerce » et « autres services non marchands » en hausse respectivement de 5,0%, 5,5% et 3,0%.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 4,1 points, -0,3 point et 2,0 points.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la consommation et l'investissement. La consommation finale a connu une croissance de 4,5% sous l'impulsion concomitante des consommations privée et publique qui ont progressé respectivement de 4,4% et 5,0%. Quant aux investissements, ils ont crû de 15,7% en 2010 contre 6,5% en 2009. La FBCF privée a progressé de 7,7% après 10,5% en 2009, suite aux investissements privés relatifs aux recherches minières. Au même moment, la FBCF publique a augmenté de 6,0% du fait des travaux réalisés dans le cadre de la célébration de la fête du cinquantenaire de l'indépendance et de la poursuite des travaux de construction d'infrastructures routières et des logements sociaux.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations et les exportations ont progressé de 12,0% et 6,0% contre -3,4% et 1,0% en 2009. La hausse des importations est liée aux besoins d'investissements dans le cadre des grands travaux de 2010.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été de 3,3 points, 3,1 points et -0,6 point respectivement.

En 2011, le taux de croissance de l'économie devrait se situer à 5,3% à la faveur de la consolidation des acquis des secteurs primaire et tertiaire et de la légère reprise attendue du secteur secondaire. Le secteur primaire progresserait de 6,4% sous l'impulsion de la branche agricole en hausse de 8,2% grâce aux performances espérées de la production vivrière (riz compris) et de la production cotonnière qui devraient progresser respectivement de 5,5% et 60,0%.

Dans le secteur secondaire, l'activité économique connaîtrait une croissance de 5,4% après la baisse de 2010. La reprise de la croissance des industries extractives et l'amélioration des performances de la quasi-totalité des autres branches du secteur, justifieraient cette remontée du taux de croissance en 2011.

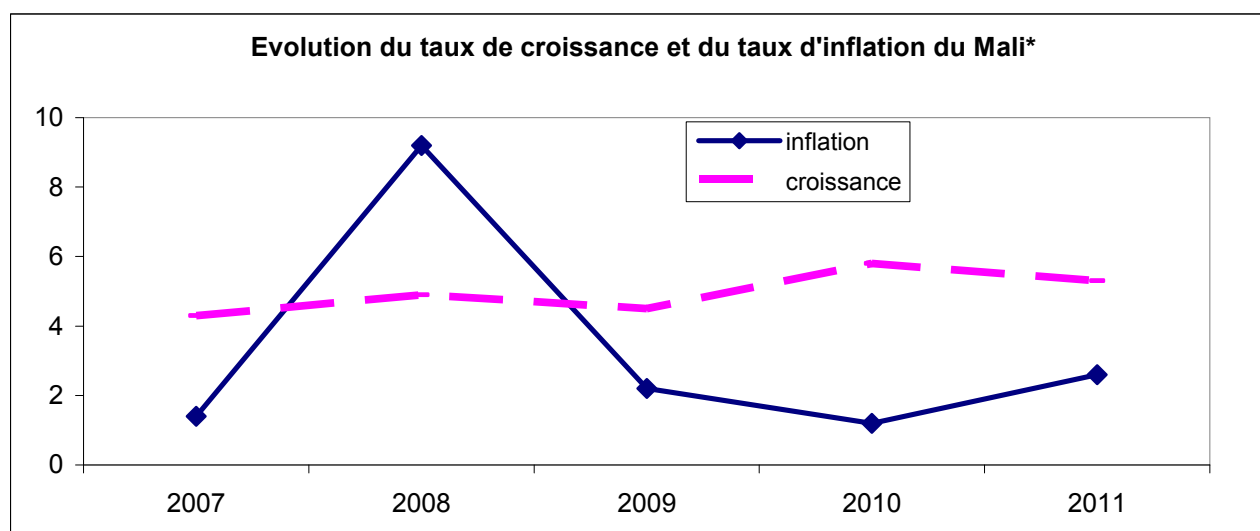
Les activités du secteur tertiaire progresseraient de 4,4% grâce au dynamisme attendu de la quasi-totalité des branches qui enregistreraient de fortes croissances comme en 2010. C'est le cas des branches « transports et télécommunications », « commerce » et « autres services marchands non financiers » dont les taux de croissance seraient respectivement de 5,5%, 4,5% et 5,0%.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient, respectivement, de 2,5 points, 0,9 point et 1,9 point.

Sous l'angle de la demande, la croissance serait soutenue par la consommation et l'investissement. La consommation finale progresserait de 4,2% sous l'impulsion simultanée de la consommation privée et de la consommation publique qui

évolueraient avec des croissances respectives de 4,0% et 5,0%. Quant à la formation brute de capital fixe, elle croîtrait de 8,0%, soutenue par ses deux composantes. En effet, la FBCF privée serait en hausse de 8,9% du fait de la reprise des investissements notamment, dans le domaine de l'industrie extractive. La FBCF publique progresserait de 7,0% avec la poursuite des chantiers de l'Etat. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations et les importations progresseraient respectivement de 8,0% et 9,0%.

Au total, les contributions de la consommation, des investissements et des échanges extérieurs à la croissance du PIB seraient de 3,4 points, 1,7 point et 0,2 point respectivement.



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement des quatre premiers mois de 2011

2.5.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 1,2% en 2010 contre 2,2% en 2009. Cette évolution a été principalement marquée par la hausse des prix des produits alimentaires de 3,4% et la baisse des prix des « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». L'inflation sous-jacente a enregistré une hausse de 1,5% en 2010 contre 2,1 % en 2009.

En glissement annuel au cours des quatre premiers mois de l'année 2011, le taux d'inflation est ressorti à 2,6 % contre 1,3 % sur les quatre premiers mois de 2010. Cette hausse s'explique par celle des prix des produits alimentaires (5,4%), des services de logement (3,8%) et des transports (3,2%).

2.5.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 2010, les recettes totales budgétaires tirées par les recettes fiscales ont progressé de 11,2% pour atteindre 17,4% du PIB contre 17,1% en 2009. Cette

évolution s'explique par la hausse des recettes fiscales de 9,2% liée essentiellement aux performances des recettes des impôts directs notamment ceux sur les revenus, les bénéfiques et les salaires en augmentation de 12,3%. Les impôts indirects, notamment les impôts et taxes intérieures sur biens et services et sur le commerce extérieur n'ont crû que de 4,5%. Le taux de pression fiscale s'est stabilisé en 2010 à 14,7% du PIB comme en 2009. Les recettes non fiscales ont augmenté de 58,5% pour représenter 1,0% du PIB contre 0,7% en 2009 grâce aux transferts reçus des budgets annexes et comptes spéciaux du Trésor. Les dons ont baissé de 31,0% en passant de 4,6% du PIB en 2009 à 2,9% en 2010. Cette évolution est attribuable à la composante « appui budgétaire sectoriel » dont le taux de mobilisation a été faible.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 4,5% pour s'établir à 22,9% du PIB contre 24,0% en 2009. Les dépenses courantes ont progressé de 9,5% pour se stabiliser au même niveau qu'en 2009 à 13,0% du PIB. Cette évolution s'explique par un accroissement modéré des dépenses courantes avec toutefois une légère baisse des transferts et subventions. Les dépenses d'investissement ont baissé de 2,5% sous l'influence des dépenses en capital sur ressources extérieures en repli de 16,2%. Cette situation se justifie par la baisse de 31% des dons en 2010. Les dépenses en capital sur ressources intérieures ont progressé de 17,7%.

Au total, le déficit global hors dons et le déficit global ont représenté 5,5% et 2,6% du PIB, respectivement, contre 6,9% et 2,3% en 2009.

En 2011, la situation des finances publiques serait caractérisée par une détérioration des principaux soldes budgétaires en rapport avec la progression relativement modérée des recettes projetées. Les recettes budgétaires totales augmenteraient de 3,1% pour s'établir à 16,3% du PIB. Cette progression résulterait de l'accroissement des recettes fiscales de 5,9% et de la baisse des recettes non fiscales pour s'établir à 14,1% du PIB. Les recettes non fiscales baisseraient de 17,9%. Les dons progresseraient de 24,8% en 2011 pour atteindre 3,3% du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets seraient en hausse de 14,4% pour représenter 23,8% du PIB. Cette progression serait imputable aux dépenses courantes en hausse de 20,3%. Cette situation s'expliquerait par les difficultés à compresser les dépenses courantes face au faible niveau des recettes projetées. Les dépenses en capital enregistreraient une hausse de 27,7% sous l'influence de ses deux composantes, sur ressources extérieures et intérieures qui évolueraient au rythme de croissance de 27,7%.

Au total, le déficit global hors dons et le déficit global s'aggraverait en passant respectivement de 5,5% et 2,6% du PIB en 2010, à 7,5% et 4,2% en 2011.

En matière de dette publique, le Mali présente une situation d'endettement viable après le bénéfice des initiatives de réduction de la dette. La mise à jour de l'analyse de viabilité de la dette effectuée avec les services du FMI et de la Banque Mondiale a conduit les autorités à modifier le risque de surendettement de faible à modéré, face aux chocs extérieurs et à la vulnérabilité de la dette qui s'est accrue en rapport avec la volatilité des exportations d'or. Par ailleurs, la situation de la dette intérieure totale a fait l'objet d'audit et un échéancier de paiement est en cours de négociation avec les créanciers. L'encours de la dette publique rapporté au PIB a été de 26,0% à

fin 2010 contre 25,0% en 2009. En 2011, ce ratio de la dette publique passerait à 28,7%.

2.5.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Les transactions extérieures du Mali en 2010 se sont soldées par un déficit de 20,5 milliards, en dégradation de 272,5 milliards par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une dégradation du compte des transactions courantes, couplée à une baisse significative des entrées nettes au titre du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant en 2010 s'est creusé de 52,0 milliards par rapport à l'année 2009, en relation avec une détérioration du solde des biens et services. La balance commerciale s'est dégradée de 55,2 milliards, pour s'établir à -155,6 milliards, du fait d'une hausse des importations plus importante que celle des exportations. Quant à la dégradation des services nets, elle résulte essentiellement de l'alourdissement de la facture du fret, sous l'effet conjugué de l'augmentation du volume des importations et de la hausse du prix du carburant. Toutefois, l'amélioration des revenus nets, en ligne avec la baisse des parts de dividendes versés aux investisseurs étrangers a contribué à modérer cette tendance. Le déficit du compte courant, hors dons, est ressorti à 9,0% du PIB contre 8,5% en 2009.

S'agissant du compte de capital et d'opérations financières, l'excédent affiche une forte baisse (-45,6%), en ligne avec la chute des entrées nettes au titre des IDE, reflétant un retour à la normale après l'opération de privatisation de la SOTELMA intervenue en 2009, et, dans une moindre mesure, la baisse des dons projets. La hausse des entrées de capitaux publics a, toutefois, contribué à atténuer cette tendance

Les transactions extérieures du Mali en 2011 se solderaient par un déficit de 55,0 milliards, en aggravation de 34,5 milliards par rapport au niveau estimé en 2010. Cette évolution découlerait de la hausse du déficit courant, nonobstant l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant en 2011 s'inscrirait en hausse de 55,6 milliards par rapport aux estimations de 2010, en relation avec la détérioration des services et revenus nets, malgré l'amélioration du solde de la balance commerciale. La réduction du déficit commercial proviendrait d'une forte progression des exportations d'or et du coton, dont les effets seraient atténués par l'alourdissement de la facture alimentaire et pétrolière, ainsi que la hausse des acquisitions des biens d'équipement et intermédiaires. Le déficit du compte courant, hors dons, se situerait ainsi à 9,4% du PIB contre 9,0% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'inscrirait en hausse, en raison essentiellement de la hausse attendue des flux de dons projets. Cet excédent passerait, ainsi, de 324,4 milliards en 2010 à 361,7 milliards en 2011.

2.5.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 720,8 milliards à fin décembre 2010, en repli de 15,2 milliards par rapport à la même période de 2009. Cette évolution reflète la baisse de 86,1 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale dont l'impact est partiellement compensé par la consolidation de 70,9 milliards des avoirs extérieurs nets des banques.

Le crédit intérieur s'est établi à 572,1 milliards à fin décembre 2010, en progression de 26,3% par rapport à la période correspondante de l'année 2009. La position nette créditrice du Gouvernement s'est détériorée de 18,1 milliards, pour se situer à 269,6 milliards à fin décembre 2010, essentiellement en liaison avec la baisse de 16,3 milliards des créances de l'Etat, vis-à-vis du système bancaire. La hausse de la PNG s'explique également par l'augmentation de 1,8 milliard de ses engagements. L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 101,0 milliards ou 13,6%, pour atteindre 841,7 milliards, à la suite de la hausse de 12,9% des crédits ordinaires. Ces crédits ont été octroyés à des sociétés exerçant dans les domaines des télécommunications, de l'énergie, de distribution de produits pétroliers, des mines, du commerce général. Les sociétés cotonnières, ainsi que les associations villageoises ont également bénéficié de ces crédits dans le cadre de la commande d'intrants et de la commercialisation du coton au titre de la campagne agricole 2009/2010.

La masse monétaire s'est située à 1 293,7 milliards, en hausse de 10,3% par rapport à fin décembre 2010, en liaison avec la consolidation de 13,0% des dépôts en banques et le renforcement de 2,5% de la circulation fiduciaire.

2.5.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de convergence se présente comme suit en 2010 :

Critères de premier rang :

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** est ressorti à 3,4% contre 2,9% en 2009. En 2011, ce critère s'établirait à 0,7% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est situé à 1,2% contre 2,2% en 2009. Cette tendance est liée à la bonne campagne agricole. L'inflation sous-jacente est ressortie à 1,5% en 2010 contre 2,1% en 2009. En 2011, la forte progression des prix internationaux des produits pétroliers et agricoles pourrait compromettre le respect de ce critère si des mesures appropriées ne sont pas prises par le Gouvernement. Il est projeté à 2,6% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 26,0% du PIB contre 25,0% en 2009. En 2011, ce taux serait de 28,3% ;

- **Les arriérés de paiement :**

- **Non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010 et le serait en 2011 ;
- **Non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010 et le serait en 2011.

Critères de second rang :

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** a été de 34,0% contre 34,2% en 2009. Il est projeté à 37,4% en 2011 ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 26,3% et passerait à 31,7% en 2011 ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** est ressorti à -9,0% contre -8,5% en 2009. En 2011, il est projeté à -9,0%, au même niveau qu'en 2010 ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est stabilisé au même niveau qu'en 2009 à 14,7% du PIB. En 2011, il se situerait à 14,0%.

Au total, le Mali a respecté les quatre critères de premier rang et deux critères de second rang en 2010. Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal et le taux de pression fiscale ont été les seuls critères qui restent à respecter. En 2011, quatre critères de premier rang seraient respectés et un de second rang.

2.5.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'activité économique a enregistré en 2010 des performances malgré la baisse des activités du secteur secondaire, entretenue par le recul de la production de l'or et des autres branches manufacturières. Les performances en matière de recettes méritent d'être renforcées. Il devient par conséquent urgent de s'y atteler afin de pouvoir maintenir et renforcer le respect des critères de convergence jusqu'à l'horizon de convergence en 2013. Pour mieux consolider les performances, les autorités maliennes seront invitées à :

- prendre les mesures nécessaires pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires ;
- mieux cerner le secteur minier afin d'élaborer une politique adaptée aux priorités des autorités qui favorisent les investissements privés potentiels ;

- accélérer les réformes en matière fiscale pour conforter les recettes budgétaires en vue d'assurer le respect des critères de convergence ;
- maîtriser davantage les dépenses courantes en vue de favoriser les dépenses d'investissement.

MALI:

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	0,3	2,5	2,9	3,4	0,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	1,4	9,2	2,2	1,2	2,6
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	39,7	20,3	25,0	26,0	28,3
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	33,4	35,7	34,2	34,0	37,4
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTTE sur les recettes fiscales (en %)	27,7	28,7	26,7	25,1	26,6
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	33,1	25,0	24,4	26,3	31,7
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTTE sur les recettes fiscales (en %)	30,5	23,1	21,8	23,3	27,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-9,0	-12,8	-8,5	-9,0	-9,0
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	14,2	13,3	14,7	14,7	14,0
2- TAUX DE CROISSANCE	4,3	5,0	4,5	5,8	5,3

2.6. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER

En 2010, l'activité économique a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 8,0% contre -0,9% en 2009, en rapport avec les performances observées dans les secteurs agricole et minier. Cette accélération a été enregistrée dans un contexte de faible évolution des prix. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 0,9% contre 4,3% en 2009. En 2011, le taux de croissance pourrait se situer à 5,5%.

En ce qui concerne les finances publiques, la situation se caractérise par une amélioration des déficits budgétaires, liée principalement à une hausse des recettes et une baisse des dépenses d'investissements. Le solde global s'est établi à -2,2% du PIB contre -5,3% en 2009. En 2011, il se situerait à -1,7% du PIB.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements représente 22,5% du PIB contre 24,7% en 2009, en relation avec l'accroissement des transferts publics nets reçus. En 2011, le déficit représenterait 20,6% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée en 2010 par une hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 21,7% pour ressortir à 576 milliards.

En matière de convergence, tous les critères de premier rang ont été respectés. Au niveau des critères de second rang, le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales et celui des investissements publics financés sur les ressources internes rapportés aux recettes fiscales ont été les deux critères respectés. En 2011, les prévisions indiquent que tous les critères de premier rang seraient encore respectés.

2.6.1. PRODUCTION

En 2010, le taux de croissance du PIB s'est établi à 8,0% contre -0,9% en 2009. Cette reprise a été particulièrement le fait du dynamisme du secteur primaire et du secteur secondaire, dans une moindre mesure.

Au niveau du secteur primaire, l'activité économique a enregistré une croissance de 17,1% contre une baisse de 8,4% en 2009. Cette évolution de la croissance est essentiellement imputable au bon comportement de la production agricole qui a progressé de 29,1% en liaison avec une hausse de la production des céréales et du niébé. Dans la même période, les activités relatives à l'exploitation forestière et à la pêche ont augmenté, respectivement, de 3,3% et 19,4%. Par contre, la branche de l'élevage a été fortement affectée par le déficit fourrager et la crise alimentaire. Elle a connu une baisse de 4,6%.

Dans le secteur secondaire, la croissance est ressortie à 6,9% contre 5,5% en 2009. Elle est principalement tirée par les activités extractives, qui ont crû de 18,3% en rapport notamment, avec l'accroissement de la production de la société des mines de

l'Air (SOMAIR). De même, la production d'énergie s'est améliorée avec un taux de croissance de 6,5%. Par contre, la branche construction a enregistré une décélération de sa croissance avec un taux de 5,5% contre 6,1% en 2009 en relation avec la baisse des dépenses d'investissements publics.

Quant au secteur tertiaire, il a enregistré une croissance de 0,5% en 2010 contre 4,8% en 2009. Cette décélération s'explique par la baisse globale de la demande intérieure qui s'est traduite par un ralentissement de la progression des activités des branches commerce, transport et télécommunication. Ces dernières affichent des taux de croissance de 2,2%, 3,5% et 5,7%, respectivement.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 6,9 points, 0,8 point et 0,3 point.

Du côté de la demande, la croissance économique a été tirée par les investissements qui ont augmenté de 33,4% après avoir baissé de 0,5% en 2009. Cette hausse provient de la formation brute du capital Fixe (FBCF) du secteur privé qui a crû de 46,6% du fait des investissements massifs dans les secteurs minier et pétrolier. Dans la même période, la FBCF du secteur public s'est inscrite en repli de 25,6%, étant donné le blocage des financements extérieurs suite à la crise politique survenue au second semestre de l'année 2009.

Quant à la consommation finale, elle a augmenté de 0,4% contre 3,6% en 2009. Cette décélération s'explique par la morosité de la situation économique accentuée par le déficit agricole de l'année 2009 et la crise alimentaire qui s'en est suivie. La consommation privée a progressé de 0,8% et celle des administrations publiques s'est repliée de 1,0% sous l'effet de la diminution des dépenses publiques.

S'agissant des échanges extérieurs, les importations ont enregistré une hausse de 6,6% imputable, notamment, à l'augmentation des achats de produits céréaliers. De même, les exportations ont augmenté de 6,8% du fait principalement de l'évolution favorable des ventes des produits miniers que sont l'uranium et l'or.

Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs ont été de 6,6 points, 2,6 points et -1,2 point, respectivement.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute est ressorti à 15,8% contre 9,3% en 2009 et le taux d'investissement s'est établi à 41,5% en 2010 contre 32,6% en 2009 en liaison avec la forte augmentation des investissements miniers et pétroliers.

Pour l'année 2011, le taux de croissance de l'économie se situerait à 5,5%. Cette situation s'expliquerait principalement par un ralentissement des activités agricoles et de la production minière, suite aux bonnes performances enregistrées dans ces domaines en 2010.

La production du secteur primaire évoluerait en hausse de 5,8% en liaison avec un accroissement de l'agriculture de 6,8%, sous l'hypothèse d'une pluviométrie normale. Dans le même temps, les branches élevage, sylviculture et pêche augmenteraient, respectivement, de 4,3%, 3,6% et 3,2%.

Dans le secteur secondaire, la croissance ressortirait à 4,7% tirée principalement par la branche construction qui progresserait de 5,2%, en relation avec la poursuite des grands travaux d'infrastructures publiques. Les entreprises manufacturières connaîtraient également un regain d'activités en s'accroissant de 4,5%. De même, les activités extractives enregistreraient un taux de croissance de 4,4%. Ce dynamisme d'ensemble du secteur secondaire serait soutenu par une hausse de la production d'énergie de 5,0%.

Au niveau du secteur tertiaire, l'activité économique afficherait une croissance de 5,4% tirée principalement par le commerce et le transport. Ces deux branches progresseraient, respectivement, de 3,9% et 4,1% en rapport avec une bonne campagne agricole. La branche des « postes et télécommunications » enregistrerait un accroissement de 6,0%. De même, la branche relative aux activités financières serait en hausse de 5,2%.

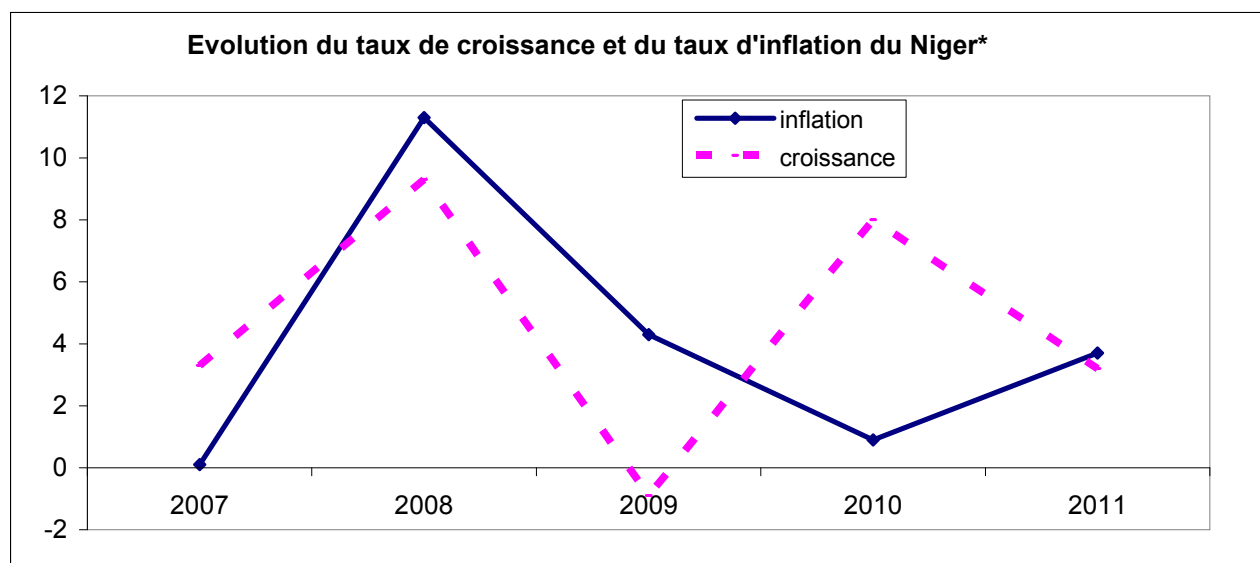
Au total, les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement de 2,7% points 0,5 point et 2,3 points en 2011.

Du côté de la demande, la croissance économique serait soutenue par la consommation et les exportations. La consommation finale connaîtrait une reprise en s'accroissant de 5,5% sous l'impulsion de ses deux composantes. La consommation privée augmenterait de 5,5%, étant donné la relance de l'activité économique. De même la consommation finale publique progresserait de 5,6%, reflétant ainsi le renforcement du fonctionnement de l'Administration, après le processus de normalisation politique. Les investissements s'inscriraient en hausse de 8,1%. La FBCF publique croîtrait de 9,5% en relation avec le renforcement des dépenses d'investissements notamment, dans les secteurs prioritaires. Dans la même période, la FBCF privée augmenterait de 7,7% en rapport principalement avec le dynamisme de la branche de l'extraction minière.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations connaîtraient une hausse significative de 7,0%, en raison de l'évolution favorable des ventes relatives aux principaux produits d'exportation que sont les produits miniers et agro-pastoraux. Les importations progresseraient aussi de 6,4% en rapport avec la poursuite des travaux sur les grands chantiers d'infrastructures.

Au total, les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement, des échanges extérieurs seraient de 4,6 points, 1,8 point et -0,9 point, respectivement.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute ressortirait à 13,5% contre 15,6% un an auparavant et le taux d'investissement se situerait à 33,8% contre 41,1% en 2010. .



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement Des quatre premiers mois de 2011

2.6.2. PRIX ET INFLATION

En ce qui concerne les prix, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 0,9% en 2010 contre 4,3% en 2009. Cette évolution se justifie particulièrement par la mise en œuvre efficace du plan de soutien aux populations vulnérables lors de la pénurie alimentaire et les effets de la bonne campagne agricole 2010/2011. De même, le taux d'inflation sous-jacente a baissé en s'établissant à -0,5% contre 3,6% en 2009.

En 2011, en glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année, le taux d'inflation est ressorti à 3,7% contre 0,3% pour la même période en 2010. Cette poussée de l'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des produits de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » de 9,9% contre -2,4% pour les quatre premiers mois de l'année 2010. Si cette tendance se maintenait, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% au maximum ne serait pas respectée.

2.6.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une réduction des déficits budgétaires. Le déficit global est ressorti à 2,2% du PIB contre 5,3% en 2009 et le déficit global hors dons est passé de 9,7% du PIB à 6,9%. Cette situation se justifie par une mobilisation accrue des recettes et une bonne maîtrise des dépenses budgétaires.

Les recettes budgétaires ont enregistré une hausse de 5,2%, pour se situer à 13,8% du PIB du fait d'un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales. Ces dernières ont augmenté de 5,5% sous l'effet conjugué de l'élargissement de l'assiette et de l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale. Dans la même période, les recettes non fiscales se sont stabilisées à 0,7% du PIB comme en 2009.

Par ailleurs, les dons se sont élevés à 130,2 milliards contre de 110,9 milliards en 2009. Cette situation est attribuable à une reprise des dons budgétaires liée notamment à l'aide octroyée en vue de lutter contre la crise alimentaire.

Les dépenses totales et prêts nets ont diminué de 5,7% pour représenter 20,7% du PIB contre 24,2% en 2009. Cette régression est imputable aux dépenses en capital qui se sont inscrites en baisse de 29,5% suite à la suspension des financements extérieurs et au recul des dépenses en capital financées sur ressources propres. Ces dernières ont diminué de 38,9%. Par contre, les dépenses courantes ont progressé de 19,6%, dans le même temps, en rapport avec les efforts consentis pour assurer un bon déroulement du processus de transition politique. Ainsi, les dépenses de fonctionnement et celles relatives aux transferts et subventions ont augmenté, respectivement, de 21,0% et 34,4%. Quant à la masse salariale, elle s'est accrue de 4,4%.

Pour l'année 2011, il est attendu une amélioration du déficit budgétaire global, qui ressortirait à 1,7% du PIB, en liaison avec le renforcement des dons étant donné le rétablissement des relations avec la communauté financière internationale. Par contre, le déficit hors dons rapporté au PIB s'aggraverait pour représenter 7,9%.

Les recettes totales progresseraient de 15,3% pour atteindre 14,5% du PIB en rapport avec une hausse des recettes fiscales de 15,5%. Cette évolution s'expliquerait par la poursuite des actions visant à moderniser davantage les régies financières en vue de renforcer leurs capacités à élargir l'assiette fiscale et à lutter contre l'incivisme fiscal. Les recettes non fiscales augmenteraient également de 10,5% et se situeraient à 0,7% du PIB.

De même, les dons enregistreraient une hausse importante de 44,5% en ressortant à 188,2 milliards. Cette situation se justifierait par le fait que le processus de transition politique s'est bien déroulé et que les relations avec la communauté financière internationale ont été renouées. Ainsi, il est attendu un renforcement des dons budgétaires et une reprise des dons projets pour soutenir notamment, l'exécution des investissements effectués en faveur des populations les plus défavorisées.

Dans la même période, les dépenses totales et prêts nets seraient en hausse de 18,9% pour représenter 22,3% du PIB. Cette hausse serait principalement imputable aux dépenses d'investissements qui croîtraient de 44,1% pour se situer à 10,8% du PIB contre 7,9% en 2009. Cette tendance de progression, soutenue par l'évolution favorable des dons se traduirait par un accroissement des dépenses en capital financées sur ressources intérieures de 14,6% et une progression de la composante financée sur ressources extérieures de 69,2%.

Quant aux dépenses courantes, elles s'inscriraient également dans une tendance de hausse. Elles croîtraient de 4,7%, tirées par l'accroissement de la masse salariale de 15,5%. Les progrès réalisés ces dernières années en matière d'orthodoxie et de discipline budgétaires seront consolidés et permettraient de contenir la progression des autres dépenses, notamment les transferts et subventions, qui seraient en repli de 11,9%.

S'agissant de la dette, son encours est évalué à 702,8 milliards en 2010 contre 603,6 milliards en 2009. Par rapport au PIB nominal, il représente 25,4% contre 24,0% en 2009. Cette évolution se justifie par une mobilisation de ressources destinées à la construction du deuxième pont de Niamey et du barrage de Kandadji. La dette intérieure est estimée à 181,5 milliards en 2010, soit 25,8% de l'encours total.

2.6.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements est ressortie globalement excédentaire de 99,1 milliards, après un déficit de 87,9 milliards en 2009, en liaison avec la hausse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (33,9%), le déficit du compte courant s'étant légèrement accru.

Le déficit du compte courant est estimé à 622,2 milliards en 2010, contre une réalisation de 619,5 milliards un an plus tôt. Cette orientation du compte courant est principalement imputable à la détérioration du solde des services, modérée par l'amélioration des transferts courants. La dégradation des services nets résulte essentiellement de l'augmentation de la consommation de divers services spécialisés par les entreprises des secteurs minier et pétrolier. Quant à l'amélioration des transferts courants, elle résulte des aides importantes reçues dans le cadre de la résolution de la crise alimentaire vécue en 2010. Hors dons, le déficit courant se situe à 24,2% du PIB en 2010 contre 24,9% un an auparavant.

Le déficit du compte courant a été entièrement financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui s'est amélioré de 182,6 milliards, pour se situer à 721,3 milliards. Cette évolution est en ligne avec l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers en faveur notamment des projets minier et pétrolier, ainsi que des tirages publics.

En 2011, l'excédent du solde global de la balance des paiements ressortirait à 5,0 milliards, en dégradation de 94,1 milliards par rapport à 2010. Cette évolution résulterait d'une détérioration du déficit courant et d'une baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant se creuserait pour passer de 622,2 milliards en 2010 à 629,3 milliards en 2011. Cette orientation refléterait l'aggravation du déficit des services nets, en liaison avec les dépenses de fret et la consommation des autres services dans les secteurs minier et pétrolier. Hors dons, le déficit courant, se situerait à 24,8% du PIB en 2011 contre 24,2% un an auparavant.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est prévu en baisse de 87,0 milliards, traduisant un repli des flux de capitaux privés, en ligne avec le

ralentissement des travaux d'exploration sur le site d'AGADEM et du bouclage des travaux d'installation de la raffinerie de Zinder, ainsi que du pipeline devant relier celle-ci au site pétrolier situé à près de 500 kilomètres. Cette tendance serait, toutefois, atténuée par un accroissement des tirages publics, à la suite notamment d'un retour à une situation politique normale.

2.6.5. SITUATION MONETAIRE

La position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie en hausse de 99,1 milliards, pour s'établir à 292,9 milliards à fin décembre 2010, contre 193,8 milliards un an plus tôt.

L'encours du crédit intérieur s'est chiffré à 351,2 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 39,9 milliards ou 12,8%. La position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée de 3,7 milliards, passant d'un niveau de 0,4 milliard à fin décembre 2009 à 4,1 milliards à fin décembre 2010, en liaison avec la baisse de ses dépôts auprès du système bancaire. L'encours des crédits à l'économie s'est situé à 347,1 milliards, en hausse de 36,3 milliards ou 11,7% par rapport à leur niveau de décembre 2009, en rapport avec l'augmentation de 35,6 milliards des crédits ordinaires. La progression de l'encours des crédits ordinaires a été essentiellement due aux avances de trésorerie octroyées à des sociétés pétrolières, minières, des télécommunications, de l'énergie, de l'hôtellerie et des services.

La masse monétaire a enregistré une augmentation de 21,7%, pour se situer à 576,0 milliards à fin décembre 2010. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite par un accroissement de 25,0% de la circulation fiduciaire et de 19,8% des dépôts en banques.

2.6.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est établi à 0,2% contre -2,0% en 2009. Ce résultat s'explique par une mobilisation accrue des recettes. Pour 2011, ce ratio est projeté à 2,4%.
- **Le taux d'inflation annuel moyen** a été de 0,9% contre 4,3% en 2009. L'inflation sous-jacente a été de -0,5% contre 3,6% en 2009. En 2011, si la tendance observée sur les quatre premiers mois se maintenait la norme communautaire de 3% ne serait pas respectée.
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** se situe à 25,4% contre 24,0% en 2009 pour une norme communautaire de 70,0%. Il serait de 25,1% en 2011.

- **Les arriérés de paiement :**

- **la non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion courante** a été respectée en 2010. Ce critère serait également respecté en 2011.

- **la non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion courante** a été respectée en 2010. Ce critère serait également respecté en 2011.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** est passé de 27,3% en 2009 à 27,0%. En 2011, il se stabiliserait à 27,0%.

- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** se situe à 27,7% contre 47,7% en 2009 en raison, notamment de la régression des dépenses en capital suite à la suspension des financements extérieurs. En 2011, ce ratio pourrait se situer à 27,4%.

- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts officiels sur PIB nominal** s'est établi à -24,2% contre -24,9% en 2009, en liaison avec le niveau relativement important des importations. En 2011, ce ratio ressortirait à -23,6%.

- **Le taux de pression fiscale** se situe à 13,1% contre 13,7% en 2009. Il est attendu à 13,7% en 2011 en rapport avec les mesures envisagées pour renforcer le recouvrement des recettes fiscales.

L'analyse de l'état de convergence de l'économie nigérienne en 2010 montre que les quatre critères de premier rang ont été respectés. Les critères de second rang respectés sont ceux relatifs à la masse salariale et aux investissements publics financés sur ressources internes. En 2011, cette situation serait la même.

2.6.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'activité économique s'est caractérisée en 2010 par une reprise de la croissance économique qui s'est traduite par une amélioration des indicateurs budgétaires. Il convient, par conséquent de consolider cette situation en exploitant au mieux les opportunités qui se dessinent, notamment dans les branches de l'agriculture et des mines. Pour renforcer le cadre macroéconomique et assurer le respect des conditions de convergence, les Autorités nigériennes devraient prendre les dispositions suivantes :

- renforcer la politique de maîtrise de l'eau afin d'accroître la production agricole et assurer la sécurité alimentaire ;

- assurer une meilleure contribution du secteur minier à la croissance et aux finances publiques ;
- poursuivre la politique d'investissements dans les infrastructures afin de créer un environnement attractif à l'investissement privé ;
- poursuivre les réformes en matière des finances publiques, notamment le renforcement du recouvrement des recettes et la bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- accélérer les réformes sectorielles et structurelles ;
- garantir un approvisionnement régulier de l'énergie électrique.

NIGER:

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	3,8	4,8	-2,0	0,2	2,4
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	0,1	11,3	4,3	0,9	3,7
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	23,4	22,1	24,0	25,4	25,1
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	31,0	29,8	27,3	27,0	27,0
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	28,7	27,6	27,0	24,1	23,7
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	37,5	39,2	47,7	27,7	27,4
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	29,3	31,9	43,6	24,0	21,9
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-9,5	-14,4	-24,9	-24,2	-23,6
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	11,4	11,6	13,7	13,1	13,7
2- TAUX DE CROISSANCE	3,2	9,6	-0,9	8,0	5,5

2.7. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL

En 2010, l'activité économique a enregistré un regain avec un taux de croissance du PIB réel de 4,2% contre 2,2% en 2009 en rapport avec la bonne tenue des activités dans les secteurs secondaire et tertiaire. Cette reprise s'est déroulée dans un contexte de faible niveau d'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 1,2% contre -1,0% en 2009. En 2011, le taux de croissance s'établirait à 4,5% sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs.

Dans le domaine des finances publiques, la situation a été caractérisée par un recouvrement satisfaisant de recettes budgétaires et une légère progression des dépenses publiques. De ce fait, le solde global s'est amélioré en s'établissant à -4,9% du PIB contre -5,0% en 2009. En 2011, le solde global s'établirait à -5,8% du PIB.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements a été réduit en passant de 6,7% du PIB en 2009 à 5,9% en 2010. En 2011, le déficit s'aggraverait pour représenter 8,4% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une amélioration des avoirs extérieurs nets et une hausse du crédit intérieur. La masse monétaire a augmenté de 13,7% pour se situer 2540,8 milliards à fin décembre 2010.

Au total, six critères de convergence ont été respectés en 2010. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal est le seul critère de premier rang non respecté. Le critère de second rang non respecté est celui relatif au solde courant extérieur. En 2011, il est attendu le respect de ces mêmes critères.

2.7.1. PRODUCTION

En 2010, l'activité économique a été marquée par le redressement de la croissance économique. Le taux de croissance du PIB réel a été de 4,2% contre 2,2% en 2009. Cette accélération est portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.

Dans le secteur primaire, l'activité a progressé de 4,5% contre 10,0% en 2009, grâce principalement au dynamisme des sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche. En effet, le sous-secteur agricole a affiché une hausse de 4,1% contre 15,4% en 2009, à la faveur de la bonne saison des pluies et de la poursuite de la consolidation de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANAIII). La production vivrière a progressé de 3,5%, tirée par la production céréalière. L'activité de la pêche s'est renforcée sous le dynamisme de la pêche artisanale, dont les débarquements se sont inscrits en hausse de 12,2% par rapport à 2009. Quant au sous-secteur de l'élevage, son activité a progressé de 3,7% contre 4,1% en 2009. Cette augmentation est tirée par la production du lait et de l'aviculture.

Au niveau du secteur secondaire, l'activité économique a enregistré une hausse de 2,9% contre 4,8% en 2009. Cette évolution s'explique par la morosité du climat des affaires, en liaison avec le déficit de fourniture d'énergie électrique. La croissance dans ce secteur a été soutenue, notamment, par la bonne performance du sous-

secteur des activités extractives, tirée par la production du phosphate en hausse de 14,8%. Le sous-secteur de la fabrication des produits chimiques a également affiché de bons résultats, en liaison avec le redressement des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) dont la production d'acide phosphorique a augmenté de 10,3%. Concernant le sous-secteur des BTP, il a enregistré une reprise en 2010 avec un taux de croissance de 5,8% contre une baisse de 4,4% en 2009, reflétant l'avancement des travaux d'autoroute à péage et l'AIBD.

Le secteur tertiaire a enregistré une reprise en 2010 avec une croissance de 4,9% contre une hausse de 0,8% en 2009, en liaison principalement avec le regain d'activités des télécommunications, des transports, des services financiers.

Dans le sous-secteur des postes et télécommunications, l'activité s'est revigorée avec une progression de 9,8% contre 2,3%, à la faveur du dynamisme de l'internet et de la téléphonie mobile où le taux de pénétration a dépassé la barre des 50%.

En ce concerne les activités de transports, elles ont connu un regain après une contraction de 6,4% en 2009. Elles ont enregistré une hausse de 11,4% en 2010 à la faveur du dynamisme des transports terrestres et ferroviaires. Par contre, les transports aériens, affectés par la faillite d'Air Sénégal International en 2009, se sont inscrits en baisse, comme en témoigne le recul de 15% du chiffre d'affaires du transport aérien.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 0,6 point, 0,6 point et 3,0 points.

Du côté de la demande, la consommation finale a augmenté de 3,8% contre 3,1% en 2009, en liaison avec la hausse de ses deux composantes. La consommation privée a enregistré une hausse de 4,1% contre 3,2% en 2009, consécutive à la relance de l'activité économique. Quant à la consommation publique, elle a progressé de 2,3% contre 2,6% l'année précédente.

S'agissant de la formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est redressée en 2010 avec un taux de croissance de 5,3% contre une baisse de 7,4% en 2009. En effet, la FBCF privée a progressé de 5,0% en 2010 contre un repli de 12,7% en 2009, sous l'effet de l'apurement d'une partie des dettes de l'Etat vis-à-vis du secteur privé, mais également de l'amélioration de l'environnement des affaires. En ce qui concerne la FBCF publique, elle a aussi progressé de 6,2% en 2010 contre 8,8% en 2009. Au niveau des échanges extérieurs, la demande a été marquée par une hausse en termes réels aussi bien des importations (+4,2% contre +0,6% en 2009) que des exportations (+4% contre +2,9% un an auparavant).

Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs ont été respectivement de 2,9 points, 0,5 point et 0,8 point.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est amélioré en passant de 23,7% en 2009 à 23,9% en 2010. De même, le taux d'épargne intérieure est ressorti en hausse, en passant de 7,2% en 2009 à 7,6%.

En 2011, les prévisions tablent sur un taux de croissance de 4,5% basé sur la poursuite du redressement de l'économie mondiale et de la mise en œuvre des projets retenus dans le Document de Politique Economique et Sociale et ceux du Millenium Challenge Account. La reprise de l'activité au niveau intérieure devrait

également bénéficiaire de l'amélioration de la fourniture d'électricité à travers la mise en œuvre du plan « Takkal ». Globalement, cette croissance serait soutenue par l'ensemble des secteurs de l'économie.

Le secteur primaire enregistrerait un taux de croissance de 3,5% sous l'impulsion principalement du sous-secteur agricole. En effet, en 2011 une hausse de 4,3% est attendue dans le sous-secteur agricole, sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, d'une situation phytosanitaire maîtrisée mais également de la poursuite de la mise en œuvre de la GOANA.

Pour ce qui est du sous-secteur de l'élevage, il progresserait de 3,5% en 2011 contre 3,7% en 2010, en liaison avec le redressement de la production de viande de bétail et du dynamisme des filières laitière et avicole. Cette performance attendue est liée aux mesures du Gouvernement visant l'augmentation de la production locale de volaille, l'amélioration de la santé animale ainsi que le renforcement de la modernisation des systèmes de production.

Le secteur secondaire devrait bénéficier d'une amélioration de l'offre de l'énergie électrique. Ainsi, il devrait croître de 5,1% en 2011 contre 2,9% en 2010, à la faveur des importantes mesures prévues dans le sous-secteur de l'énergie et de la poursuite du dynamisme des sous-secteurs des activités extractives, de fabrication de produits chimiques, de «matériaux de construction», de «construction de matériels de transport» et des BTP. En outre, le secteur devrait bénéficier du redressement des activités de raffinage de pétrole, de «l'égrenage de coton et fabrication de textiles» ainsi que de la fabrication de produits à base de tabac.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, sa valeur ajoutée progresserait de 4,6% en 2011 contre 4,9% en 2010. Cette situation serait attribuable globalement à l'ensemble des sous-secteurs. En effet, au niveau du sous-secteur des «postes et télécommunications», la croissance est attendue à 8,7% en 2011 contre 9,8% en 2010, en rapport avec, notamment la poursuite du dynamisme de la téléphonie mobile et le développement de l'internet. Dans le sous-secteur des transports, la croissance est projetée à 5% en 2011, sous l'effet de la bonne tenue des activités portuaires, mais également du début d'exploitation de la compagnie aérienne Sénégal Airlines.

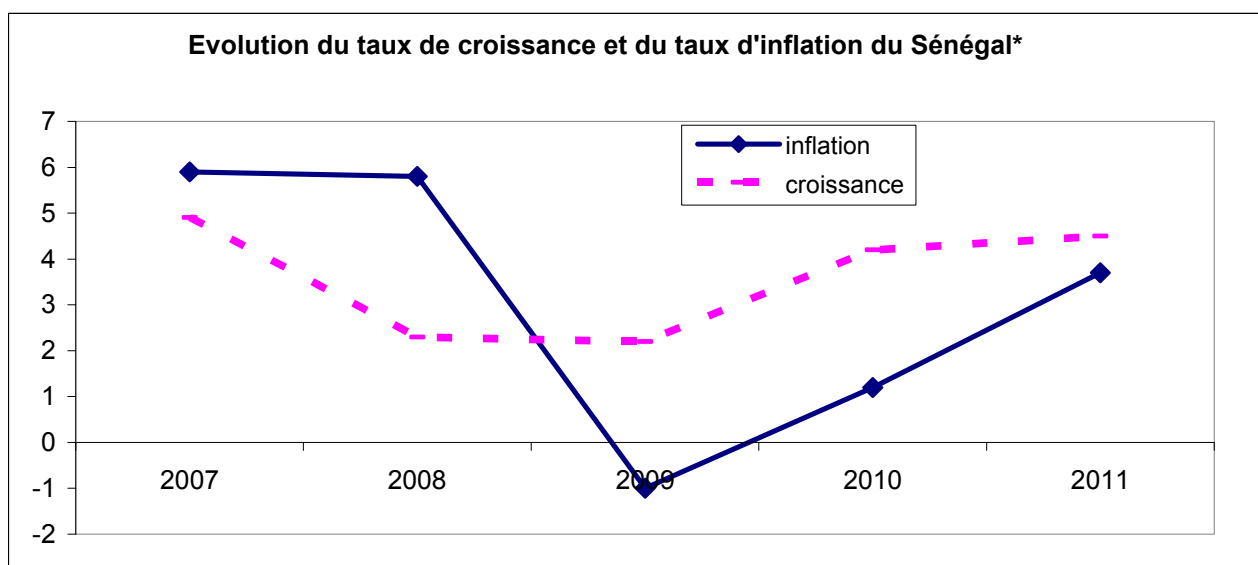
Les contributions à la croissance du PIB seraient de 0,5 point pour le secteur primaire, de 1,0 point pour le secteur secondaire et de 2,9 points pour le secteur tertiaire.

Du côté de la demande en 2011, la consommation finale ressortirait en hausse de 4,1% contre 3,8% en 2010, soutenue aussi bien par sa composante publique que privée, en progression de 3,0% et de 4,3% respectivement. La FBCF augmenterait de 5,6%, reflétant le dynamisme des investissements publics (+6%) et privé (+5,4%).

Cette hausse de l'investissement se justifierait par la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'actions prioritaires de la Stratégie de réduction de la pauvreté.

Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs seraient respectivement de 3,1 points, 0,8 point et 0,6 point.

En terme nominal, le taux d'investissement s'établirait à 24,1% du PIB contre 23,9% en 2010. Quant au taux d'épargne intérieure, il s'établirait à 9,3% en 2011 contre 7,6% en 2010,



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement des quatre premiers mois de 2011

2.7.2. PRIX ET INFLATION

En 2010, les tensions inflationnistes ont été modérées avec un taux d'inflation annuel moyen de 1,2% contre -1,0% en 2009. Cette évolution reflète la hausse enregistrée par les prix des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de (+4%), «logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles » de +2,1% et «transport» de +2,9%. Elle est atténuée par le repli des prix des services de communication (-7,9%), des loisirs et de culture (-3,8%) et des meubles et articles de ménage (-1,2%). Le taux moyen d'inflation sous-jacente a été de -0,5% contre -0,6% en 2009.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de 2011, le niveau général des prix a augmenté de 3,7% contre une baisse de 0,7% dans la même période en 2010. Le niveau des prix des produits de la fonction «Alimentation et boissons non alcoolisées » a progressé de 3,2% contre 4,3% en 2010. Les services liés au logement et au transport ont enregistré des hausses de prix de 2,8% et de 3,3%, respectivement. Si cette tendance se poursuit, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% au maximum ne serait pas respectée en 2011.

2.7.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 2010, la situation des finances publiques a été marquée par une progression de 11,0% des recettes budgétaires, représentant 19,6% du PIB contre 18,6% en 2009. Cette performance est imputable à la fois aux recettes fiscales et non fiscales, à la faveur du redressement de l'activité économique. Les recettes fiscales ont progressé de 10,6% reflétant ainsi la bonne tenue des impôts directs et indirects, des taxes sur biens et services intérieures et des réalisations au cordon douanier. Les impôts directs ont progressé de 19,8% en 2010 contre 4,5% en 2009, à la faveur de la bonne tenue de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.

Au total, la pression fiscale est ressortie à 18,9% en 2010 contre 18,0% en 2009, reflétant l'amélioration de l'efficacité des services de recouvrement de recettes budgétaires et l'élargissement de la base taxable. En ce qui concerne les recettes non fiscales, elles se sont inscrites également en hausse de 24,1% liée, notamment, à l'augmentation des revenus du domaine et des autres recettes non fiscales.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 7,1% pour s'établir à 27,1% du PIB contre 26,7% l'année précédente. Cette évolution est imputable aux dépenses d'investissement. En effet, les dépenses d'investissement ont augmenté de 21,7%, tirées à la fois par les dépenses d'investissement effectuées sur ressources internes et celles sur ressources extérieures. Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont progressé de 18,2% par rapport à 2009 et ont représenté environ 59,1% des dépenses totales d'investissement.

Quant aux dépenses courantes, elles ont baissé de 1,2% pour s'établir à 15,5% du PIB contre 16,6% en 2009 en rapport avec la diminution de 8,9% des dépenses de fonctionnement et des transferts et subventions, traduisant la volonté du Gouvernement de maîtriser l'évolution des dépenses courantes au profit des investissements. Toutefois, la masse salariale et les dépenses au titre des intérêts de la dette publique ont progressé, respectivement, de 7,7% et de 27,7% en 2010. Au total, le déficit budgétaire global hors dons s'est réduit en se situant à 7,5% du PIB contre 8,1% en 2009. Quant au déficit global, il est passé de 5,0% en 2009 à 4,9% en 2010.

Au titre de l'année 2011, les prévisions indiquent une progression des recettes budgétaires de 8,0%, imputable essentiellement aux recettes fiscales qui représenteraient 19,7% du PIB. Cette évolution refléterait un bon niveau de recouvrement des impôts directs et de la TVA intérieure. Elle est consécutive aux réformes visant l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment à travers l'exploitation des nouvelles niches d'impôt, basées sur le foncier urbain et au renforcement de la transparence et des performances de l'administration fiscale.

Quant aux dépenses totales, elles augmenteraient de 9,9%, tirées par la hausse concomitante des dépenses courantes et des dépenses en capital. La hausse des dépenses courantes serait imputable à l'ensemble de ses composantes, tandis que celle des dépenses en capital serait le fait essentiellement de sa composante interne. Au total, le déficit budgétaire global s'établirait à 5,8% du PIB en 2011 contre 4,9% un an plus tôt.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours a été évalué à 2283,2 milliards contre 2084,0 milliards en 2009, soit 35,9% du PIB contre 34,6% du PIB en 2009. Il est composé d'une dette extérieure de 1749,0 milliards, soit 27,5% du PIB. Le service de la dette publique extérieure a représenté respectivement 6,8% et 5,4% des recettes budgétaires et des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.7.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Les transactions extérieures du Sénégal en 2010 se sont soldées par un excédent de 129,4 milliards contre 96,4 milliards en 2009, sous l'effet d'une amélioration simultanée du solde du compte des transactions courantes et de celui du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit courant s'est inscrit en baisse de 28,7 milliards, pour ressortir à 374,3 milliards en 2010 contre un niveau de 403,0 milliards en 2009. Cette évolution du solde courant découle de l'amélioration de toutes ses composantes. Hors dons, le déficit courant est estimé à 6,2% du PIB en 2010 contre 7,5% en 2009.

S'agissant de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, il est passé de 496,8 milliards en 2009 à 503,7 milliards en 2010, sous l'effet principalement de la hausse des mobilisations des ressources sous forme de dons en capital et des tirages sur prêts publics.

Les transactions extérieures du Sénégal en 2011 se solderaient par un excédent de 134,0 milliards, en progression de 4,6 milliards par rapport au niveau estimé en 2010. Cette évolution découlerait d'une consolidation de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, nonobstant le creusement du déficit courant.

Le déficit du compte courant devrait se creuser pour ressortir à 566,3 milliards en 2011, contre un niveau de 374,3 milliards en 2010, en raison essentiellement de la détérioration de la balance des biens et services, atténuée par une hausse des revenus nets et des transferts courants. Hors dons, le déficit courant s'établirait à 8,8% du PIB, en 2011 contre 6,2% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières passerait de 503,7 milliards en 2010 à 700,2 milliards en 2011, du fait essentiellement d'une émission d'obligation à hauteur de 500 millions de dollars sur le marché international et de l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers. Toutefois, cette tendance serait atténuée par la hausse des amortissements publics, couplée à une baisse des transferts de capitaux publics et des entrées nettes de capitaux privés.

2.7.5. SITUATION MONETAIRE

En s'établissant à 987,8 milliards à fin décembre 2010, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires a enregistré une progression de 129,3 milliards par rapport à fin décembre 2009, portée à hauteur de 120,1 milliards par les banques et de 9,1 milliards par la BCEAO.

L'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 240,5 milliards ou 15,0% à fin décembre 2010, pour s'établir à 1.847,3 milliards, en relation, d'une part, avec la dégradation de 85,5 milliards de la position nette débitrice du Gouvernement qui s'est établie à 200,3 milliards à fin décembre 2010, et d'autre part, l'augmentation de 10,4% en un an des crédits à l'économie qui sont ressortis à 1.647 milliards.

Les crédits ordinaires, principale composante des crédits à l'économie dans ce pays, ont augmenté de 149,4 milliards ou 10,0%, et le volume des crédits de campagne a plus que doublé pour s'établir à 10,5 milliards. L'accroissement des crédits ordinaires s'explique principalement par la mise en place de concours bancaires au profit des opérateurs du secteur privé exerçant dans les secteurs des hydrocarbures, de l'agro-industrie, des industries manufacturières, de l'énergie, des télécommunications, de l'immobilier et des services.

La masse monétaire a augmenté de 13,7% en un an, pour se situer à 2.540,8 milliards à fin décembre 2010. Les dépôts en banques et la circulation fiduciaire ont progressé respectivement de 14,4% et de 13,5%.

2.7.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** en 2010 est ressorti à -1,5% du PIB contre -2,2% l'année précédente. Ce résultat s'explique par une amélioration du recouvrement des recettes budgétaires et une meilleure maîtrise des dépenses courantes. Il est projeté à -2,5% en 2011 ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est établi à 1,2% contre -1,0% en 2009. Le taux moyen d'inflation sous-jacente a été de -0,5% contre -0,6% en 2009. Si la tendance observée sur les quatre premiers mois se poursuit, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% au maximum ne serait pas respectée en 2011 ;
- **Le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal** a représenté 35,9% du PIB contre 34,6% en 2009. En 2011, le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal représenterait 38,4% du PIB ;
- **Les arriérés de paiement :**
 - la **non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010 et le serait en 2011 ;

- la **non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010 et le serait en 2011.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** s'est établi à 32,7% contre 33,6% un an plus tôt, reflétant un effort de maîtrise de la masse salariale. En 2011, ce ratio s'établirait à 32,2%. Cette situation s'explique principalement par les efforts de recouvrement des recettes ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est situé à 36,4% contre 34,0% en 2009. Cette amélioration est expliquée par la poursuite des travaux d'infrastructures. En 2011, ce critère s'établirait à 40,0% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** s'est établi à -6,2% contre -7,5% en 2009. Cette situation est imputable à une amélioration de la balance commerciale suite à la diminution des importations. Il serait de -8,4% en 2011 ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est situé à 18,9% en 2010 contre 18,0% en 2009 reflétant ainsi l'évolution favorable des recettes fiscales. Il s'établirait à 19,0% en 2011.

Au total, six critères de convergence ont été respectés en 2010. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal a été le seul critère de premier rang non respecté. Le critère de second rang non respecté est celui relatif au solde extérieur courant.

2.7.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2010, l'activité économique a été marquée par une accélération de la croissance, en rapport avec le redressement de l'économie mondiale et les performances des secteurs primaire et tertiaire au niveau interne. La situation des finances publiques a été favorable avec une hausse des recettes fiscales de 10,6% et une progression des dépenses totales et prêts nets de 7,1%, induisant une réduction du déficit global qui est passé de 4,9% en 2009 à 4,5% en 2010.

En 2011, l'activité économique poursuivrait son redressement entamé en 2010, avec un taux de croissance de 4,5% du PIB réel, sous l'effet du dynamisme de l'ensemble des secteurs. Toutefois, cette perspective optimiste reste menacée par les difficultés du secteur de l'énergie électrique, caractérisé par l'accroissement rapide de la demande et une lenteur dans la mise en œuvre des réformes. Dans ce contexte, les Autorités sont invitées à poursuivre les efforts visant à assainir les finances publiques et à promouvoir une croissance forte et durable. En conséquence, elles devraient :

- prendre les mesures nécessaires pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires ;

- approfondir la réforme du secteur énergétique à travers des investissements massifs dans la production et la distribution ;
- améliorer la gouvernance et l'efficacité du secteur énergétique ;
- maîtriser les dépenses courantes en vue d'améliorer le profil des critères de convergence, notamment le critère clé.

SENEGAL:

ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- <u>INDICATEURS DE CONVERGENCE</u>					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	-0,1	-0,3	-2,0	-1,5	-2,5
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	5,9	5,8	-1,0	1,2	3,7
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	23,8	24,1	32,6	35,9	38,4
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	31,6	32,0	33,6	32,7	32,0
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	30,4	31,1	32,3	32,2	31,5
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	34,8	28,9	34,0	36,4	40,0
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	28,0	22,5	27,4	32,0	35,6
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-12,6	-14,8	-7,5	-6,2	-8,8
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	19,3	18,3	18,0	18,9	19,0
2- <u>TAUX DE CROISSANCE</u>	4,9	3,2	2,2	4,2	4,5

2.8. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO

En 2010, le taux de croissance du PIB réel a été de 3,7% contre 3,4% en 2009. L'activité économique a été soutenue par tous les secteurs, dans un contexte de maîtrise de l'inflation consécutive à une bonne campagne agricole. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 1,4% contre 1,9% en 2009. En 2011, le taux de croissance s'établirait à 3,9% impulsé par les secteurs primaire et tertiaire.

Au niveau des finances publiques, les principaux soldes budgétaires se sont améliorés suite à la progression des recettes budgétaires. Le solde global rapporté au PIB nominal s'est établi à 0,3% contre -0,6% en 2009. En 2011, il serait à -4,3%.

Du côté des comptes extérieurs, le déficit du compte courant, rapporté au PIB a été de 6,1% contre 5,6% en 2009 en raison principalement de la dégradation des balances des biens, des services et des revenus, atténuée par l'amélioration des transferts courants. En 2011, il ressortirait à -7,4%

La situation monétaire a été caractérisée à fin 2010 par une progression des avoirs extérieurs nets et une hausse du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 16,3% pour ressortir à 717,0 milliards.

En matière de convergence, tous les critères de premier rang à l'exception de celui relatif à l'accumulation d'arriérés ont été respectés en 2010. Au titre des critères de second rang, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales a été respecté.

2.8.1. PRODUCTION

Le taux de croissance du PIB réel en 2010 a été de 3,7%. La croissance a été essentiellement tirée par le secteur tertiaire.

Le taux de croissance du secteur primaire a été de 2,4% contre 8,3% en 2009. Cette décélération du rythme de la croissance s'explique par un déficit pluviométrique au moment de l'épiaison des céréales dans la région maritime et la région des plateaux. Globalement, la production des cultures vivrières a progressé de 0,4% contre 11,6% en 2009 et s'est établie à 4 207,5 milliers de tonnes. Toutes les cultures vivrières ont enregistré des augmentations en 2010 à l'exception du maïs et du riz paddy. Les plus forts taux de croissance ont été obtenus par les productions du haricot, de l'arachide, du mil et du sorgho.

La valeur ajoutée des cultures de rente a progressé de 20,9% contre 2,6% en 2009 grâce au coton qui a connu une importante hausse de 68,5%. Cette évolution s'explique par la baisse des prix des intrants, consécutive à la subvention des pouvoirs publics et par le regain de confiance des producteurs. Quant aux cultures de café et de cacao, elles ont baissé de 1,4% et 4,3%, respectivement.

Le secteur secondaire a progressé de 6,7% contre 0,5% en 2009. La normalisation de la fourniture d'électricité explique cette évolution essentiellement imputable à une

amélioration de la production au niveau des industries extractives, manufacturières et des BTP qui ont crû de 3,4%, 6,0%, et 7,8%, respectivement.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a été en hausse de 4,6% contre 1,6% en 2009. Cet accroissement est impulsé par le dynamisme des activités des branches « commerce », « banques, assurances » et « transport, entrepôts et communications » et « autres services marchands » qui ont progressé de 8,9%, 6,1%, 1,6% et 1,9% respectivement. Ces performances des services ont été favorisées aussi par la progression des crédits à l'économie.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 0,9 point, 1,3 point et 1,5 point.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la consommation finale et l'investissement. La consommation finale a progressé de 4,3% contre 5,6% en 2009, sous l'influence de la consommation privée en hausse de 5,3%. La consommation publique a connu une nouvelle baisse de 2,3% après celle de 2009. La FBCF a augmenté de 14,5% sous l'impulsion de sa composante publique en accroissement de 34,6% suite aux investissements dans les infrastructures. Au titre échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont crû de 7,7% avec la reprise progressive du coton et des phosphates. Les importations ont progressé de 10,1% en rapport avec l'achat des intrants agricoles et des biens d'équipement pour les investissements.

Les contributions à la croissance du PIB de la consommation, des investissements et des échanges extérieurs ont été de 4,5 points, 3,0 points et -3,8 points, respectivement.

En terme nominal, le taux d'investissement est passé de 18,7% en 2009 à 18,8% en 2010.

En 2011, le taux de croissance de l'économie serait de 3,9%, à la faveur de la consolidation des acquis des secteurs primaire et tertiaire.

Le secteur primaire progresserait de 3,7%. La valeur ajoutée des cultures vivrières croîtrait de 2,0% contre 0,4% en 2010 et celle des cultures de rente serait en hausse de 22,2% contre 20,9% en 2010, impulsée par le coton et le café. Cette augmentation de la valeur ajoutée des cultures de rente se justifierait par la forte progression du coton de 70,2% en rapport avec le retour progressif de la confiance des producteurs et l'évolution favorable du prix du coton sur le marché international. La branche « élevage » soutiendrait aussi le secteur avec une croissance de 6,7%.

La valeur ajoutée du secteur secondaire augmenterait de 4,8% contre 6,7% en 2010. Cette évolution résulterait du dynamisme de la croissance des industries extractives, manufacturières et des BTP qui progresseraient respectivement de 4,8%, 5,9% et 4,8%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire augmenterait de 4,0% contre une progression de 4,6% en 2010. Les productions des branches «Transport, Entrepôts et Communications », « Banques, Assurances » et « autres services marchands »

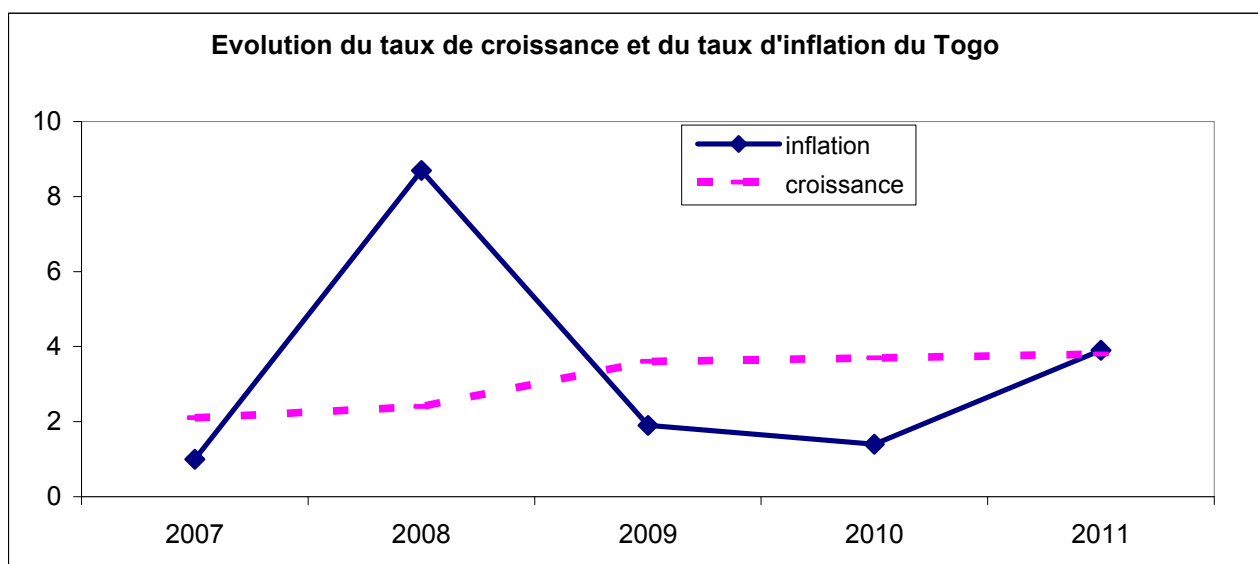
seraient en hausse respectivement de 4,7%, 3,8% et 9,0%. Par contre la branche « Commerce » enregistrerait une baisse de 0,4%.

Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient respectivement de 1,4 point, 0,8 point et 1,7 point.

Au niveau de la demande, la croissance serait portée par les investissements en rapport avec la baisse de consommation finale de 1,2%. La FBCF progresserait de 42,4%, en rapport avec la hausse de 86,2% de l'investissement public dans le cadre de la poursuite des grands travaux d'infrastructures. Les échanges extérieurs nets se caractériseraient par une progression nette de 16,1%.

Les contributions à la croissance de la consommation, des investissements et des échanges extérieurs seraient respectivement de -1,3 point, 10,2 points et -5 points.

En terme nominal, le taux d'investissement s'établirait à 19,1%.



* Le taux d'inflation pour 2011 est le glissement des quatre premiers mois de 2011

2.8.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen en 2010 s'est établi à 1,4 % contre 1,9 % en 2009. Le prix des produits alimentaires a baissé en moyenne de 0,4% par rapport à 2009. Toutefois, le niveau des prix des services des transports a augmenté de 6,2 % en rapport avec les ajustements à la hausse du prix des carburants et des combustibles solides, intervenus en juin et juillet 2010. Le taux d'inflation sous jacente a été de 1,5% en 2010 contre 2,2% en 2009.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de 2011, le taux d'inflation s'est établi à 3,9% contre 2,1% pour la même période en 2010. Les niveaux des prix de toutes les composantes des types de consommation ont progressé par rapport à la même période en 2010. Les principales hausses concernent les services des

transports (10,4%), les services des communications (7,7%), des restaurants (5,9%) et des logements (5,9%).

2.8.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

La situation des finances publiques s'est améliorée en 2010 en rapport avec la bonne progression des recettes. En effet, les recettes budgétaires totales ont crû de 17,6% pour représenter 18,8% du PIB nominal sous l'influence des recettes fiscales. Les recettes fiscales ont augmenté de 7,7% pour s'établir à 15,6% du PIB contre 15,3% en 2009. Cette évolution est impulsée par la TVA et les impôts sur le commerce extérieur en relation avec la poursuite de la mise en œuvre des réformes entamées en 2009 par les régions financières.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont été en hausse de 115,2% pour représenter 3,0% du PIB contre 1,6% en 2009 grâce au renouvellement des licences des opérateurs des GSM. Les dons ont baissé de 4,0% pour représenter 3,6% du PIB contre 4,3% en 2009.

Les dépenses totales et prêts nets ont connu une hausse de 8,6% pour représenter 22,4% du PIB contre 21,9% en 2009. Les dépenses courantes ont reculé de 1,4% du fait essentiellement de la baisse de la masse salariale de 12,4%, suite aux départs à la retraite des fonctionnaires de l'Etat. Il convient également de noter la maîtrise des autres dépenses courantes.

Les dépenses en capital ont crû de 34,1% pour atteindre 7,8% du PIB contre 6,2% en 2009. Elles ont été financées à hauteur de 39% sur des ressources internes.

Au total, le solde global hors dons et le solde global rapportés au PIB nominal ont été respectivement de -3,6% et 0,3% en 2010, contre -4,9% et -0,6% en 2009.

En 2011, la situation des finances publiques se dégraderait en rapport avec la forte progression des dépenses.

Les recettes budgétaires progresseraient de 7,9% sous l'impulsion des recettes fiscales pour atteindre 19,3% du PIB. Les recettes fiscales seraient en hausse de 9,1% en rapport avec la poursuite de la mise en œuvre des réformes fiscales en cours et atteindraient 16,2% du PIB. Les recettes non fiscales enregistreraient une augmentation de 1,6% soit, 3,1% du PIB. Les dons croîtraient de 43,0% pour représenter 5,4% du PIB contre 3,9% en 2010.

Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient de 35,7% pour représenter 29,0% du PIB contre 22,4% en 2010. Cette évolution serait portée par l'accroissement des dépenses en capital en hausse de 86,2% pour atteindre 14,0% du PIB contre 7,5% en 2010. Elles seraient financées à 64,0% sur ressources extérieures.

Quant aux dépenses courantes, elles croîtraient de 8,6% pour s'établir à 15,3% du PIB contre 14,9% en 2010.

Au total, le solde global hors dons et le solde global ressortiraient à -9,7% et -4,3% du PIB, respectivement.

Au titre de la dette publique, le Togo a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en décembre 2010. Cela permettrait de bénéficier de l'annulation du stock de la dette extérieure dans le cadre de l'initiative PPTE et de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale à terme pour un montant de 1,8 milliard de dollars US. Ainsi, l'encours de la dette publique totale est passé de 1.261,7 milliards à fin décembre 2009 à 988,5 milliards à fin décembre 2010 enregistrant une baisse de 21,7%. Le taux d'endettement est ramené à 62,6% en 2010 contre 84,5% en 2009. En 2011, ce taux d'endettement passerait à 38,8%.

2.8.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 18,0 milliards en 2010 contre 5,0 milliards un an plus tôt, à la suite d'une amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières, atténuée par la détérioration du compte courant.

Le déficit courant s'est situé à 94,8 milliards, en hausse de 11,4 milliards par rapport à l'année 2009. Cette évolution est imputable à la dégradation de la balance des biens et services, ainsi que le solde des revenus, atténuée par l'amélioration des transferts courants. L'évolution de la balance commerciale résulte pour l'essentiel de l'accroissement des importations des produits pétroliers, ainsi que celles des biens d'équipements et intermédiaires. Quant à la détérioration des services nets, elle découle de l'alourdissement de la facture du fret, sous l'effet conjugué de la hausse du volume des importations et des cours des produits pétroliers. L'amélioration des transferts courants résulte essentiellement de la hausse des envois de fonds des travailleurs migrants.

Le déficit du compte courant, hors dons, rapporté au PIB est ressorti à 7,5% contre 7,1% en 2009.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est estimé à 112,4 milliards en 2010 contre un niveau de 85,9 milliards un an plus tôt, du fait essentiellement des hausses des flux nets d'investissements directs et de portefeuille.

Le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 31,6 milliards en 2011, en progression de 13,6 milliards par rapport à l'année précédente, sous l'effet d'une amélioration du solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières, nonobstant un creusement du déficit courant.

Le déficit courant ressortirait à 121,8 milliards, en hausse par rapport aux estimations de 2010 qui le situait à 94,8 milliards. Cette évolution est imputable à la dégradation de la balance des biens et des services, en ligne avec la hausse des importations, qui a en même temps alourdi la facture du fret. Toutefois, cette tendance serait atténuée par une amélioration des transferts courants en faveur du secteur privé.

Le déficit du compte courant, hors dons, rapporté au PIB devrait se situer à 8,8% contre 7,5% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est prévu à 153,4 milliards en 2011 contre un niveau de 112,7 milliards un an plus tôt, en liaison notamment avec l'accroissement des autres tirages publics et la baisse des

amortissements dûs au titre de la dette extérieure publique. L'amélioration de cet excédent serait également influencée par la hausse des flux entrants d'investissements de portefeuille et d'investissements directs étrangers, en raison de l'octroi d'une nouvelle licence de téléphonie mobile.

2.8.5. SITUATION MONETAIRE

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est améliorée de 18,2 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Elle s'est établie à 259,5 milliards à fin décembre 2010, sous l'effet de la hausse de 31,7 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO conjuguée au repli de 13,5 milliards de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est élevé à 497,5 milliards à fin décembre 2010, en hausse de 90,3 milliards ou 22,2% par rapport à fin décembre 2009. Cette situation est imputable à l'aggravation de 26,5 milliards de la position nette débitrice du Gouvernement qui est ressortie à 138,8 milliards à fin décembre 2010. Elle porte également la marque de la progression de 63,7 milliards de l'encours des crédits à l'économie, établi à 358,8 milliards à fin décembre 2010, en liaison essentiellement avec la hausse des crédits ordinaires accordés à des sociétés opérant dans le secteur de la distribution de produits pétroliers, et de l'industrie chimique liée au phosphate.

La masse monétaire s'est accrue de 16,3% en un an en s'établissant à 717,0 milliards à fin décembre 2010, en liaison avec l'accroissement de 12,0% des dépôts en banques et la progression de 30,7% de la circulation fiduciaire.

2.8.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** est passé de 0,2% en 2009 à 3,2% en 2010 du fait de l'accroissement des recettes budgétaires et de la maîtrise des dépenses de base. En 2011, ce ratio serait de 0,5% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est établi à 1,4 % contre 1,9 % en 2009. Le taux d'inflation sous jacente a été de 1,5% en 2010 contre 2,2% en 2009. Pour 2011, la tendance au terme des quatre premiers mois laisse présager un taux d'inflation à 3,9% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** est passé de 84,5% en 2009 à 62,6% en 2010. Le pays a obtenu les avantages de l'Initiative PPTTE et de l'IADM avec le traitement de l'encours. En 2011, ce taux serait de 38,8% après la signature des accords bilatéraux de rééchelonnement et d'annulation de la dette extérieure ;
- **Les arriérés de paiement :**
 - **la non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante:** ce critère n'a pas été respecté en

2010. Le montant accumulé est estimé à 17,4 milliards. En 2011, ce critère pourrait être respecté ;

- **la non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2010. En 2011, ce critère serait encore respecté.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** est ressorti à 33,5% contre 41,2% en 2009. En 2011, il serait de 34,9% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources intérieures rapportées aux recettes fiscales** s'est établi à 18,7% en 2010 contre 16,5% en 2009 et traduit les efforts déployés par le gouvernement en matière d'investissements publics. En 2011, il serait de 31,1% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** s'est situé à -7,5% contre -7,1% en 2009. En 2011, il serait de -8,8% ;
- **Le taux de pression fiscale** a atteint 15,6% contre 15,3% en 2009. En 2011, ce taux passerait à 16,2% en relation avec les résultats attendus des réformes mises en œuvre.

L'état de convergence de l'économie togolaise en 2010, montre que trois critères de premier rang et un critère de second rang ont été respectés. Les critères relatifs au solde budgétaire de base, au taux d'inflation et au taux d'endettement sont ceux respectés au titre de premier rang. Le seul de second rang respecté, est celui relatif à la masse salariale.

2.8.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'activité économique en 2010 a enregistré un regain avec la mise en œuvre en 2008, d'un programme économique et financier appuyé par les ressources de la Facilité Elargie de Crédit du FMI. Les réformes mises en œuvre ont permis en 2010 d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE, point culminant pour un traitement de fond de la dette extérieure. Il ouvre aussi la voie à de nouveaux financements au pays.

L'analyse de la situation financière de 2010, montre les efforts en matière de recouvrement de recettes budgétaires et de bonnes perspectives à moyen terme pour assurer en matière de dépenses publiques, celles axées sur les dépenses d'investissement.

Pour assurer les conditions de convergence et préserver durablement les acquis, il conviendrait d'inviter les autorités togolaises à prendre les mesures suivantes :

- prendre les mesures nécessaires pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires ;
- encourager la diversification de la production agricole ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes visant à élargir l'assiette et améliorer les recouvrements ;
- maîtriser les dépenses courantes pour assurer les conditions de respect des critères de convergence.

TOGO:					
ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011
1- INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	0,1	0,3	0,2	3,2	0,5
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	1,0	8,7	1,9	1,4	3,9
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	96,2	80,4	84,5	62,6	38,8
Arriérés de paiement :	9,5	0,8	28,9	17,4	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,7	0,0	26,6	17,4	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	8,8	0,8	2,3	0,0	0,0
Second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	32,8	33,3	41,2	33,5	34,9
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	31,2	31,9	37,7	29,9	32,6
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	7,1	12,9	16,5	18,7	31,1
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	6,8	12,4	15,1	16,7	29,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-9,9	-8,3	-7,1	-7,5	-8,8
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	16,1	14,9	15,3	15,6	16,2
2- TAUX DE CROISSANCE	2,1	2,4	3,4	3,7	3,9

3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION

En 2010, l'activité économique s'est redressée avec un taux de croissance de 4,5% contre 2,8% en 2009, du fait principalement de la production agricole, de l'exploitation minière et de la bonne tenue des BTP. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de faible inflation, en rapport principalement avec la hausse modérée des prix des produits alimentaires. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 1,4% contre 1,1% en 2009. Pour l'année 2011, il est attendu un taux de croissance de 1,4% pour une prévision initiale de 4,6%.

En 2010, la situation des finances publiques a été marquée par une aggravation des principaux déficits budgétaires. Le déficit global s'est aggravé pour représenter 2,9% du PIB contre 2,4% en 2009. En 2011, ce déficit global ressortirait à 4,9% du PIB.

Les comptes extérieurs se sont caractérisés par une aggravation du déficit du solde courant qui a représenté 4,1% du PIB contre 3,7% en 2009. L'aggravation du déficit courant par rapport à 2009 est due à la progression des importations. En 2011, le déficit ressortirait à 5,2% du PIB

La situation monétaire a été caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 15,4%, pour s'établir à 12 293,4 milliards au 31 décembre 2010.

L'amélioration de la situation économique s'est traduite par des résultats relativement satisfaisants en matière de convergence. Trois Etats membres, le Bénin, le Mali et le Niger ont respecté les quatre critères de premier rang. Parmi les autres Etats membres, deux ont respecté le critère clé.

3.1 PRODUCTION

En 2010, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 4,4% contre 2,8% en 2009, en relation principalement avec les bonnes performances de la production vivrière, de la vigueur de la production minière et de la poursuite de l'essor des BTP. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont enregistré les meilleures performances, en dépit des effets des perturbations climatiques. **Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : Bénin (2,6%), Burkina (7,9%), Côte d'Ivoire (2,4%), Guinée-Bissau (3,5%), Mali (5,8%), Niger (8,0%), Sénégal (4,2%) et Togo (3,7%).**

Pour l'année 2011, les perspectives indiquent un taux de croissance de 1,4% avec principalement la normalisation attendue de la situation sociopolitique dans tous les Etats membres. **Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Bénin (3,8%), Burkina Faso (5,2%), Côte d'Ivoire (-6,3%), Guinée-Bissau (4,3%), Mali (5,3%), Niger (5,5%), Sénégal (4,5%) et Togo (3,9%).**

3.2 PRIX ET INFLATION

En 2010, l'activité s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 1,4% contre 1,1% en 2009. La hausse des prix s'est légèrement accentuée au niveau des fonctions « alimentation et boissons non alcoolisées » (3,8% contre 2,3% en 2009), « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (1,4% contre 0,6%) et « transport » (+2,1% contre -1,3% en 2009). Au niveau des transports, les prix ont augmenté de 2,1% en 2010, en rapport avec la remontée des cours sur les marchés internationaux contre un recul de 2,2% en 2009.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Bénin (2,1%), Burkina Faso (-0,7%), Côte d'Ivoire (1,8%), Guinée-Bissau (2,2%), Mali (1,2%), Niger (0,9%), Sénégal (1,2%) et Togo (1,4%).

Quant au taux d'inflation sous-jacente, il est passé de 1,1% en 2009 à 0,3% en 2010. **Par pays, le taux d'inflation sous-jacente se présente comme suit : Bénin (0,5%), Burkina Faso (-1,1%), Côte d'Ivoire (0,8%), Guinée-Bissau (2,8%), Mali (1,5%), Niger (-0,5%), Sénégal (-0,5%) et Togo (1,5%).**

En glissement annuel, le taux d'inflation annuel est ressorti à 3,9% au cours du premier trimestre 2011 contre -0,2% pour la même période en 2010. Cette accélération de l'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et des transports. L'accroissement des prix des produits alimentaires est lié à la hausse des cours des produits alimentaires importés. Quant à la progression des prix des transports, il est lié à la hausse des prix des produits pétroliers sur le marché international. Si cette tendance se poursuit, la hausse de l'inflation au sein de l'Union pourrait dépasser 3% en 2011.

3.3 FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 2010, la situation des finances publiques a été caractérisée par une amélioration des principaux déficits budgétaires. Les recettes budgétaires ont progressé de 10,0% pour représenter 18,0% du PIB contre 17,4% en 2009. La progression est liée aux recettes fiscales qui ont augmenté de 8,7%, induisant un taux de pression fiscale de 16,0% contre 15,6% en 2009. La progression est liée à la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale et le début de la mise en œuvre du programme de transition fiscale.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Bénin (16,2%), Burkina Faso (13,0%), Côte d'Ivoire (17,0%), Guinée-Bissau (7,9%), Mali (14,7%), Niger (13,1%), Sénégal (18,9%) et Togo (15,6%).

Les recettes non fiscales ont augmenté de 24,6% pour représenter 1,8% du PIB contre 1,5% en 2009. Cette évolution est principalement liée à la perception par le

Burkina Faso, des licences d'exploitation de la téléphonie mobile. Les dons se sont inscrits en baisse de 30,8% pour représenter 2,5% du PIB contre 3,8% en 2009.

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 5,0% pour représenter 23,3% du PIB contre 23,6% en 2009. Cette progression a été portée essentiellement par les dépenses courantes qui ont augmenté de 5,8%. L'évolution des dépenses courantes est imputable à la hausse de la masse salariale liée aux recrutements effectués et au paiement d'indemnités aux fonctionnaires dans plusieurs Etats membres. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont baissé de 0,5%, expliqué par la contraction de la composante financée sur ressources externes.

Au total, le déficit global hors dons s'est réduit pour représenter 5,3% contre 6,2% du PIB en 2009 et le déficit global s'est aggravé pour se situer à 2,9% contre 2,4% en 2009.

La situation des finances publiques a été également caractérisée par des tensions de trésorerie dans certains Etats membres qui ont conduit à des accumulations d'arriérés de paiement, notamment en Côte d'Ivoire et au Togo. Le montant total des arriérés accumulés en 2010 par ces deux Etats s'élève à 276,5 milliards dont 261,0 milliards au titre des arriérés extérieurs.

En 2011, il est attendu une évolution contrastée des principaux déficits budgétaires. Les recettes budgétaires enregistreraient une baisse de 7,2% pour représenter 17,1% du PIB. Cette évolution serait en liaison, notamment, avec l'impact de la crise en Côte d'Ivoire. Dans les autres Etats, la progression des recettes serait fondée sur la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale et la poursuite de la mise en œuvre du programme de transition fiscale. Il en résulterait un taux de pression fiscale de 15,3%.

Les dépenses totales et prêts nets s'accroîtraient de 4,7% pour représenter 25,0% du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée par les deux composantes de la dépense. Les dépenses courantes progresseraient de 3,2%, sous l'effet de l'accroissement attendu de la masse salariale de 2,9% et des paiements des intérêts de la dette publique. L'évolution des dépenses courantes résulterait notamment de leur progression au Bénin, au Burkina Faso, au Niger et au Togo. Quant aux dépenses en capital, elles s'accroîtraient de 17,6%. Au total, le déficit global hors dons s'aggraverait pour représenter 7,9% du PIB et le déficit global ressortirait à 4,9% du PIB.

Pour 2011, aucune accumulation d'arriérés de paiement n'est prévue. Toute fois, au regard du montant élevé du gap de financement en Côte d'Ivoire, il est probable que cet accumule de nouveaux arriérés.

A fin 2010, l'encours de la dette publique a représenté 44,7% du PIB contre 43,4% à fin décembre 2009. En 2011, le ratio est prévu à 44,8% en rapport surtout avec le traitement de fond de la dette des pays qui ont atteint le point d'achèvement.

3.4 COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

L'analyse des comptes extérieurs en 2010 fait ressortir un profil globalement moins favorable qu'en 2009, nonobstant le contexte de sortie de crise financière et économique mondiale. En effet, l'excédent du solde global des échanges extérieurs a connu une baisse significative, du fait notamment d'une progression des importations des biens et services, ainsi que du recul des aides budgétaires. Toutefois, cette tendance a été atténuée par un accroissement des exportations et des revenus, ainsi qu'une amélioration du compte de capital et d'opérations financières.

Le solde global excédentaire de la balance des paiements s'est établi à 317,8 milliards, en recul de 222,1 milliards par rapport à 2009. Cette moindre performance résulte d'une dégradation des transactions courantes, dont les effets ont été compensés par l'augmentation des flux de financement extérieur.

Le déficit des transactions courantes est ressorti à 1 375,8 milliards en 2010, contre une réalisation de 1 159,6 milliards en 2009. La hausse du déficit courant par rapport à 2009 découle de la progression des importations de 4,0%, favorisé par la baisse des prix internationaux des marchandises, en rapport avec les effets de la crise financière. L'augmentation des achats à l'extérieur est, pour l'essentiel, imputable à l'alourdissement de la facture pétrolière et alimentaire, conjugué à l'accroissement des acquisitions des biens d'équipement et intermédiaires dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Le déficit des services s'est inscrit en hausse, sous l'impulsion du fret et des autres services aux entreprises. Pour leur part, les entrées nettes au titre des transferts courants se sont repliées de 4,4%, du fait du recul des appuis budgétaires à 393,8 milliards en 2010, contre 611,1 milliards une année plus tôt. Cette baisse traduit davantage un retour au niveau traditionnel des aides reçues par l'Union par rapport à celui exceptionnellement élevé atteint en 2009, en relation avec les dons accordés à la Côte d'Ivoire dans le cadre du processus de sortie de crise. Toutefois, le recul des transferts courants publics a été atténué par l'accroissement des soutiens reçus par le Niger dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire. Les flux nets créditeurs de transferts courants privés se sont également améliorés.

L'impact de l'augmentation des importations sur le déficit courant a été atténué par la hausse de 4,5% des exportations de biens et des revenus. L'évolution des ventes à l'extérieur résulte notamment de celle des produits pétroliers, de l'or, du coton et de l'uranium.

Hors dons, le déficit du compte courant est ressorti à 5,1% du PIB en 2010 contre 5,4% en 2009.

Le déficit du compte courant a été financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui s'est situé à 1 973,0 milliards, après un niveau de 1 805,8 milliards en 2009. La hausse de l'excédent affiche est essentiellement imputable à l'amélioration des autres flux nets de capitaux privés.

Les investissements directs étrangers (IDE) se sont inscrits en baisse, ressortant à 971,4 milliards (2,9% du PIB), après le niveau de 1 106,5 milliards en 2009. Cette évolution est liée notamment à la chute des entrées au Mali, qui traduit un retour à la normale après l'opération de privatisation de la SOTELMA intervenue en 2009. Les effets de cette baisse ont, cependant, été atténués par la poursuite des investissements dans les secteurs minier et pétrolier au Niger.

Les perspectives d'évolution des échanges extérieurs font état d'une poursuite de la dégradation du compte courant en 2011, toutefois compensée par un afflux de financements extérieurs.

Globalement, les échanges extérieurs se solderaient par un excédent de 244,0 milliards, en baisse de 73,8 milliards par rapport à 2010, sous l'effet d'une détérioration du solde des transactions courantes, atténuée par une amélioration de celui du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant devrait s'aggraver pour ressortir à 1 916,9 milliards, en ligne avec l'accroissement du déficit de la balance des biens, services et des revenus, les transferts courants étant attendus en légère hausse. La détérioration de la balance commerciale résulterait d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations. Le dynamisme des importations serait en rapport avec la poursuite de la tendance haussière des cours des matières premières importées, ainsi que l'accroissement des achats de biens d'équipement et intermédiaires dans le cadre de la réalisation des investissements miniers.

Les exportations de biens, pour leur part, devraient être bien orientées sous l'impulsion des produits pétroliers, du coton, ainsi que de l'or, en liaison avec l'évolution favorable des prix et de la production. En effet, les ventes à l'extérieur se consolideraient de 10,7%, en relation essentiellement avec la bonne tenue des ventes des principales matières premières (pétrole, or, coton et uranium notamment).

S'agissant des services, leur dégradation serait en liaison avec la hausse du fret des marchandises et l'augmentation de la consommation de divers services spécialisés par les entreprises des secteurs minier, pétrolier et celui des télécommunications. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, ressortirait à 4,7% contre 5,1% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se situerait à 2 160,9 milliards, après un niveau de 1 973,0 milliards en 2010, soit une hausse de 7,1%. Cette amélioration résulterait principalement de l'accroissement de la mobilisation des appuis extérieurs dans le sillage de la normalisation des relations entre certains Etats membres de l'Union et la communauté financière internationale. Quant aux investissements directs étrangers, ils s'inscriraient en baisse de l'ordre de 10%, pour s'établir à 876,4 milliards (2,4% du PIB), après le niveau de 971,4 milliards (2,9% du PIB) en 2010.

3.5 SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une hausse de 317,8 milliards d'une année à l'autre pour s'établir à 5 614,9 milliards à fin décembre 2010. L'encours du crédit intérieur est ressorti en hausse de 1 482,7 milliards ou 20,4%, pour s'établir à 8 734,5 milliards à fin décembre 2010, sous l'effet conjugué de l'accroissement des crédits octroyés au secteur privé et de la dégradation de la Position nette des gouvernements vis-à-vis du système bancaire.

L'encours des crédits à l'économie a progressé à fin décembre 2010 de 642,1 milliards ou 10,5%, par rapport au niveau atteint à fin décembre 2009. Il s'est établi à 6 757,9 milliards à fin décembre 2010. Cette hausse est imputable essentiellement aux crédits ordinaires qui se sont accrus de 631,2 milliards et aux crédits de campagne qui ont enregistré une hausse de 10,9 milliards d'une année à l'autre. La hausse des crédits ordinaires résulte principalement des concours octroyés à des entreprises des secteurs de l'énergie, de l'agro-industrie, des télécommunications, des mines et du commerce.

La position nette débitrice des Gouvernements, en s'établissant à 1 976,6 milliards à fin décembre 2010, a affiché une dégradation de 840,6 milliards par rapport à son niveau atteint à fin décembre 2009. Cette situation est liée à la hausse de 830,0 milliards des emprunts des Etats auprès des banques et à l'accroissement de 84,8 milliards de leurs tirages sur le FMI et dont l'impact n'a été que faiblement compensé par la hausse de 31,4 milliards des créances de l'Etat sur les institutions monétaires.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 15,4%, pour s'établir à 12 293,4 milliards au 31 décembre 2010. Cet accroissement de la liquidité globale est porté par la hausse de 1 235,4 milliards ou 16,7% des dépôts en banque et de 426,2 milliards ou 13,7% de la circulation fiduciaire.

3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de convergence en 2010 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- **Ratio solde budgétaire de base sur le PIB nominal supérieur ou égal à 0**

Six Etats membres, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Togo ont respecté ce critère avec des excédents de 2,0%, 0,2%, 1,4%, 3,4%, 0,2% et 3,2%, respectivement. Pour les autres Etats membres, le déficit est compris entre 0,6% pour le Burkina Faso et 1,5% pour le Sénégal.

Le non respect du critère par les autres Etats membres s'explique par la faiblesse de la pression fiscale et la hausse des dépenses courantes, en particulier les salaires et les dépenses de fonctionnement. Pour 2011, six Etats respecteraient le critère. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Togo.

- **Le taux d'inflation annuel moyen de 3% maximum par an**

Tous les Etats membres ont respecté ce critère en 2010, en raison principalement du ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires et des transports. Pour 2011, il est attendu une évolution moins favorable, en rapport avec la tendance haussière des prix des produits vivriers et pétroliers sur le marché international. En glissement annuel sur le premier trimestre, le taux d'inflation est ressorti à 3,9% contre 0,3% pour la même période de 2010.

- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70%**

Tous les Etats membres, à l'exception de la Guinée-Bissau, ont respecté ce critère en 2010.

- **Les arriérés de paiement**

- **non accumulation des arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté par tous les Etats membres en 2010, à l'exception la Côte d'Ivoire et du Togo qui ont accumulé 183,6 et 17,4 milliards, respectivement. Tous les Etats le respecteraient en 2011, à l'exception de la Côte d'Ivoire ;

- **non accumulation des arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère n'a pas été respecté par tous les Etats membres en 2010. La Côte d'Ivoire a accumulé 75,5 milliards.

Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, inférieur ou égal à 35%**

Quatre Etats membres, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère. Pour les autres Etats, les résultats se présentent comme suit : 45,4% pour le Bénin, 43,5% pour le Burkina Faso, 41,5% pour la Côte d'Ivoire, 79,2% pour la Guinée-Bissau.

- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, supérieur ou égal à 20%**

Trois Etats membres n'ont pas respecté ce critère. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Togo. Six Etats respecteraient ce critère en 2011.

- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal, supérieur ou égal à -5%**

Seule la Côte d'Ivoire a respecté, comme pour les années précédentes, ce critère avec un excédent représentant 4,0% du PIB. Les autres Etats membres ont dégagé des déficits compris entre 24,4% pour le Niger et 6,2% pour le Sénégal. La faible diversification des économies explique essentiellement cette situation. La Côte d'Ivoire serait le seul Etat membres à respecter ce critère en 2011.

- **Le taux de pression fiscale, supérieur ou égal à 17%**

Deux Etats membres ont respecté ce critère en 2010. Il s'agit de Côte d'Ivoire et Sénégal avec 17,0% et 18,9% respectivement. Pour les autres Etats, ce ratio est compris entre 7,9% pour la Guinée-Bissau et 16,2% pour le Bénin. Cette situation s'explique essentiellement par un faible niveau de recouvrement des recettes fiscales, l'importance des exonérations et le poids du secteur informel dans les économies. En 2011, le Bénin et le Sénégal projettent de respecter ce critère.

Au total, trois Etats membres, le Bénin, le Mali et le Niger ont respecté les quatre critères de premier rang. Le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Togo ont respecté trois critères de premier rang.

En 2011, la Côte d'Ivoire pourrait ne respecter aucun des critères de premier rang, en raison principalement des conséquences de la crise postélectorale. Pour les autres Etats membres, l'évolution des prix à la consommation devrait être suivie avec une attention particulière au regard notamment de l'évolution des prix des produits alimentaires et du pétrole sur le marché international. L'évolution de la masse salariale mérite également une grande attention au regard de sa tendance à la hausse et des mouvements de revendication dans de nombreux Etats membres.

3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La situation macroéconomique des Etats membres de l'Union s'est globalement améliorée en 2010 avec un taux de croissance de 4,5% contre 2,8% en 2009. Cette évolution est liée l'amélioration de l'environnement économique international et aux mesures de soutien à la reprise de l'activité économique prises dans les Etats membres. Ceci s'est traduit par des performances en matière de convergence. Ainsi, trois Etats membres ont respecté les quatre critères de premier rang contre un seul en 2009.

Ces performances restent fragiles. Les résultats en 2011 pourraient être largement affectés par les conséquences de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire dont les impacts sur la situation économique et sociale restent à mesurer. Les prévisions tablent sur un taux de croissance de 1,2%.

Pour consolider le redressement économique amorcé en 2010 et les performances en matière de convergence, l'accent devrait être mis sur :

- l'impérieuse nécessité de renforcer la stabilité sociopolitique dans tous les Etats membres de l'Union afin que les programmes et projets de développement puissent se mettre en œuvre dans un environnement apaisé et sécurisé ;
- la poursuite des réformes structurelles et des politiques sectorielles en vue d'améliorer le potentiel de croissance économique, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des infrastructures routières;
- l'amélioration des recouvrements de recettes par la mise en œuvre des programmes de transition fiscale ;
- la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale, source de dégradation des soldes budgétaires.

Par ailleurs, au regard de la persistante fragilité de la situation des finances publiques, de la montée du chômage et des risques de réapparition de tensions inflationnistes avec la hausse des cours des produits alimentaires et des ceux des produits pétroliers, il a été demandé que ces différentes préoccupations soient l'objet d'une attention particulière dans les politiques à mener en 2012.

ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2010

		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2010 PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2008 ET 2009								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2010	2009	2008
1	Solde budgétaire de base sur PIB nominal (norme >=0)	2,0	-0,6	0,2	1,4	3,4	0,2	-1,5	3,2	6	4	3
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <=3%)	2,1	-0,7	1,8	2,2	1,2	0,9	1,2	1,4	8	7	0
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	25,5	29,1	67,6	134,4	26,0	25,4	35,9	62,6	7	6	6
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	259,1	0	0	0	0	17,4	6	6	6
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	183,6	0	0	0	0	17,4	6	6	6
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	75,5	0	0	0	0	0	7	6	5
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	45,4	43,5	41,5	79,2	34,0	27,0	32,7	33,5	4	3	4
6	Investissements financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	19,2	57,2	13,4	0,0	26,3	27,7	36,4	18,6	4	5	5
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	-9,3	-6,7	4,0	-9,0	-9,0	-24,2	-6,2	-7,5	1	1	1
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	16,2	13,0	17,0	7,9	14,7	13,1	18,9	15,6	2	1	2
	2010	4	4	5	3	6	6	6	4			
	2009	6	3	2	0	3	5	5	2			
	2008	5	4	2	0	5	6	6	3			

4. ORIENTATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR LES ETATS MEMBRES DE L'UNION AU TITRE DE L'ANNEE 2012

Les réformes structurelles réalisées depuis quelques années par les Etats membres de l'Union n'arrivent pas encore à trouver un ancrage ferme permettant d'impulser une croissance forte et de modifier considérablement la base productive existante. Cette situation s'explique, notamment, par les chocs récurrents qui caractérisent l'environnement économique international.

Ainsi, les performances enregistrées ces dernières années par les économies nationales de l'Union demeurent précaires. Elles pourraient être entièrement remises en cause par les chocs économiques, notamment, la volatilité des cours des matières premières et des produits alimentaires.

En plus, les problèmes sociaux liés au manque d'emplois, particulièrement pour les jeunes, prennent de l'ampleur en rapport avec les difficultés économiques. Ils pourraient, par conséquent, affecter négativement l'environnement et conduire à des crises sociopolitiques.

Partant de ces constats, il apparaît important d'inviter les Etats membres de l'Union, à prendre en considération les préoccupations ainsi évoquées, à savoir la maîtrise de l'inflation et la création d'emplois. La prise en charge de ces contraintes nécessite la mise en œuvre de politiques macroéconomiques pertinentes et vigoureuses. C'est dans ce sens que s'inscrivent les propositions d'orientations de politique économique pour l'année 2012, qui s'articulent autour des trois points suivants :

- poursuivre l'assainissement des finances publiques ;
- promouvoir la création d'emplois ;
- assurer la maîtrise de l'inflation.

4.1. POURSUIVRE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

Les performances économiques et financières des Etats membres de l'Union sont très sensibles aux chocs exogènes. Ainsi, les efforts fournis ces dernières années par tous les Etats, pour accroître le niveau des recettes et améliorer la qualité des dépenses, sont constamment remis en cause par des contraintes exceptionnelles. Il apparaît dès lors important de consolider la politique d'assainissement des finances publiques en veillant à l'application effective des différents textes communautaires.

En effet, la mise en œuvre de ces textes conjuguée aux efforts d'assainissement des finances publiques permettrait de créer un socle susceptible de porter à long terme la dynamique impulsée à la politique budgétaire.

C'est dans cette optique qu'il convient d'accorder une attention particulière à l'exécution du programme de transition fiscale adopté à travers la Décision n° 10/2006/ CM/UEMOA du 23 mars 2006. A ce propos, il faut noter que l'impératif d'accroître le niveau des recettes fiscales est aujourd'hui lié aux perspectives des réformes prévues au niveau de l'OMC, des accords de partenariat économique avec

l'Union européenne et de la politique de désarmement tarifaire attendue au sein de l'espace CEDEAO.

Par ailleurs, le dynamisme de certaines branches d'activité économique comme les BTP, les télécommunications, le commerce et les services permet de suspecter l'existence d'un potentiel de recettes non exploité.

De ce fait, conformément aux diverses recommandations consignées dans les différentes directives communautaires, notamment la Directive n° 01/98/CM/UEMOA portant adoption du programme d'harmonisation des fiscalités indirectes intérieures, les Etats membres de l'Union devraient prendre les dispositions nécessaires pour :

- réduire les exonérations et les exemptions ;
- appliquer les règles communautaires de taxation des produits pétroliers ;
- établir un système adéquat de fiscalisation des petits opérateurs économiques ;
- échanger avec les autres pays sur les expériences en matière de lutte contre la fraude ;
- moderniser les régies financières dans le but d'accroître leur capacité à mobiliser des ressources intérieures.

En matière de dépenses, la politique budgétaire demeurera axée sur la logique de renforcer la discipline budgétaire et d'assurer un cadrage à moyen terme des dépenses.

En effet, les efforts jusqu'ici consentis pour contenir la progression des dépenses courantes devraient être maintenus, étant donné la rareté des ressources intérieures et extérieures. Pour ce faire, il conviendrait de :

- rationaliser les subventions en ciblant de manière précise les bénéficiaires ;
- assurer un suivi rigoureux de l'évolution des dépenses de personnel en se référant à la contrainte du respect de la norme communautaire relative au critère de convergence sur la masse salariale.

S'agissant du cadrage à moyen terme des dépenses, les Etats devraient prendre les dispositions nécessaires pour entamer dès 2012, la mise en application effective des Directives sur les finances publiques. Une bonne prise en charge des innovations consignées dans lesdites Directives, nécessite a priori que des actions soient entreprises dans le sens de :

- mettre en place un dispositif de régulation des dépenses publiques en fonction des ressources mobilisées ;

- étendre progressivement les budgets programmes à tous les secteurs et promouvoir la pratique de la gestion axée sur les résultats ;
- assurer une meilleure organisation des services, notamment l'informatisation du circuit de la dépense et l'application effective du principe de responsabilité dans l'exécution des opérations financières de l'Etat ;
- veiller au respect des règles de bonnes pratiques budgétaires en limitant le recours aux procédures exceptionnelles.

En tout état de cause, la gestion des finances publiques en 2012 devra accorder une priorité à l'accroissement des dépenses d'investissement dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la recherche-développement et des infrastructures de base. Enfin, les accumulations d'arriérés de paiements devraient être systématiquement évitées afin de ne pas compromettre la relance du secteur privé qui est la principale source de créations d'emplois.

4.2. PROMOUVOIR LA CREATION D'EMPLOIS

En dépit de leur volonté de poursuivre l'assainissement de leurs finances publiques et malgré les performances macroéconomiques globalement satisfaisantes enregistrées au cours de ces dernières années, les Etats membres de l'Union peinent à traduire leurs acquis au plan humain.

Les pays de la zone continuent à occuper les derniers rangs du classement de l'Indice de développement humain et la croissance de l'emploi de qualité y peine à être au rendez vous. Certes, selon les statistiques de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (Cf. les tendances mondiales de l'emploi 2011), les taux de chômage dans notre zone restent faibles (moins de 10%). Ceux-ci masquent cependant mal la précarité des emplois dans notre zone. Entre 2000 et 2010, plus de 75% des emplois recensés dans notre espace étaient des emplois précaires ou vulnérables, incapables de générer des revenus en mesure de sortir le plus grand nombre de la pauvreté.

Cette situation qui persiste constitue une menace pour les Etats et, à plus long terme pour le processus d'intégration régionale. Les crises sociales et politiques persistantes qu'ont connues certains Etats membres de l'Union sont directement liées aux difficultés d'insertion d'une frange de plus en plus importante de la population, en particulier la population jeune.

Ces crises sociales à répétition et les arrangements internes auxquels elles contraignent les Etats comportent de grands risques de remise en cause des arrangements communautaires et de la volonté politique des Etats membres, à un moment où celle-ci doit au contraire se renforcer et sous-tendre un projet communautaire plus ambitieux.

En centrant l'exercice de la surveillance multilatérale sur les fondamentaux de l'économie, l'Union a choisi d'œuvrer à créer dans ses Etats membres les conditions d'une croissance forte et durable. Mais les faits démontrent que pour que la croissance ait un impact sur l'emploi et les revenus, ceux-ci doivent être au cœur des objectifs des politiques économiques. Une croissance économique sans création d'emplois de qualité et productifs ne peut être viable à long terme. Le Directeur général de l'OIT notait, à juste titre, « qu'une croissance sans emploi ne constitue pas simplement une mauvaise politique sociale, c'est aussi une mauvaise gestion économique, qui entraîne la diminution de la demande globale et par conséquent des investissements ».

Cette évidence, le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague (1995) le rappelait en adoptant une Déclaration et un Programme d'action engageant les Chefs d'Etats et de Gouvernements à « favoriser la réalisation de l'objectif de plein emploi en en faisant l'une des priorités de base de leurs politiques économiques et sociales et à donner à tous, hommes et femmes, la possibilité de s'assurer des moyens de subsistance sûrs et durables grâce à un emploi librement choisi et un travail productif ». En 2004, à Ouagadougou, les Chefs d'Etats Africains réaffirmaient cet engagement.

En écho à cette volonté politique affichée et en application de la Convention n° 122 de l'OIT, l'ensemble des Etats membres de l'Union, à une exception près (la Guinée Bissau) ont élaboré des politiques ou programmes d'emploi. Hélas, ceux-ci peinent à atteindre l'effet escompté : l'emploi de qualité, en mesure de sortir le plus grand nombre de la pauvreté n'est toujours pas au rendez-vous. A cela plusieurs raisons auxquelles il devient, pour les Etats membres de l'Union, urgent de s'attaquer.

A un premier niveau, l'élaboration des politiques et programmes d'emploi demeure une question exclusivement traitée au niveau sectoriel, par les ministères en charge de l'emploi. Cette vision ne peut donner de résultat, l'emploi étant une question qui traversant le champ de l'économie et ne saurait donc trouver de réponse satisfaisante à travers un traitement sectoriel. L'emploi doit donc constituer un objectif de politique économique et être traité sous un angle nouveau, de façon transversale.

Sur ce point, les objectifs de croissance de l'emploi doivent être affichés au moment où s'élaborent les choix de politique économique et doivent guider l'ensemble des politiques sectorielles, plus particulièrement lors de la définition des grands programmes d'investissement.

A un second niveau, le confinement des politiques et programmes d'emploi au sein des ministères de l'emploi soulève deux problèmes : la faiblesse des ressources affectées à leur élaboration et la faiblesse, voire l'absence de concertation autour d'une question qui ne peut être traitée de façon isolée. En effet, affecter davantage de ressources à l'élaboration et au suivi des politiques d'emploi est le gage d'une plus grande capacité à identifier les dynamiques et tendances qui caractérisent le marché du travail, afin de définir des stratégies justes et pertinentes. Les Etats membres en sont encore loin. L'examen de la situation des Etats membres de l'Union démontre la faiblesse des services d'emploi. Il démontre aussi à quel point

l'information sur le marché de l'emploi est faible, voire inexistante. Sans informations fiables et régulières pourtant, il est difficile d'élaborer des politiques pertinentes.

Concernant la concertation, il faut noter que plus l'emploi fait l'objet d'un dialogue permanent entre Décideurs, secteur privé et partenaires sociaux, plus les choix prennent en compte la diversité des situations et plus les résultats sont au rendez vous.

A un troisième niveau, il est essentiel que la question de l'articulation entre demande et offre d'emploi fasse l'objet d'un traitement minutieux. On ne peut attirer des investissements massifs dans des secteurs où l'offre de main d'œuvre qualifiée est faible. A moins d'envisager une importation massive de main d'œuvre qualifiée et de laisser les questions d'emploi du plus grand nombre sans réponse. Sur ce point, la réponse la plus appropriée reste de faire du développement des compétences une priorité essentielle des politiques d'emploi.

Enfin, il faut souligner l'importance de la poussée démographique avec un taux de croissance de la population d'environ 3%. Cette population est caractérisée par une composante essentiellement juvénile, expliquant ainsi la persistance de la pression de la demande d'emploi sur l'offre d'emploi, ou inversement, la pression de l'offre de travail sur la demande de travail. Cette pression s'exerce généralement en dépit des performances macroéconomiques et des actions engagées dans le cadre des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Cette analyse diagnostic interpelle les Etats membres de l'Union sur la nécessité d'introduire, de manière plus effective, le problème du chômage dans leurs objectifs de politique économique au même titre que celui de l'inflation.

A cette fin, au cours de l'année 2012 et des années à venir, il s'agira, pour les Etats membres, d'agir autour de quatre grands axes :

- Changer de paradigme dans la définition des politiques économiques et sociales en faisant de l'emploi un objectif clairement affiché
- Renforcer les capacités d'élaboration de politiques d'emploi, de leur suivi et de leur évaluation ;
- Promouvoir la concertation Etat, secteur privé et partenaires sociaux autour des questions d'emploi ;
- Améliorer l'employabilité du plus grand nombre par des stratégies appropriées de développement des compétences.

4.3. ASSURER LA MAÎTRISE DE L'INFLATION

Face à l'accélération de l'inflation en 2008 et à ses répercussions sur la situation socio-économique de l'Union, le Conseil des Ministres de l'UEMOA tenu, le 27 juin 2008 à Dakar, avait adopté un plan d'action pour la relance de la production agricole,

en conformité avec les objectifs de la Politique Agricole de l'Union (PAU). Ce plan vise, à l'horizon 2015, à assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaires dans la zone. Il repose sur quatre axes principaux que sont (i) l'amélioration de la productivité agricole ; (ii) la relance des investissements agricoles ; (iii) le renforcement des capacités de gestion de la sécurité alimentaire ; (iv) et le respect des textes communautaires relatifs à l'union douanière et à la fiscalité indirecte.

Les principales mesures identifiées dans ce plan ont porté, notamment, sur la mutualisation des achats d'intrants agricoles de qualité au niveau de l'Union, le développement des unités locales de production d'engrais, la mise en place d'entreprises d'aménagement de périmètres irrigués et la création de véritables filières de production vivrière intégrées et rentables. Il a été aussi évoqué la nécessité de mettre en place une législation foncière appropriée et harmonisée au niveau de l'UEMOA. Le respect de la libre circulation des biens et des personnes dans l'Union et l'urgence de renforcer les capacités administratives des Etats en matière de gestion des projets agricoles ont été également des préoccupations réaffirmées. Dans la même optique, les Etats ont été invités à augmenter la part du budget d'investissement allouée à l'agriculture, afin d'assurer le financement des actions envisagées dans le domaine agricole.

De l'examen de la mise en œuvre de ces mesures, il ressort que les études de faisabilité relatives aux diverses actions envisagées ont été réalisées, sinon connaissent un début de mise en œuvre. En plus, différents textes ont été pris, de même que des actions concrètes ont été entreprises dans le cadre de l'exécution effective dudit plan d'actions.

Pour soutenir financièrement ce plan à court terme, les Institutions communautaires ont accompli, conformément aux instructions issues du séminaire ministériel du 27 juin 2008, les diligences indiquées. Elles ont mis à la disposition des Etats, des ressources d'un montant de 40 milliards. Ainsi, la Commission de l'UEMOA et la BCEAO ont décaissé chacune 13,3 milliards octroyés aux Etats sous forme d'appui budgétaire. La BOAD a, quant à elle, déboursé la même somme (13,3 milliards FCFA) sous forme de prêts pour le financement de projets agricoles à hauteur 1,67 milliard de francs CFA par Etat et sur la base de projets présentés.

En outre, au titre du financement des actions pour la relance de la production agricole, la BOAD a mobilisé, au moyen de deux (02) émissions de titres d'emprunt sur le marché, un montant global de 100 milliards FCFA, dont 82 milliards ont été engagés dans le financement de quinze (15) projets visant le renforcement de l'offre de produits vivriers dans les pays de l'Union.

Dans l'ensemble, la mise en application du plan d'actions a contribué, d'une part, à limiter les effets de l'inflation dans le court terme et, d'autre part, à asseoir progressivement les bases d'une production agricole susceptible d'assurer l'autosuffisance. Cette dernière préoccupation est d'autant plus importante qu'il existe encore des risques d'envolée des prix.

En effet, Les crises socio politiques qui ont marquée le début de l'année 2011 ont eu pour conséquence immédiates une montée du prix du pétrole. A cette situation s'ajoutent la hausse des prix alimentaires, qui s'explique par les différentes

catastrophes naturelles, notamment la sécheresse en Russie et les inondations en Australie.

Ainsi, les perspectives qui se dessinent suscitent de fortes inquiétudes. Le réchauffement des marchés mondiaux des produits de base a entraîné la progression des niveaux des prix à la consommation au sein des Etats membres de l'UEMOA à partir du second semestre de 2010 contrairement à la tendance baissière constatée depuis 2009, suite à la crise de 2008. Le taux d'inflation est ressorti à 4,2% en janvier 2011 comparativement à janvier 2010. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires et des services liés au logement, au transport et aux restaurants qui ont augmenté de 9,3%, 3,6%, 3,5% et 4, 6%, respectivement. S'agissant du cours du pétrole brut, il a progressé de 34,8% en glissement annuel par apport à mars 2010. Cette hausse s'est surtout accélérée au cours des cinq derniers mois en cumulant une augmentation de 32,7%.

Selon l'analyse du FMI, « Les prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux ont déjà dépassé leur pic de 2008 et, d'après les projections, le prix moyen du pétrole sera plus élevé en 2011 qu'en 2008 ».

Au regard de la nature des différents facteurs justifiant ces tensions inflationnistes, il est bien certain que le même phénomène se renouvelle en 2012.

Face à ce risque, des mesures économiques devraient être prises pour assurer un meilleur approvisionnement des marchés en produits de première nécessité et contenir la répercussion de la montée des prix des produits pétroliers.

A cet égard, il apparaît, selon le CILSS que la zone UEMOA dégage un excédent net en céréale d'environ 1,403 millions de tonnes. Néanmoins, des tensions sur les prix des céréales pourraient être enregistrées si l'approvisionnement des marchés locaux devenait insuffisant, en rapport avec les déficits que connaîtraient certaines zones géographique déjà identifiées au Bénin, au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo.

Il semble également nécessaire de conforter l'augmentation de l'offre alimentaire locale, en poursuivant et en accélérant l'exécution des actions de relance de la production agricole arrêtées dans le plan d'action du séminaire ministériel de juin 2008.

Enfin, par rapport à la hausse des produits pétroliers, les mesures de protection allant dans le sens de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs pourraient être dévoyées si des précautions particulières ne sont pas prises. De ce point de vue, les subventions et les autres formes de soutien au prix devraient être conçus de sorte à concerner uniquement les personnes ciblées.

Il est bien entendu que la nature non concurrentiel du marché régional, rend difficile l'application totale du principe de liberté des prix. Pour pallier la spéculation, les services administratifs chargés du commerce devraient renforcer leur dispositif de suivi et de contrôle du marché. Ils devraient également développer des stratégies de communications leur permettant d'informer systématiquement les consommateurs sur l'état du marché.

La protection contre les fortes variations des prix passe par la promotion d'une politique de développement et de diversification de la production nationale. Aussi, les Etats membres de l'Union devraient-ils s'engager davantage à accroître et à valoriser la production agricole vivrière. Ils devraient également prendre les dispositions pour développer le marché régional des produits vivriers.